



OBSERVATOIRE
DE LA CULTURE ET DES
COMMUNICATIONS
DU QUÉBEC

PROFIL DE L'INDUSTRIE AUDIOVISUELLE AU QUÉBEC EN 2016

Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec et les données statistiques qui y sont disponibles, le lecteur peut s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Cette publication a été élaborée par l'Institut de la statistique du Québec avec la contribution de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et en partenariat avec l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ), la Guilde canadienne des réalisateurs – Conseil du Québec (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC) et l'Union des artistes (UDA).

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2017
ISBN :978-2-550-79254-3 (En ligne)
© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 2017

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Août 2017

Cette publication a été réalisée par : Sylvie Marceau, économiste
Daniel Beaulieu, technicien
Observatoire de la culture et des communications du Québec,
Institut de la statistique du Québec

Direction des statistiques de la société du
savoir et Observatoire de la culture et des
communications du Québec

Ont apporté leur précieuse collaboration : Annie Renaud, pour la mise en page
Observatoire de la culture et des communications du Québec

Traducteurs associés, révision linguistique

Pour tout renseignement concernant le
contenu de cette publication: Observatoire de la culture et des communications du Québec,
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
Téléphone : 418 691-2414
Télécopieur : 418 643-4129

Notice suggérée pour mentionner cet ouvrage dans une bibliographie ou en reproduire un extrait :

MARCEAU, Sylvie (2017). Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2016, [En ligne], Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, 162 p., [www.stat.gouv.qc.ca/observatoire].

Signes conventionnels

%	Pour cent ou pourcentage
n	Nombre
k	Millier
...	N'ayant pas lieu de figurer
..	Donnée non disponible
—	Néant ou zéro
—	Donnée infime
\$	En dollars
x	Donnée confidentielle
M	Million

TABLE DES MATIÈRES

Page Note concernant le tableau ou figure correspondant du *Profil canadien*

Introduction

1. Survol

Faits saillants de 2015 et de 2015-2016	15
Figure 1-1 : Production cinématographique et télévisuelle québécoise et canadienne, Québec et Canada, 2015-2016	17 p. 4, figure pas numérotée
Tableau 1-1 : Marché cinématographique et télévisuel québécois	18 p. 4, figure pas numérotée
Figure 1-2 : Production cinématographique et télévisuelle au Québec, 2015-2016	19 p. 5, figure pas numérotée
Figure 1-3 : Production de l'industrie cinématographique et télévisuelle, Québec, 2009-2010 à 2015-2016	20 Figures 4 et 1-2
Figure 1-4 : Répartition de la production de l'industrie cinématographique et télévisuelle, Québec, 2009-2010 à 2015-2016	21 Figure 1-3
Figure 1-5 : Revenus de publicité sur Internet et en télévision, Québec, 2009 à 2015	22 Figure 3

2. Apport économique

Faits saillants de 2015 et 2016	23
Tableau 2-1 : Emplois ETP attribuables à la production cinématographique et télévisuelle selon le secteur, calculés selon la méthodologie décrite dans le <i>Profil canadien</i> , Québec, 2014-2015 et 2015-2016	25 Figure 2-1
Tableau 2-2 : Produit intérieur brut de la production de l'industrie cinématographique et télévisuelle, calculé selon la méthodologie décrite dans le <i>Profil canadien</i> , Québec, 2014-2015 et 2015-2016	26 Figure 2-4
Tableau 2-3 : Revenu de travail de la production de l'industrie cinématographique et télévisuelle, calculé selon la méthodologie décrite dans le <i>Profil canadien</i> , Québec, 2014-2015 et 2015-2016	27 Figure 2-4
Figure 2-1 : Préventes pour exportation de la production cinématographique et télévisuelle selon le marché, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	28 Une partie de la figure 2-5

3. La production québécoise de contenu

Faits saillants de 2015-2016	29
Figure 3-1 : Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon la langue, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	31 Figure 3-1
Tableau 3-1 : Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le genre et le marché, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	32 Figure 3-2
Tableau 3-2 : Productions cinématographiques et télévisuelles selon le genre et le format, Québec, 2014-2015 et 2015-2016	33 Figure 3-3
Tableau 3-3 : Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le type de production et la langue, Québec, 2014-2015 et 2015-2016	34 Substitut au tableau de genres et langues (tableau 3-4)
Figure 3-2 : Œuvres d'animation dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	35 Figure 3-6
Tableau 3-4 : Financement de la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	36 Figure 3-8
Tableau 3-5 : Volume de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon la région, Québec, sur 5 ans (2011-2012 à 2015-2016)	37 Données régionales

Figure 3-3 : Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le marché, région de la Capitale-Nationale et autres régions, sauf Montréal et Laval, 2006-2007 à 2015-2016	38	Données régionales
Figure 3-4 : Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le marché, région de la Capitale-Nationale, 2015-2016	39	Données régionales
Figure 3-5 : Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le marché, région de la Capitale-Nationale, sur 5 ans (2011-2012 à 2015-2016)	39	Données régionales
Figure 3-6 : Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le marché, régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2015-2016	40	Données régionales
Figure 3-7 : Répartition de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le marché, régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, sur 5 ans (2011-2012 à 2015-2016)	40	Données régionales
Tableau 3-6 : Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le genre, région de la Capitale-Nationale et autres régions, sauf Montréal et Laval, 2006-2007 à 2015-2016	41	Données régionales
Tableau 3-7 : Valeur de la bonification régionale du crédit d'impôt accordée aux productions cinématographiques et télévisuelles selon le genre, région de la Capitale-Nationale et autres régions, sauf Montréal et Laval, 2006-2007 à 2015-2016	42	Données régionales
4. La production télévisuelle québécoise		
Faits saillants de 2015-2016	43	
Figure 4-1 : Valeur de la production télévisuelle québécoise selon le format, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	45	Figure 4-1
Tableau 4-1 : Valeur de la production télévisuelle québécoise selon le format, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	46	Figure 4-1
Tableau 4-2 : Œuvres télévisuelles québécoises selon le format, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	46	Figure 4-2
Tableau 4-3 : Production télévisuelle québécoise selon la langue, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	47	Figure 4-3
Figure 4-2 : Valeur de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	48	Figure 4-5
Figure 4-3 : Répartition de la valeur de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	49	Figure 4-6
Figure 4-4 : Nombre de productions télévisuelles québécoises selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	50	*Nouveau
Tableau 4-4 : Coût moyen par projet des productions télévisuelles québécoises selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	51	Substitut au tableau des budgets horaires (tableau 4-8)
Figure 4-5 : Projets de production télévisuelle soutenus par le FMC selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	52	Figure 4-13
Tableau 4-5 : Heures de programmation québécoise soutenues par le FMC selon le genre, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	53	Figure 4-15
Tableau 4-6 : Contribution du FMC au financement de la production télévisuelle selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	54	Figure 4-16
Tableau 4-7 : Financement de la production télévisuelle québécoise, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	55	Figure 4-17
Tableau 4-8 : Financement de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2015-2016	56	Figure 4-18

Tableau 4-9 : Financement de la production télévisuelle de fictions, des magazines et de variétés en d'autres langues que le français, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	57	Figure 4-19
Tableau 4-10 : Financement de la production télévisuelle de fictions, des magazines et de variétés de langue française, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	58	Figure 4-20
5. La production cinématographique québécoise		
Faits saillants de 2015-2016	59	
Figure 5-1 : Valeur de la production cinématographique québécoise, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	61	Figure 5-1
Figure 5-2 : Longs métrages québécois, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	62	Figure 5-2
Tableau 5-1 : Devis moyen des longs métrages de fiction, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	63	Figure 5-3
Tableau 5-2 : Longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	63	Figure 5-6
Tableau 5-3 : Production de longs métrages québécois selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	63	Figure 5-7
Figure 5-3 : Valeur de la production des longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	64	Figure 5-5
Figure 5-4 : Répartition de la valeur de la production des longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	65	Répartition des données de la figure 5-5
Figure 5-5 : Valeur de la production cinématographique québécoise et francophone soutenue par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada, 2006-2007 à 2015-2016	66	Figure 5-9
Figure 5-6 : Longs métrages québécois et francophones soutenus par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada, selon la langue, 2006-2007 à 2015-2016	67	Figure 5-10
Tableau 5-4 : Financement de la production de longs métrages de fiction et de longs métrages documentaires québécois, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	68	Figure 5-11
Tableau 5-5 : Financement de la production de longs métrages de fiction selon la langue, Québec, 2011-2012 à 2015-2016	69	Figure 5-12
6. Les coproductions audiovisuelles		
Faits saillants de 2015-2016	71	
Figure 6-1 : Valeur des coproductions audiovisuelles de type télévisuel régies par des traités selon la participation, Québec, 2006 à 2015	74	Figure 6-1
Figure 6-2 : Coproductions audiovisuelles de type télévisuel régies par des traités, Québec, 2006 à 2015	74	Figure 6-1
Tableau 6-1 : Coproductions audiovisuelles de type télévisuel régies par des traités selon le genre, Québec, 2006 à 2015	75	Figure 6-2
Figure 6-3 : Valeur des coproductions audiovisuelles de langue anglaise, de type télévisuel, régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015	76	Figure 6-3
Figure 6-4 : Coproductions audiovisuelles de langue anglaise, de type télévisuel, régies par des traités, Québec, 2006-2015	76	Figure 6-3
Figure 6-5 : Valeur des coproductions audiovisuelles de langue française, de type télévisuel, régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015	77	Figure 6-4
Figure 6-6 : Coproductions audiovisuelles de langue française, de type télévisuel, régies par des traités, Québec, 2006-2015	77	Figure 6-4
Tableau 6-2 : Pays partenaires des coproductions audiovisuelles de type télévisuel régies par des traités, Québec, 2006 à 2015	78	Figure 6-5

Figure 6-7 : Valeur des coproductions audiovisuelles de type cinématographique régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015	79	Figure 6-6
Figure 6-8 : Coproductions audiovisuelles de type cinématographique régies par des traités, Québec, 2006-2015	79	Figure 6-6
Figure 6-9 : Valeur des coproductions audiovisuelles de langue anglaise, de type cinématographique, régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015	80	Figure 6-7
Figure 6-10 : Coproductions audiovisuelles de langue anglaise, de type cinématographique, régies par des traités, Québec, 2006-2015	80	Figure 6-7
Figure 6-11 : Valeur des coproductions audiovisuelles de langue française, de type cinématographique, régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015	81	Figure 6-8
Figure 6-12 : Coproductions audiovisuelles de langue française, de type cinématographique, régies par des traités, Québec, 2006-2015	81	Figure 6-8
Tableau 6-3 : Pays partenaires des coproductions audiovisuelles de type cinématographique régies par des traités, Québec, 2006 à 2015	82	Figure 6-9
Figure 6-13 : Valeur des coproductions audiovisuelles régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015	83	Figure 6-10
Figure 6-14 : Coproductions audiovisuelles régies par des traités, Québec, 2006-2015	83	Figure 6-10
Figure 6-15 : Valeur des coproductions audiovisuelles de langue anglaise régies par des traités selon la participation, Québec, 2006 à 2015	84	Figure 6-11
Figure 6-16 : Coproductions audiovisuelles de langue anglaise régies par des traités, Québec, 2006 à 2015	84	Figure 6-11
Figure 6-17 : Valeur des coproductions audiovisuelles de langue française régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015	85	Figure 6-12
Figure 6-18 : Coproductions audiovisuelles de langue française régies par des traités, Québec, 2006-2015	85	Figure 6-12
Figure 6-19 : Budget global ds coproductions audiovisuelles régies par des traités selon la participation canadienne, Québec, 2006-2015	86	Figure 6-13
Figure 6-20 : Coproductions audiovisuelles régies par des traités selon la participation canadienne, Québec, 2006-2015	86	Figure 6-13
Tableau 6-4 : Coproductions audiovisuelles régies par des traités, selon le marché et la langue, Québec, 2014 et 2015	87	*Nouveau
Tableau 6-5 : Pays partenaires des coproductions audiovisuelles régies par des traités, Québec, 2006 à 2015	88	Figure 6-14
Tableau 6-6 : Coproductions audiovisuelles régies par des traités, selon le type de production et la langue, Québec et Canada, 2014-2015 et 2015-2016	89	*Nouveau
Figure 6-21 : Valeur des coproductions cinématographiques et télévisuelles québécoises ayant bénéficié du CIRQ, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	90	Figure 6-10 (alternative)
Figure 6-22 : Coproductions cinématographiques et télévisuelles québécoises ayant bénéficié du CIRQ, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	90	Figure 6-10 (alternative)
Figure 6-23 : Valeur des coproductions de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	91	Figure 6-6 (alternative)
Figure 6-24 : Coproductions de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	91	Figure 6-6 (alternative)
Figure 6-25 : Valeur des coproductions autres que des longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	92	Complément de la figure 6-12 du <i>Profil Québec</i>

Figure 6-26 : Coproductions autres que des longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	92	Complément de la figure 6-12 du <i>Profil</i> Québec
Tableau 6-7 : Nombre de coproductions majoritaires et minoritaires ayant bénéficié du CIRQ, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	93	Une partie de la figure 6-13 (alternative)
Tableau 6-8 : Principaux pays partenaires de coproductions de longs métrages au Québec, 2006 à 2015	94	Figure 6-9 (alternative)
7. La production étrangère et les services de production		
Faits saillants de 2015-2016	95	
Figure 7-1 : Valeur de la production étrangère et des services de production selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	97	Figure 7-1
Figure 7-2 : Projets de production étrangère et de services de production selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	98	Figure 7-2
Figure 7-3 : Valeur de la production étrangère et des services de production selon l'année de tournage, Québec, 2006 à 2015	99	Figure 7-1
Figure 7-4 : Projets de production étrangère et de services de production selon l'année de tournage, Québec, 2006 à 2015	100	Figure 7-2
Figure 7-5 : Valeur de la production étrangère et des services de production et taux de change du dollar canadien, Québec, 2006 à 2015	101	Figure 7-3
Figure 7-6 : Valeur de la production étrangère et de la production indépendante québécoise selon le type de production, Québec, 2014-2015 et 2015-2016	102	Complément des figures 7-1 et 7-3 du <i>Profil</i> Québec
Tableau 7-1 : Productions étrangères et œuvres faisant appel à des services de production selon le pays titulaire des droits d'auteur et l'année de tournage, Québec, 2006 à 2015	103	Figure 7-5
8. La production interne		
Faits saillants de 2015	105	
Figure 8-1 : Production interne des télédiffuseurs selon le type de télédiffusion, Québec, 2011 à 2015	107	Figure 8-1
Figure 8-2 : Production interne des télédiffuseurs selon le genre, Québec, 2012 à 2015	108	Figure 8-2
Figure 8-3 : Production interne des télédiffuseurs selon le type de télédiffuseurs, Québec, 2012 à 2015	109	Figure 8-1
9. La production pour médias numériques		
Faits saillants de 2015-2016	111	
Figure 9-1 : Projets de médias numériques convergents soutenus par le FMC selon la langue, Québec, 2015-2016	113	Figure 9-4
Figure 9-2 : Valeur de la production de médias numériques convergents soutenue par le FMC selon la langue, Québec, 2015-2016	113	Figure 9-5
Figure 9-3 : Participation du FMC au financement de la production de médias numériques convergents selon le genre d'émissions de télévision, Québec, 2015-2016	114	Figure 9-6
10. La distribution		
Faits saillants de 2015	115	
Figure 10-1 : Revenus d'exploitation des distributeurs, Québec, 2005 à 2015	117	Figure 10-1

Figure 10-2 : Revenus bruts déclarés par les distributeurs de films selon le marché, Québec, 2006 à 2015	118	Figure 10-1 (alternative)
Figure 10-3 : Revenus bruts déclarés par les distributeurs de films selon la catégorie de permis et le marché, Québec, 2015	119	Substitut à la figure 10-2
Figure 10-4 : Investissement des distributeurs dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	120	Figure 10-3
11. La télédiffusion		
Faits saillants de 2015	121	
Figure 11-1 : Revenus des services des télédiffuseurs, Québec, 2011 à 2015	123	Figure 11-1
Figure 11-2 : Acquisition de productions indépendantes canadiennes par les télédiffuseurs, Québec, 2012 à 2015	124	Figure 11-2
Tableau 11-1 : Acquisition de productions de maisons affiliées aux télédiffuseurs privés selon le genre, Québec, 2012 à 2015	125	Figure 11-3
12. La présentation en salles		
Faits saillants de 2015 et 2016	127	
Figure 12-1 : Revenus d'exploitation des établissements cinématographiques, Québec, 2005 à 2014	129	Figure 12-1
Figure 12-2 : Recettes des établissements cinématographiques selon la provenance des films, Québec, 2007 à 2016	130	Figure 12-5
Figure 12-3 : Répartition des recettes des établissements cinématographiques selon la provenance des films, Québec, 2007 à 2016	131	Figure 12-6
Figure 12-4 : Provenance des films présentés dans les établissements cinématographiques, Québec, 2012 à 2016	132	Figure 12-7
Tableau 12-1 : Recettes et parts de marché des films selon la langue et l'origine, Québec, 2007 à 2016	133	Figure 12-8
Tableau 12-2 : Assistance et parts de marché des films selon la langue et l'origine, Québec, 2007 à 2016	134	*Nouveau
Tableau 12-3 : Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2015	135	Figure 12-9
Tableau 12-4 : Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2016	135	Figure 12-9
Tableau 12-5 : Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections de langue française, Québec, 2015	136	Figure 12-10
Tableau 12-6 : Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections de langue française, Québec, 2016	136	Figure 12-10
Tableau 12-7 : Films les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2015	137	Figure 12-11
Tableau 12-8 : Films les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2016	137	Figure 12-11
Tableau 12-9 : Films les plus populaires parmi les projections de langue française, Québec, 2015	138	Figure 12-12
Tableau 12-10 : Films les plus populaires parmi les projections de langue française, Québec, 2016	138	Figure 12-12
Figure 12-5 : Part de marché des longs métrages québécois selon les entrées en salle et les ventes de vidéogrammes, Québec, 2007 à 2016	139	Figure 12-13

13. Les entreprises de distribution de radiodiffusion

Faits saillants de 2015	141
Figure 13-1 : Pourcentage des ménages déclarants ayant des services de télévision selon le type d'équipement, Québec et Canada, 2014 et 2015	143 Substitut à la figure 13-1
Figure 13-2 : Revenus des services de câblodistribution et télévision par protocole Internet, Québec, 2006 à 2015	144 Substitut à la figure 13-2
Figure 13-3 : Dépense annuelle moyenne par ménage, location de télédistribution selon le type de fournisseur, Québec, 2011 à 2015	145 *Nouveau
Figure 13-4 : Contributions des EDR terrestres à la programmation canadienne, Québec, 2011 à 2015	146 Figure 13-3

Annexes

Annexe A : Production cinématographique et télévisuelle au Québec selon les données du *Profil* canadien 149

Tableau A1 : Comparaison des données pour le Québec du <i>Profil</i> canadien et du <i>Profil</i> Québec, 2011-2012 à 2015-2016	150 Comparaison avec les données des figures 4-12, 5-8, 7-4 et 8-3
Figure A1 : Production cinématographique et télévisuelle selon le secteur, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	151 Données pour le Québec des figures 4-12, 5-8, 7-4 et 8-3 du <i>Profil</i> canadien
Figure A2 : Répartition de la production cinématographique et télévisuelle selon le secteur, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	152 Répartition des données de la figure précédente
Figure A3 : Emplois ETP attribuables à la production cinématographique et télévisuelle, Québec, 2006-2007 à 2015-2016	153 Données pour le Québec des figure 2-2 et 2-3 du <i>Profil</i> canadien

Annexe B : Notes méthodologiques concernant le calcul de l'incidence économique 155

Tableau B1 : Effectifs totaux de la télédiffusion et de la télédistribution par câble et TVPI1, Québec, 2011 à 2015	157
Tableau B2 : Estimation de l'impact économique de certains domaine associés à l'audiovisuel, Québec, 2009	157

Annexe C : Apport économique 159

Tableau C1 : Emplois salariés dans certaines industries de l'audiovisuel, Québec, 2007 à 2016	160 Figure 2-1
Figure C1 : Produit intérieur brut des industries du film et de la vidéo, Québec, 2006 à 2015	160 Figure 2-4
Tableau C2 : Emplois liés à la culture, domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs, Québec et Canada, 2010 à 2014	161 Figure 2-1
Tableau C3 : Produit intérieur brut de la culture, domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs, Québec et Canada, 2010 à 2014	162 Figure 2-4

Introduction

L'Observatoire de la culture et des communications, à la demande de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et en partenariat avec l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ), la Guilde canadienne des réalisateurs – Conseil du Québec (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC) et l'Union des artistes (UDA), présente cette deuxième édition du Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec. La présentation des figures et tableaux de ce document est inspirée de la structure employée par le Profil : Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada¹. Le but étant, notamment, de faciliter une comparaison des tendances québécoises avec les tendances canadiennes.

La première partie présente un portrait global de la production sur écran au Québec et des industries de l'audiovisuel. L'information est détaillée dans onze sections additionnelles, parmi lesquelles sept portent sur la production (la production québécoise indépendante, la production télévisuelle indépendante, la production cinématographique, les coproductions, la production étrangère et les services de production, la production interne des télédiffuseurs et la production pour médias numériques convergents). À cela s'ajoutent ensuite des statistiques sur la distribution, la télédiffusion, l'exploitation en salle ainsi que les entreprises de distribution de la radiodiffusion.

1. Le *Profil* canadien est produit chaque année par le Groupe Nordicité pour le Canadian Production Media Association, l'Association québécoise de la production médiatique et Patrimoine canadien. L'édition 2016 du *Profil* canadien a été restructuré « en reproduisant le cheminement des productions à l'intérieur de la chaîne de valeur, de leur création jusqu'à leur exploitation » (p.6). La présente édition du *Profil* québécois a été réorganisée en conséquence.

1. SURVOL

Faits saillants de 2015 et 2015-2016



- Hausse de 6 % de la valeur de la production télévisuelle indépendante;



- Baisse du nombre d'emplois;
- Baisse de 3 % du volume global de la production cinématographique et télévisuelle;
- Baisse de 6,5 % de la valeur de la production étrangère et des services de production;
- Baisse de 15 % de la valeur de la production interne.

Après avoir atteint un sommet en 2014-2015, la valeur de la production globale a diminué de 3 % en 2015-2016 pour s'établir à 1,5 G\$. Elle demeure néanmoins plus élevée que la moyenne des dix dernières années. Des reculs sont observés dans la production interne des télédiffuseurs (- 15 %), dans la production étrangère et les services de production (- 6,5 %) et dans la production cinématographique (- 1 %). Toutefois, des gains de 6 % sont observés dans la valeur de la production télévisuelle indépendante. Par ailleurs, sur la base des cinq dernières années, l'année 2015-2016 représente un sommet pour la production télévisuelle indépendante (651 M\$).

La production télévisuelle constitue la plus importante composante de la production sur écran au Québec : sa part équivaut à 42 % en 2015-2016 par rapport à 38 % l'année précédente. En ce qui concerne la production étrangère et les services de production certifiés¹, la valeur s'établit à 380 M\$ en 2015-2016, soit 25 % du volume global de production. Cette catégorie compte 84 projets en 2015-2016, soit 18 de plus qu'en 2014-2015.

La production cinématographique a une valeur comparable à celle de l'année précédente, subissant une légère baisse en 2015-2016. Sa part demeure inchangée à 11 %. Cependant, le nombre de projets est moindre : 50 en 2015-2016 par rapport à 58 en 2014-2015.

La valeur de la production interne, dont le sommet historique a été atteint en 2014 (402 M\$), s'établit à 340 M\$ en 2015², ce qui diminue à 22 % la part de cette catégorie dans le volume global de production. En fait, la valeur en 2015 est la plus faible des cinq dernières années.

Les télédiffuseurs généralistes privés dépendent de la publicité comme source de revenus, mais celle-ci diminue depuis quelques années (- 4 % depuis 2014 et - 12 % depuis 2011).

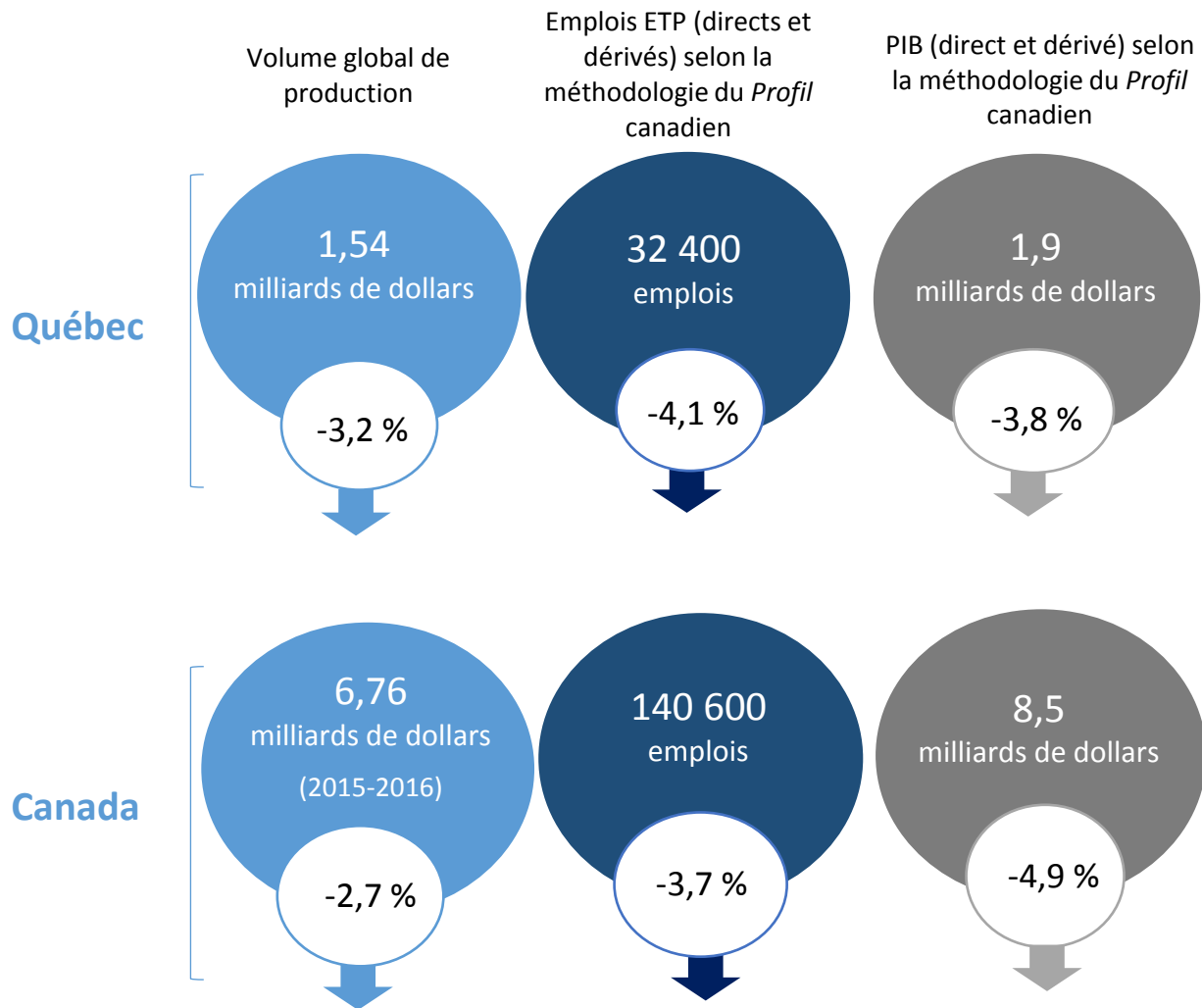
En même temps, on constate depuis plusieurs années que les acheteurs de publicité dépensent davantage sur Internet et les appareils mobiles (+ 17 % l'année dernière).

1. Les données sur la production indépendante, la production étrangère et les services de production présentées ici sont basées sur les décisions préalables relatives aux projets ayant demandé le crédit d'impôt applicable. L'année financière de référence est l'année de délivrance de la certification, et non l'année du tournage. Le tournage peut avoir lieu au cours d'une autre année que celle où la certification a été délivrée. Il peut donc y avoir des différences avec les données pour le Québec qui sont présentées ici et celles que l'on retrouve dans le Profil canadien.

2. L'année de référence 2014 correspond à l'année de radiodiffusion se terminant le 31 août 2014. L'année de référence 2015 correspond à l'année de radiodiffusion se terminant le 31 août 2015.

Figure 1-1

**Production cinématographique et télévisuelle québécoise et canadienne,
Québec et Canada, 2015-2016**



1. ETP : équivalents temps plein

2. PIB : Produit intérieur brut

Sources:

Volume global de production au Québec:

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes,

Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2009-2013 et 2011-2015.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2009-2013 et 2011-2015.

Emplois et contribution au produit intérieur brut (PIB) pour le Québec: Il s'agit du nombre d'emplois et du PIB calculés selon la méthodologie du *Profil canadien* sur la base des estimations de la production globale présentées à la figure 1-3.

Données pour le Canada: Nordicité (2017), *Profil 2016 Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 1-1

Marché cinématographique et télévisuel québécois

Population du Québec (2016) : 8 326 089

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle au Québec (2015-2016) : 185 \$/personne¹

Ménages (2011) : 3 395 345

Écrans de cinéma et ciné-parcs (2016) : 728

Assistance dans les établissements cinématographiques (2016) : 18 628 524

Services de télévision offerts au Canada en 2015 : 684

Services de télévision canadiens : 385

dont les services de télévision québécois² : 72

Services de télévision étrangers : 299

Proportion des ménages québécois avec certains équipements ménagers (2015) :

ayant la télédistribution (le câble) : 66,3 %

ayant une antenne parabolique : 12,7 %

Abonnés de services de câblodistribution et de TVPI : 2 500 000³

1. Volume de production cinématographique et télévisuelle total (figure 1-3) divisé par la population.

2. Incluant 36 services spécialisés, payants, à la carte et sur demande en français ou bilingues, 24 services privés commerciaux, sept services de la SRC/CBC, deux chaînes éducatives et quatre stations communautaires.

3. Excluant les abonnés à un service de télédistribution par satellite ou un service SDM. TVPI : télévision sur protocole Internet

Sources :

Institut de la statistique du Québec.

Population : www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/qc_1971-20xx.htm (consulté le 23 mars 2017).

Ménages : www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/familles-menages/tableau_02.htm (consulté le 23 mars 2017).

Écrans de cinéma et assistance: FORTIER, C. (2017), « La fréquentation des cinémas en 2016 », *Optique culture*, [En ligne], n° 52, Québec, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, février, 4 p. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/bulletins/optique-culture-52.pdf] (consulté le 12 avril 2017).

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

Relevés statistiques et financiers de la distribution de radiodiffusion 2011-2015.

[En ligne]. [www.crtc.gc.ca/fra/publications/reports/BrAnalysis/dist2014/bdu.htm] (consulté le 24 mars 2017).

Rapport de communication 2016, tableaux 4.2.5 et 4.2.6.

Services de radiodiffusion (radio, TV et câble) qui détiennent et qui ne détiennent pas de licence, [En ligne].

[<https://applications.crtc.gc.ca/radio-tv-cable/fra/liste-services-radiodiffusion>] (consulté le 24 mars 2017)

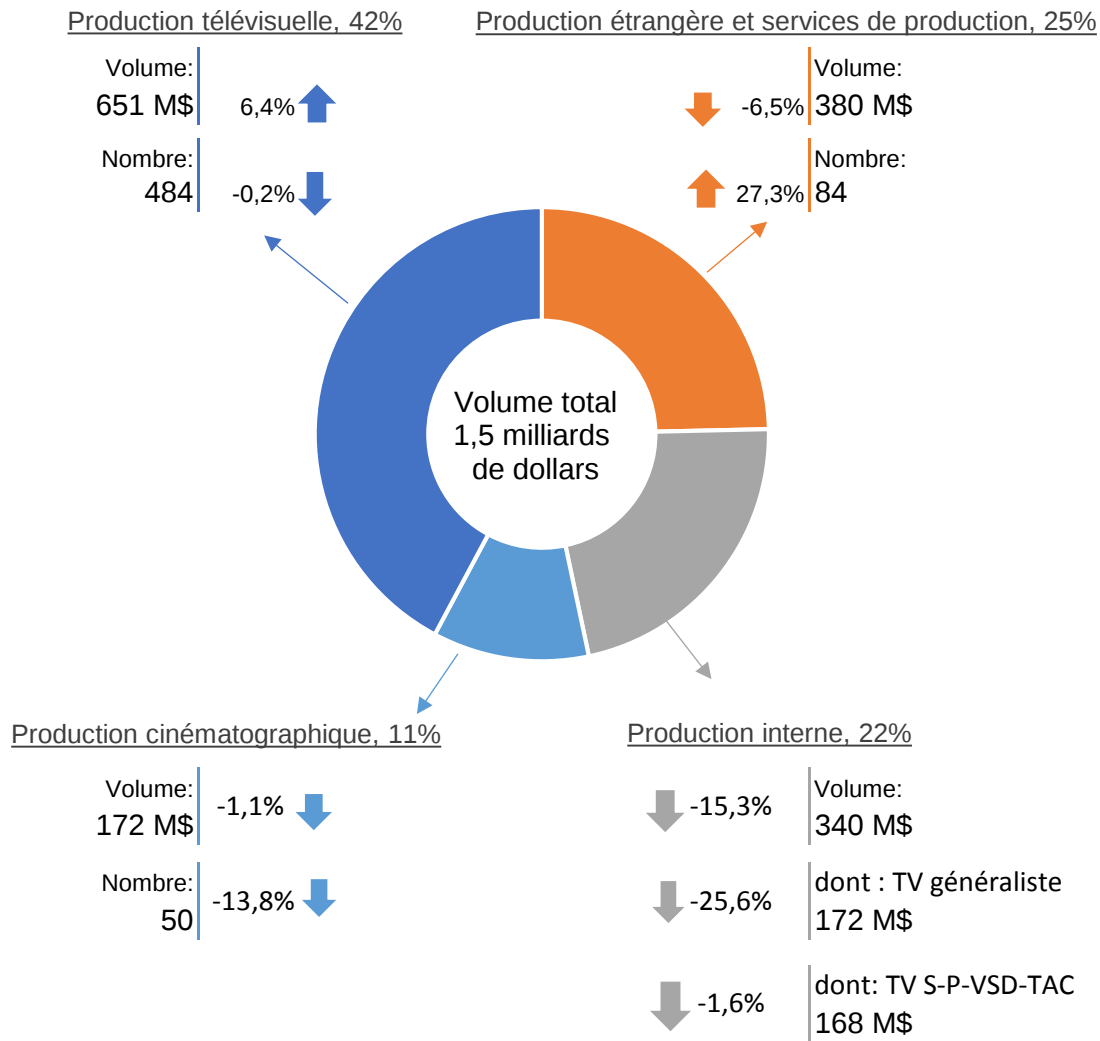
Statistique Canada :

Fondé sur la base de données sur la radiodiffusion et la télédiffusion, août 2016.

Adapté de la base de données CANSIM, Tableau 203-0027, [En ligne]. [www5.statcan.gc.ca/cansim/] (consulté le 12 avril 2017).

Figure 1-2

Production cinématographique et télévisuelle au Québec, 2015-2016



Sources :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes,

Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2009-2013 et 2011-2015.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2009-2013 et 2011-2015.

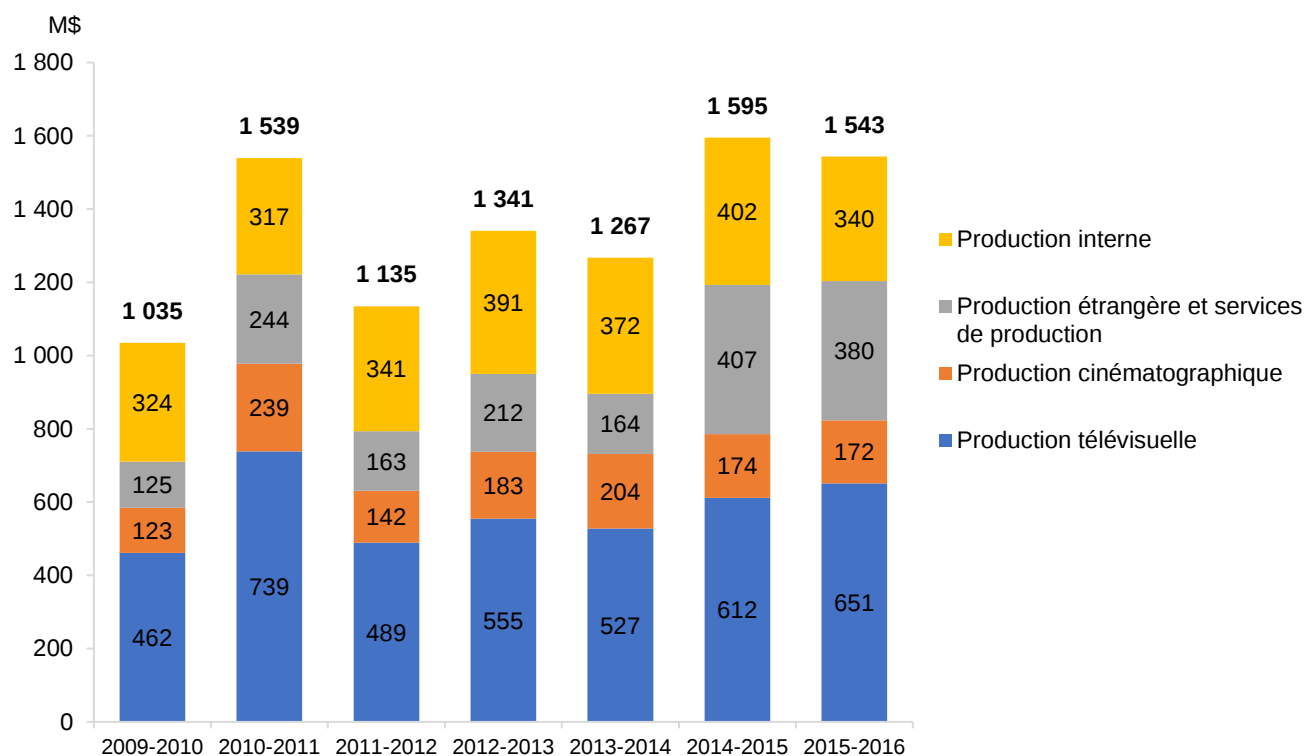
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Note

Il peut y avoir des différences entre les données publiées ici et les données pour le Québec que l'on retrouve dans le Profil canadien. En général, il y a une concordance dans l'évolution des différents secteurs selon les deux sources. Toutefois, pour 2015-2016, les données présentées ici montrent une baisse de la valeur de la production étrangère et des services de production alors que les données du Profil canadien indiquent une hausse de 3 %. Une explication possible serait une baisse de la valeur des projets québécois ayant bénéficié du crédit d'impôt pour services de production. Ces productions ne sont pas incluses dans cette catégorie des données du Profil canadien puisque les données sur la production cinématographique et télévisuelle indépendante ne proviennent pas de la même source.

Par ailleurs, la stabilité relative de la valeur de la production cinématographique dans les données ici contraste avec les résultats du Profil canadien, où on voit une baisse beaucoup plus importante (- 36 % au tableau A1). En effet, si on tient compte des services de production canadien dans les données du CIRSPQ, nous obtenons une baisse de 21 % de la production cinématographique québécoise entre 2014-2015 et 2015-2016.

Figure 1-3

Production¹ de l'industrie cinématographique et télévisuelle, Québec, 2009-2010 à 2015-2016


1. Le volume de production cinématographique et télévisuelle constitue la somme des coûts de production des productions admissibles au *Programme de crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise*, de la production interne des télédiffuseurs et du volume de production étrangère et de services de production. La production interne pour les services spécialisés et payants provient des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour les services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande en français. La production interne des télédiffuseurs généralistes est la somme des dépenses de production de stations locales et des paiements au réseau pour les stations de télévision privées et de la SRC/CBC. Le volume de production étrangère et de services de production correspond à la part québécoise du devis de productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable.

Sources :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

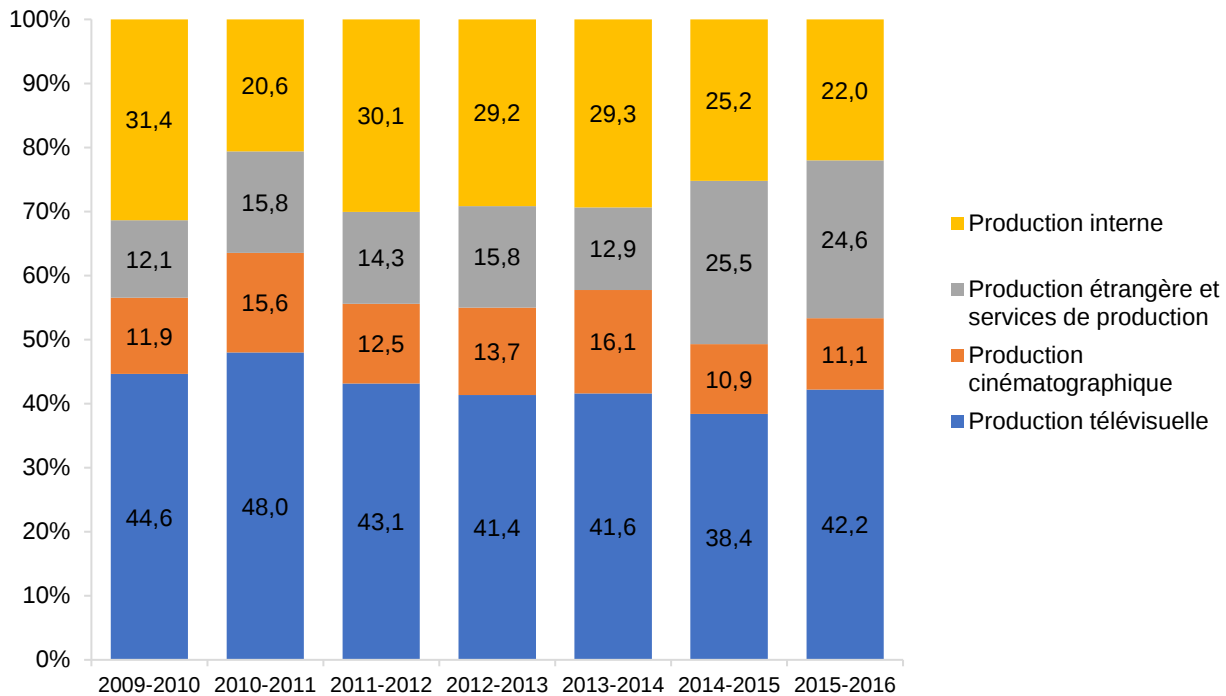
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2009-2013 et 2011-2015.
Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2009-2013 et 2011-2015.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 1-4

Répartition de la production¹ de l'industrie cinématographique et télévisuelle, Québec, 2009-2010 à 2015-2016



1. Le volume de production cinématographique et télévisuelle constitue la somme des coûts de production des productions admissibles au *Programme de crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise*, de la production interne des télédiffuseurs et du volume de production étrangère et de services de production. La production interne pour les services spécialisés et payants provient des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour les services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande en français. La production interne des télédiffuseurs généralistes est la somme des dépenses de production de stations locales et des paiements au réseau pour les stations de télévision privées et de la SRC/CBC. Le volume de production étrangère et de services de production correspond à la part québécoise du devis de productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable.

Sources :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

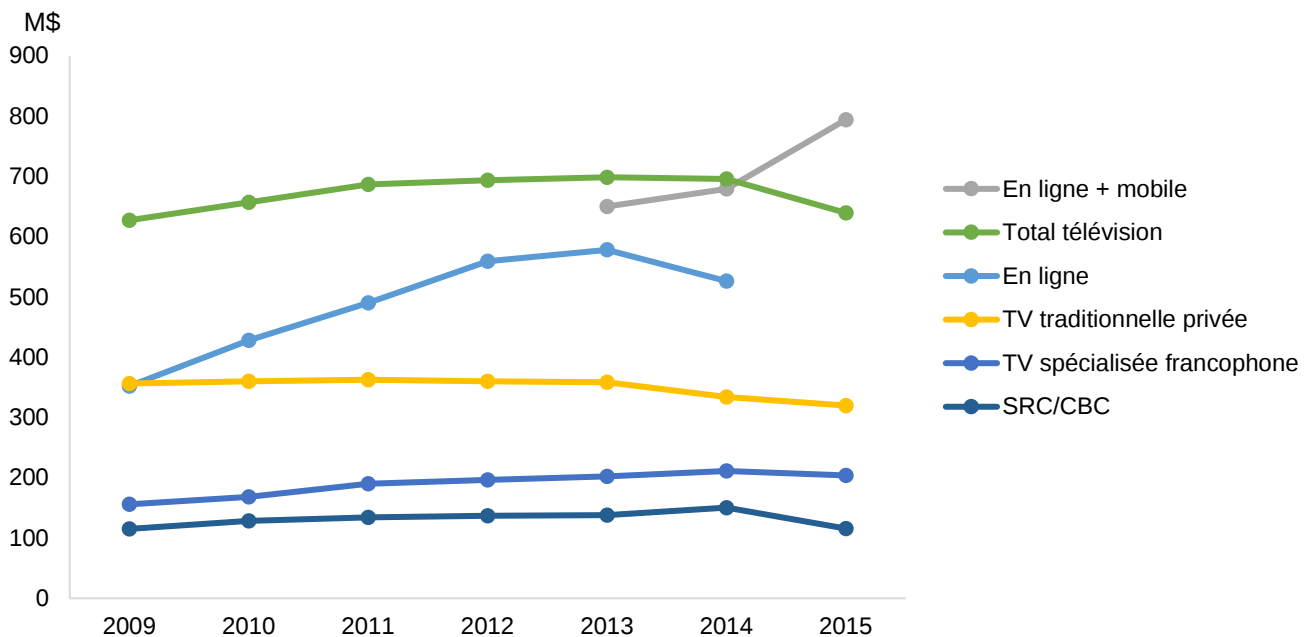
Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2009-2013 et 2011-2015.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2009-2013 et 2011-2015.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 1-5

Revenus de publicité sur Internet¹ et en télévision², Québec, 2009 à 2015



1. Revenus « d'éditeurs en ligne au Canada qui vendent de la publicité sur des sites Web canadiens, d'échanges et de réseaux publicitaires en ligne ou mobiles qui vendent de la publicité sur les sites canadiens et américains qu'ils représentent, des principaux opérateurs mobiles, agrégateurs mobiles, entreprises de marketing mobile et éditeurs qui offrent des solutions de publicité mobile (notamment la publicité de recherche mobile). » IAB Canada (2016)

2. Revenus de la vente de temps d'antenne.

Sources :

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes :

Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2009-2013 et 2011-2015.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2009-2013 et 2011-2015.

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, tableau 357-0001 [En ligne]. [www5.statcan.gc.ca/cansim/] (consulté le 13 avril 2017)

IAB Canada (2016), *Canadian Internet Advertising Revenue Survey, Detailed Report, 2015 Actual + 2016 Estimated*. [En ligne], Toronto, 23 p. [iabcanada.com/research/annual-internet-advertising-revenue-reports/] (consulté le 13 avril 2017).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

2. APPORT ÉCONOMIQUE

Faits saillants de 2015-2016



- Baisse de 3 % de la contribution directe au produit intérieur brut;
- Baisse de 4 % du nombre estimé d'emplois directs.

À titre d'information et aux fins de comparaison, ce chapitre présente les résultats de l'« incidence économique » selon la méthodologie décrite dans le *Profil* canadien, mais sur la base des données de production recueillies pour ce rapport, notamment la figure 1-3.

Selon ces estimations, il y aurait 12 750 emplois directs et un produit intérieur brut (PIB) de 790 M\$ en production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2015. Cela représente une baisse de 3 % du nombre d'emplois directement associés à la production cinématographique et télévisuelle au Québec par rapport à l'année précédente. Quant au PIB, il a diminué de 4 % par rapport à l'année précédente.

Note

Nous ne pouvons pas émettre d'opinion à l'égard de la fiabilité de ces données. Toutefois, ces estimations utilisent une approche qui ne correspond pas aux méthodologies utilisées habituellement par l'Institut de la statistique du Québec pour produire des statistiques sur le PIB (selon la valeur ajoutée), la rémunération et l'emploi.

Ces estimations ne tiennent pas compte des changements technologiques, organisationnels ou structuraux qui pourraient influencer la productivité des intrants et la rémunération de la main d'œuvre du secteur. Elles tiennent compte uniquement du volume de production tel que mesuré par les coûts (donc des dépenses de production) et les variations de la rémunération moyenne.

Toutefois, on peut trouver une comparaison de ces estimations dans le *Profil* pour le Québec en 2015 selon la méthode du *Profil* canadien et les données de Statistique Canada. Dans cette présentation, il est possible d'observer que les résultats de l'estimation de Nordicité des incidences économiques directes pour le Canada se rapprochent de ceux que l'on retrouve dans les estimations du Compte satellite de la culture en ce qui concerne le nombre d'emplois et le PIB pour l'ensemble des industries du domaine du film et de la vidéo en 2010.

Des données tirées des comptes nationaux, du Compte satellite de la culture et de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) de Statistique Canada sont présentées à l'annexe C. D'après ces résultats, on constate une croissance de 6 % du PIB de l'ensemble de la production, la postproduction et la distribution de films et de vidéos entre 2014 et 2015. Par ailleurs, il y a 10 429 emplois salariés dans les industries du film et de la vidéo au Québec (incluant la production, la postproduction, la distribution et les salles de cinéma), soit une hausse de 5 % depuis 2015 (tableau C1). Cela n'inclut pas les emplois associés à la production interne ni les emplois de travailleurs non-salariés comme les travailleurs autonomes. De plus, il existe des emplois associés à la production de biens et services audiovisuels dans d'autres industries.

Tableau 2-1

Emplois ETP attribuables à la production cinématographique et télévisuelle, selon le secteur, calculés selon la méthodologie décrite dans le *Profil canadien*¹, Québec, 2014-2015 et 2015-2016

	2014-2015 ²	2015-2016
	n	
Production télévisuelle québécoise		
Directs	5 184	5 459
Dérivés	7 977	8 400
Total	13 161	13 859
Production cinématographique québécoise		
Directs	1 472	1 441
Dérivés	2 265	2 218
Total	3 738	3 659
Production étrangère et services de production		
Directs	3 239	2 998
Dérivés	4 985	4 613
Total	8 224	7 611
Production interne		
Directs	3 399	2 851
Dérivés	5 230	4 387
Total	8 629	7 238
Ensemble de la production cinématographique et télévisuelle		
Directs	13 294	12 748
Dérivés	20 457	19 619
Total	33 751	32 367

1. Voir les notes méthodologiques à l'annexe B.

2. Ces données diffèrent des résultats publiés dans *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2015*, parce qu'une méthodologie plus générale a été appliquée au lieu d'utiliser les ratios déduits des résultats publiés.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Les estimations sont fondées sur les données des sources suivantes selon la méthodologie décrite dans le *Profil 2016 Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*:

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes,

Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2010-2014 et 2011-2015

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2010-2014 et 2011-2015

Tableau 2-2

Produit intérieur brut de la production de l'industrie cinématographique et télévisuelle, calculé selon la méthodologie décrite dans le *Profil* canadien¹, Québec, 2014-2015 et 2015-2016

	Directs	Secondaires	Total
	M\$		
2014-2015			
Production québécoise			
Production télévisuelle	318	464	782
Production cinématographique	90	132	222
Sous-total	409	595	1 004
Production étrangère et services de production	199	290	489
Production interne	209	322	531
Total	816	1 207	2 023
2015-2016			
Production québécoise			
Production télévisuelle	339	488	827
Production cinématographique	89	129	218
Sous-total	428	617	1 045
Production étrangère et services de production	186	268	454
Production interne	177	270	447
Total	791	1 155	1 946

1. Voir les notes méthodologiques à l'annexe B.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Les estimations sont fondées sur les données des sources suivantes selon la méthodologie décrite dans le *Profil 2016 Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada* :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes,

Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2011-2015.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2011-2015.

Tableau 2-3

Revenu de travail de la production de l'industrie cinématographique et télévisuelle, calculé selon la méthodologie décrite dans le *Profil* canadien¹, Québec, 2014-2015 et 2015-2016

	Directs	Secondaires	Total
	M\$		
2014-2015			
Production québécoise			
Production télévisuelle	306	311	617
Production cinématographique	87	88	175
Sous-total	393	399	792
Production étrangère et services de production	191	194	386
Production interne	201	204	405
Total	785	798	1 583
2015-2016			
Production québécoise			
Production télévisuelle	326	328	653
Production cinématographique	86	87	172
Sous-total	412	414	826
Production étrangère et services de production	179	180	359
Production interne	170	171	341
Total	760	765	1 525

1. Voir les notes méthodologiques à l'annexe B.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Les estimations sont fondées sur les données des sources suivantes selon la méthodologie décrite dans le *Profil 2016 Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada* :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

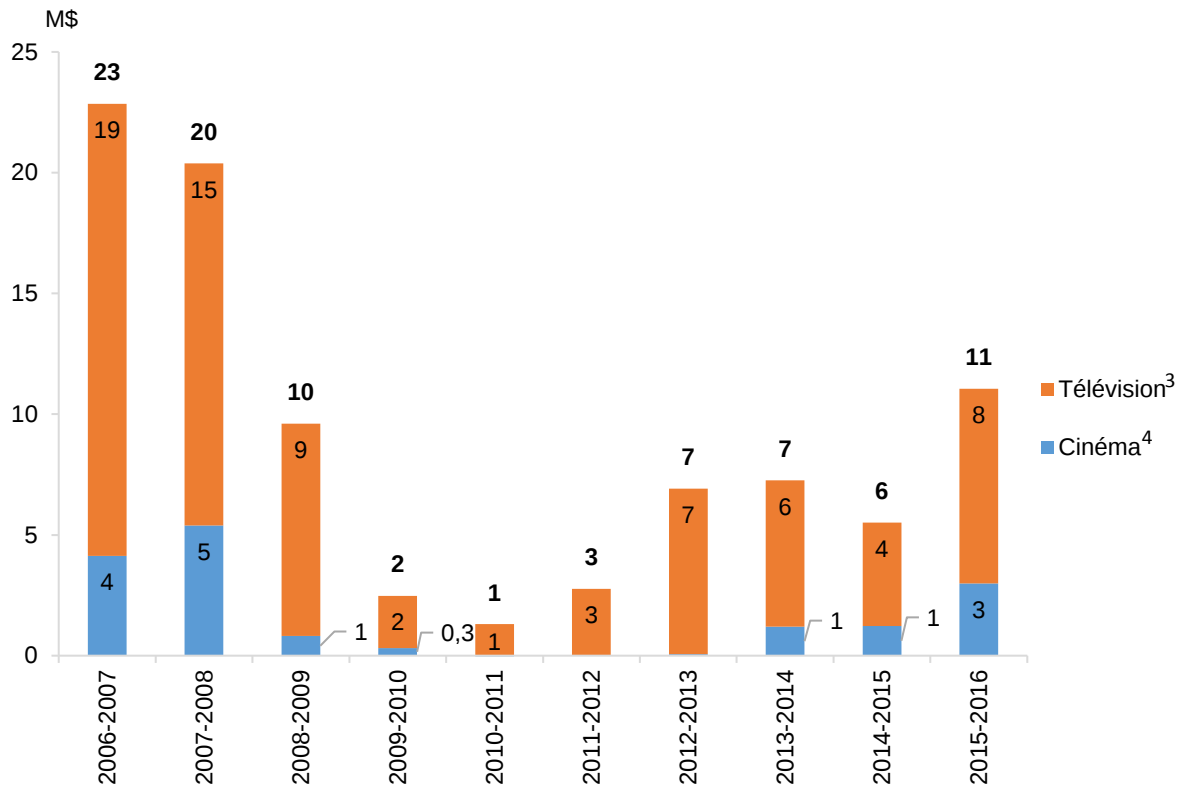
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes,

Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2011-2015.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2011-2015.

Figure 2-1

Préventes pour exportation¹ de la production cinématographique et télévisuelle selon le marché, Québec, 2006-2007 à 2015-2016²



1. La valeur des préventes pour exportation se compose des préventes à des télédiffuseurs hors Québec, à des distributeurs étrangers et à des exportateurs, mais seulement pour la part nationale du financement.
2. Les résultats pour chaque année tiennent compte de projets qui ont donné lieu à des révisions de décisions préalables rendues au cours des années précédentes. Comme la règle appliquée au traitement des données consiste à comptabiliser l'écart entre la décision originale et la décision révisée, certaines valeurs peuvent être négatives.
3. La télévision inclut les productions télévisuelles, les courts et moyens métrages et l'animation et les documentaires autres que les longs métrages.
4. Inclut les longs métrages de fiction et les longs métrages documentaires.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

3. LA PRODUCTION QUÉBÉCOISE DE CONTENU

Faits saillants de 2015-2016



- Hausse de 5 % de la valeur de la production cinématographique et télévisuelle indépendante;
- Hausse de 6 % de la valeur de la production en langue française;
- Hausse de 10 % de la valeur pour les documentaires, de 12 % pour les variétés, de 14 % pour les magazines et de 16 % pour les productions d'autres genres;
- Hausse de 46 M\$ dans le financement provenant des télédiffuseurs (+ 18 %);



- Baisse de 2 % de la valeur de la production en d'autres langues que le français;
- Baisse de 1 % de la valeur de la production de fiction;
- Baisse de 15 % du nombre de projets de fiction;



- 25 % de la production indépendante au Québec se fait ailleurs qu'à Montréal ou à Laval;
- La production télévisuelle constitue une plus grande part de la valeur de la production indépendante en région que pour l'ensemble du Québec;
- 63 % de la valeur de la production dans les régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval provient d'œuvres de fiction, pour la plupart télévisuelles.

En 2015-2016, le volume de production québécoise indépendante augmente de 5 % pour atteindre 823 M\$. Cependant, le nombre de dossiers traités est moindre en 2015-2016 qu'en 2014-2015 (- 2 %).

Type de productions

Au Québec, la production d'œuvres en français domine. En fait, la valeur de la production en français¹ augmente pour une deuxième année consécutive et se situe à 648 M\$ (+ 6 % entre 2014-2015 et 2015-2016). À l'opposé, la valeur de la production en d'autres langues que le français diminue pour une deuxième année consécutive, pour s'établir à 147 M\$ (- 2 % entre 2014-2015 et 2015-2016).

La moitié de la valeur de la production indépendante provient des œuvres de fiction et 62 % de cette valeur est associée au marché télévisuel. La valeur de la production des œuvres de fiction diminue légèrement (- 1 % dans le marché de la télévision et dans le marché du cinéma) alors que celle des autres catégories de genres augmente : les documentaires 10 %, les variétés 12 %, les magazines 14 % et les productions d'autres genres 16 %.

Alors que les productions d'œuvres de fiction obtiennent la part du lion en ce qui concerne la valeur de la production, les documentaires dominent quant au nombre de projets. Il y a 203 documentaires en 2015-2016 dont plus de la moitié sont des séries télévisées. Par ailleurs, la baisse du nombre de productions en 2015-2016 est attribuable à une diminution du nombre de projets d'œuvres de fiction, à la fois des séries télévisées (- 14 %) et des longs métrages destinés aux salles (- 16 %).

La prépondérance de la production de langue française est moins marquée dans le cas des longs métrages de fiction. En 2015-2016, la valeur des productions en français constitue 58 % de la valeur totale des longs métrages de fiction. Cette valeur est de 91 % pour les productions télévisuelles et 77 % pour les documentaires.

La valeur des œuvres d'animation ayant bénéficié du CIRQ² grimpe à 25 M\$ en 2015 -2016, ce qui double sa valeur par rapport à 2013-2014. Le nombre de productions double également entre ces deux années, passant de 5 en 2013-2014 à 10 en 2015-2016.

Financement

Le financement sous forme de droits de diffusion des télédiffuseurs s'élève à 308 M\$ en 2015-2016 et constitue la source la plus importante de financement de la production indépendante québécoise. Sa part est même plus grande en 2015-2016 (36 %) qu'en 2014-2015 (33 %). Les autres contributions d'importance, soit le crédit d'impôt du Québec (16 % du total) et le Fonds des médias du Canada (12 % du total), ont vu leur poids diminuer.

Régions

La production cinématographique et télévisuelle du Québec se fait surtout dans la région administrative de Montréal. En fait, les trois quarts de la valeur de la production se concentrent dans les régions de Montréal et Laval. La part de la région de Laval est cependant assez faible. Les autres régions ayant des volumes de production appréciables sont la Montérégie (11,5 %), suivie de la Capitale-Nationale (6 %) et les Laurentides (5 %).

On observe des différences notables en ce qui concerne les types de productions entre les différentes régions. Par exemple, en 2015-2016, la part de la production cinématographique dans la Capitale-Nationale est plus élevée que dans les régions autres que Montréal et Laval (12 % dans la région de la Capitale-Nationale par rapport à 6 % dans les autres), et ce, bien que le fait que la production télévisuelle soit plus forte depuis 2010-2011. La valeur de la production télévisuelle démontre aussi une bonne croissance depuis cinq ans dans les régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval.

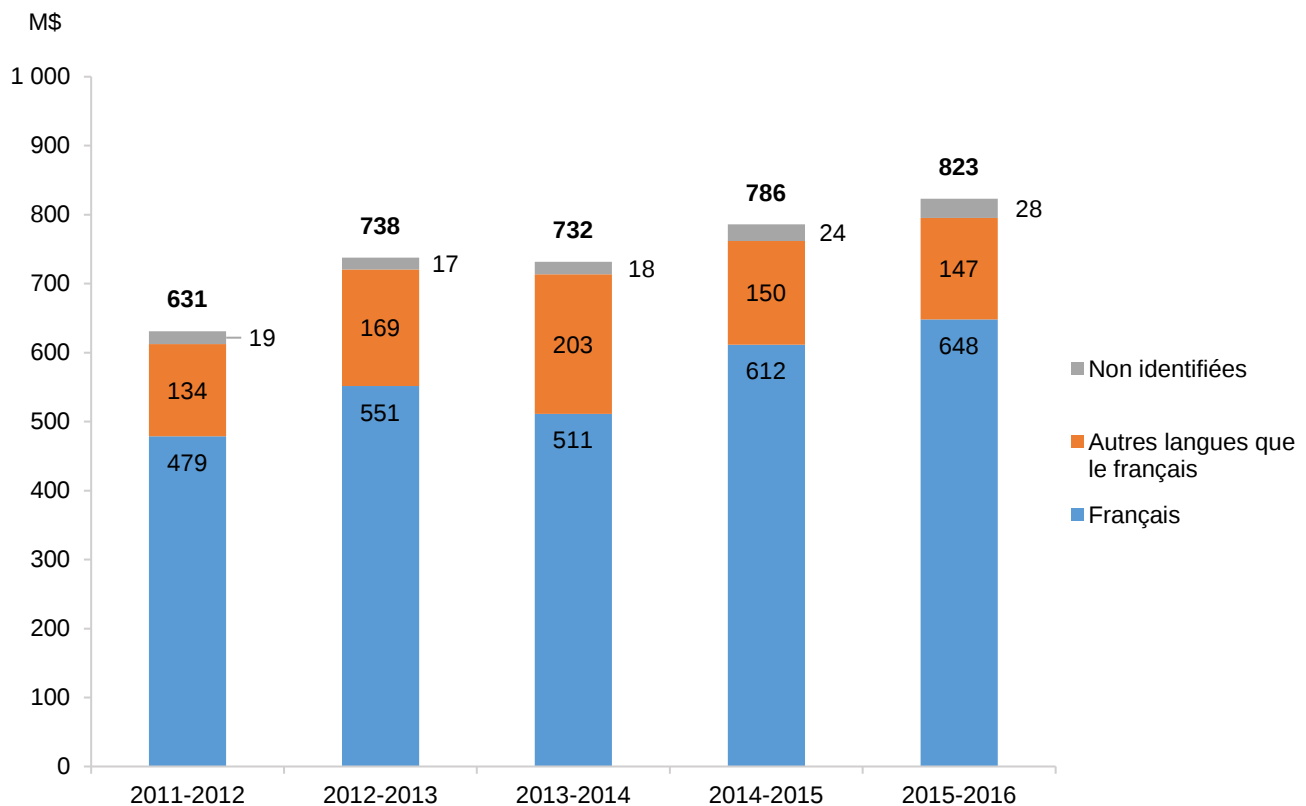
Enfin, dans la Capitale-Nationale, la part de la catégorie « variétés » et celle de la catégorie « fiction » sont égales en ce qui concerne la valeur de la production des dix dernières années. Dans les autres régions (en excluant Montréal et Laval), les œuvres de fiction sont largement en tête avec 63 % de la production.

1. Les données selon la langue sont basées sur les longs métrages de fiction, les productions télévisuelles et les documentaires. Cela exclut les œuvres d'animation et les courts et moyens métrages.

2. Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Figure 3-1

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon la langue, Québec, 2011-2012 à 2015-2016



Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3-1

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le genre et le marché, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	M\$				
Fiction					
Cinéma	130	182	199	168	166
Télévision	183	257	211	266	263
Total fiction	313	439	409	434	429
Documentaire					
Cinéma	12	1	5	6	6
Télévision	106	111	132	116	128
Total documentaire	118	113	138	122	134
Variétés	83	82	89	117	131
Magazines	99	87	78	89	102
Autres productions¹	19	17	18	24	28
Total	631	738	732	786	823

1. Animation et courts et moyens métrages

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3-2

Productions cinématographiques et télévisuelles selon le genre et le format, Québec, 2014-2015 et 2015-2016

	Fiction	Documentaires	Variétés	Magazines	Autres productions ¹	Total
	Nombre					
2015-2016						
Séries télévisées ²	66	108	56	x	x	x
Longs métrages destinés aux salles	37	13	—	—	x	x
Émissions uniques	12	82	24	x	x	x
Total	115	203	80	109	27	534
2014-2015						
Séries télévisées ²	77	100	51	108	x	x
Longs métrages destinés aux salles	44	14	—	—	x	x
Émissions uniques	14	86	24	—	x	x
Total	135	200	75	108	25	543
	Pourcentage					
2015-2016						
Séries télévisées ²	57	53	70	x	x	x
Longs métrages destinés aux salles	32	6	—	—	x	x
Émissions uniques	10	40	30	x	x	x
Total	100	100	100	100	100	100
2014-2015						
Séries télévisées ²	57	50	68	100	x	x
Longs métrages destinés aux salles	33	7	—	—	x	x
Émissions uniques	10	43	32	—	x	x
Total	100	100	100	100	100	100

1. Animation et courts et moyens métrages

2. Séries de deux épisodes et plus

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3-3

Valeur de la production cinématographique et télévisuelle québécoise selon le type de production et la langue, Québec, 2014-2015 et 2015-2016

	Longs métrages de fiction	Productions télévisuelles ¹	Documentaires	Autres productions ²	Total
M\$					
2015-2016					
Français	96	449	104	x	x
Autres langues que le français	70	47	30	x	x
Total	166	496	134	28	823
2014-2015					
Français	90	423	99	x	x
Autres langues que le français	78	49	24	x	x
Total	168	472	122	21	786
Pourcentage					
2015-2016					
Français	58	91	77	x	x
Autres langues que le français	42	9	23	x	x
Total	100	100	100	100	100
2014-2015					
Français	54	90	81	x	x
Autres langues que le français	46	10	19	x	x
Total	100	100	100	100	100

1. Inclut les productions de fiction, de magazines et de variétés.

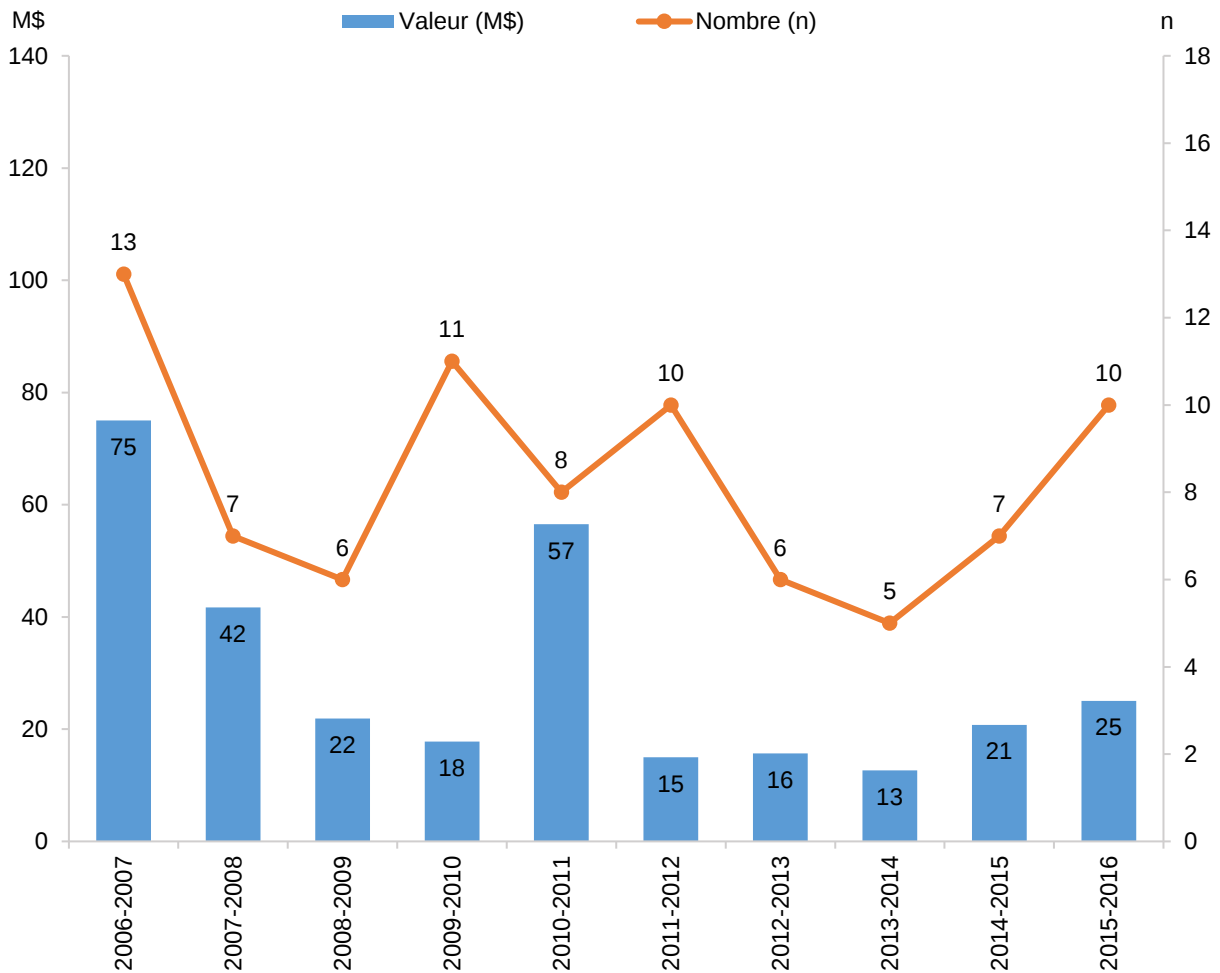
2. Animation et courts et moyens métrages

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3-2

Œuvres d'animation dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2006-2007 à 2015-2016



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2016

Tableau 3-4

Financement de la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

	2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%	M\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	210	32,8	207	27,8	219	29,6	259	32,8	301	36,4
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	2	0,3	5	0,7	4	0,5	2	0,3	7	0,9
Crédit d'impôt fédéral	55	8,5	56	7,6	59	8,0	69	8,8	76	9,2
Crédits d'impôt provinciaux	109	17,0	114	15,3	122	16,5	139	17,6	131	15,9
Distributeurs canadiens	12	1,8	13	1,7	13	1,8	15	1,9	13	1,5
Financement de provenance étrangère ²	60	9,4	136	18,3	91	12,3	64	8,1	74	9,0
SODEC	24	3,7	26	3,5	31	4,1	25	3,2	24	2,9
Fonds des médias du Canada	82	12,8	101	13,5	97	13,1	102	12,9	100	12,1
Fonds du long métrage du Canada - Téléfilm Canada	24	3,8	24	3,2	35	4,7	27	3,4	32	3,9
Autre financement public ³	5	0,8	4	0,6	4	0,5	6	0,8	4	0,5
Autre financement privé ⁴	58	9,1	58	7,8	66	8,9	81	10,3	64	7,7
Total⁵	640	100,0	743	100,0	739	100,0	790	100,0	826	100,0

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant de mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

5. Il peut y avoir un écart entre ces données et le volume de production en raison du surfinancement, qui est généralement marginal.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Note

Ces résultats d'ensemble masquent des différences importantes entre la production en français et la production en d'autres langues, de même qu'entre la production cinématographique et la production télévisuelle. Ces différences sont relevées dans les chapitres 4 et 5. Mentionnons ici, par exemple, les différences que l'on observe en ce qui concerne le financement de provenance étrangère. Une faible part du financement de la production télévisuelle provient de sources étrangères (2,1 %, tableau 4-7). Cette source de financement est plus importante pour les longs métrages de fiction, surtout ceux qui sont réalisés en d'autres langues que le français. La contribution provenant de sources étrangères en 2015-2016 s'élève à 21 % pour les longs métrages de fiction en français; elle est de 55 % pour les longs métrages de fiction en d'autres langues que le français (tableau 5-5).

À ce chapitre, on remarque également une différence entre les données présentées ici et celles qui sont publiées dans le *Profil* canadien. Le financement de source étrangère représente moins de 1 % du financement de la production cinématographique canadienne en français et seulement 3 % de la production télévisuelle en français en 2015-2016. Quant à la production en anglais au cours de la même période, le financement de source étrangère s'élève à 19 % pour la production cinématographique et à 18 % pour la production télévisuelle.

Tableau 3-5

Volume de la production cinématographique et télévisuelle québécoise¹ selon la région, Québec, sur 5 ans (2011-2012 à 2015-2016)

	n	%	M\$	%
Abitibi-Témiscamingue	9	0,4	5	0,1
Bas-Saint-Laurent	57	2,3	34	1,0
Capitale-Nationale	168	6,8	187	5,7
Estrie	29	1,2	46	1,4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	18	0,7	14	0,4
Lanaudière	12	0,5	5	0,2
Laurentides	65	2,6	156	4,8
Montréal	224	9,1	377	11,5
Montréal et Laval	1 851	75,4	2 444	74,6
Outaouais	11	0,4	5	0,1
Autres régions ²	12	0,5	3	0,1
Total	2 456	100,0	3 275	100,0

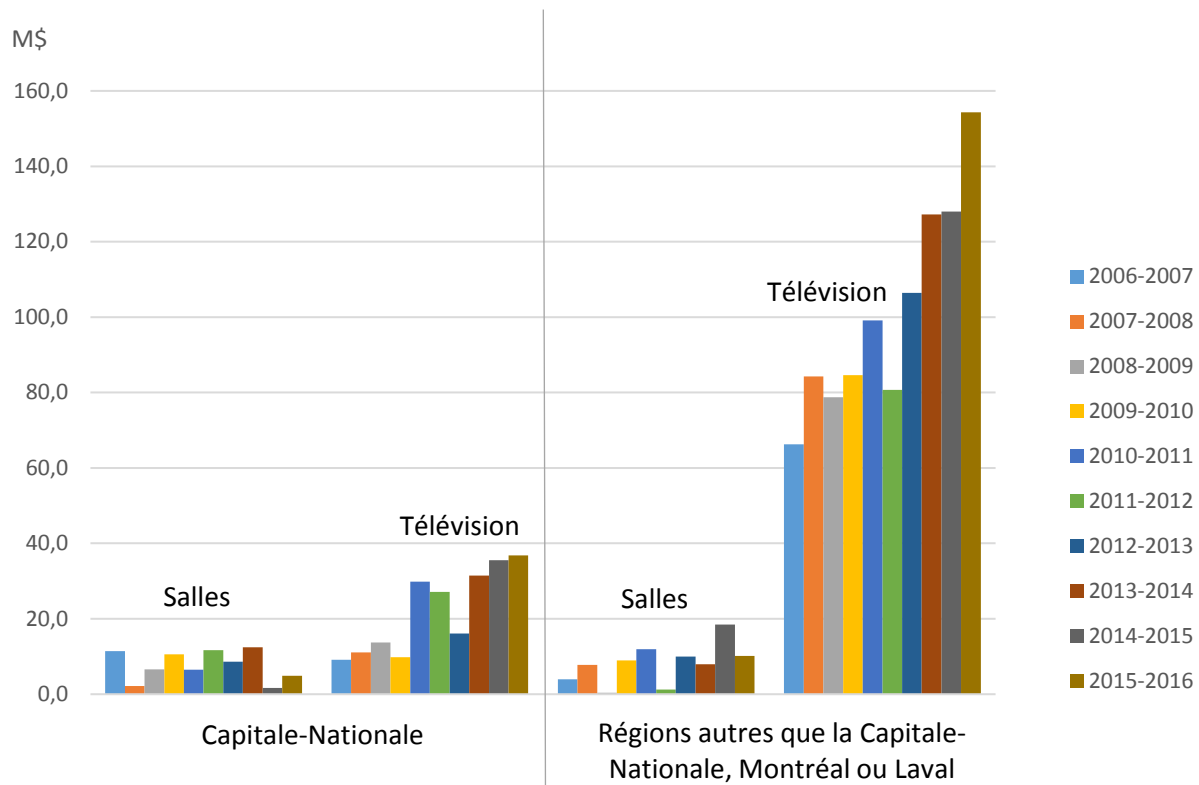
1. La valeur de la production indiquée ici est basée sur la part québécoise du devis. Dans les autres tableaux, la valeur de la production est basée sur les coûts de production.

2. Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord, Nord-du-Québec

Source: Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Figure 3-3

Valeur de la production¹ cinématographique et télévisuelle québécoise selon le marché², région de la Capitale-Nationale et autres régions, sauf Montréal et Laval, 2006-2007 à 2015-2016



1. La valeur de la production est ici basée sur la part québécoise du devis.

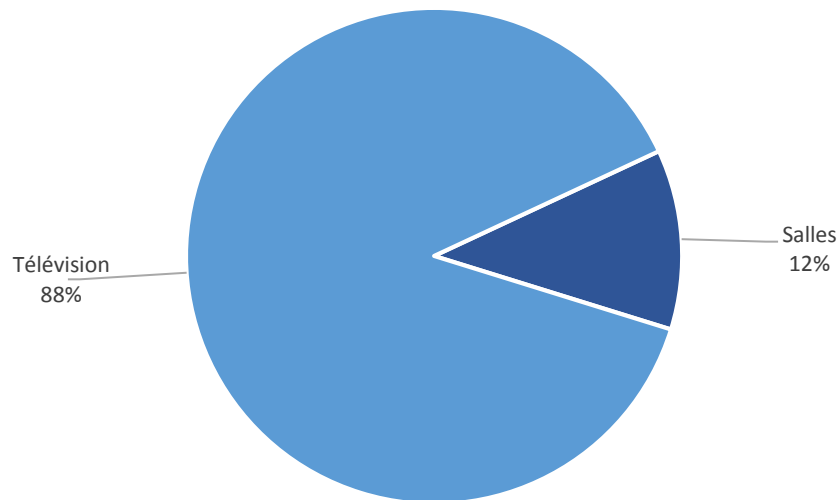
2. Dans cette figure, la valeur des productions d'animation est répartie par marchés. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, l'animation est incluse dans la production télévisuelle.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3-4

Répartition de la valeur de la production¹ cinématographique et télévisuelle québécoise selon le marché², région de la Capitale-Nationale, 2015-2016



1. La valeur de la production est ici basée sur la part québécoise du devis.

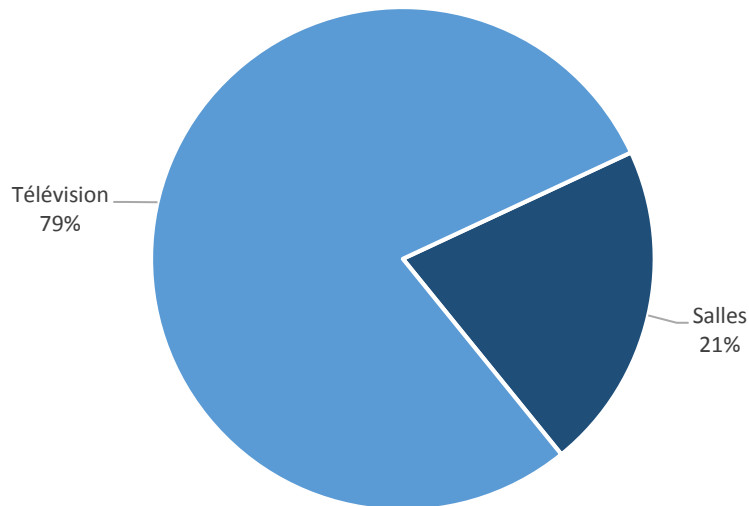
2. Dans cette figure, la valeur des productions d'animation est répartie par marchés. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, l'animation est incluse dans la production télévisuelle.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3-5

Répartition de la valeur de la production¹ cinématographique et télévisuelle québécoise selon le marché², région de la Capitale-Nationale, sur 5 ans (2011-2012 à 2015-2016)



1. La valeur de la production est ici basée sur la part québécoise du devis.

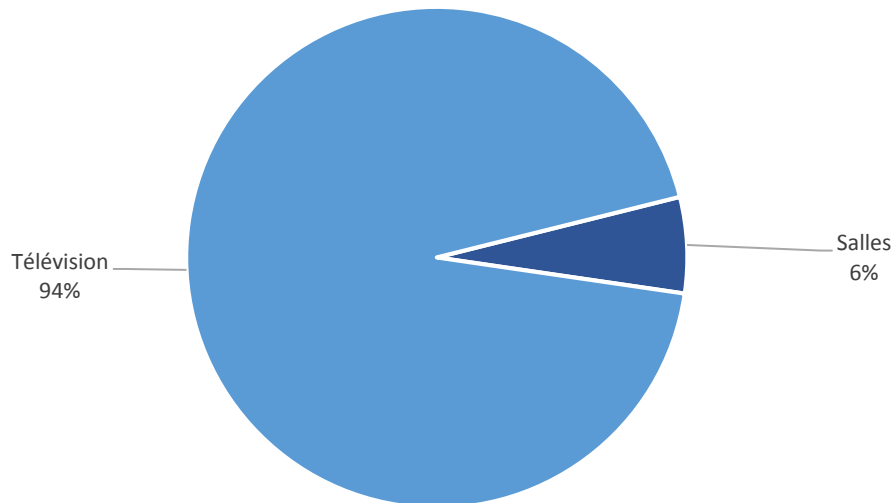
2. Dans cette figure, la valeur des productions d'animation est répartie par marchés. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, l'animation est incluse dans la production télévisuelle.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3-6

Répartition de la valeur de la production¹ cinématographique et télévisuelle québécoise selon le marché², régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, 2015-2016



1. La valeur de la production est ici basée sur la part québécoise du devis.

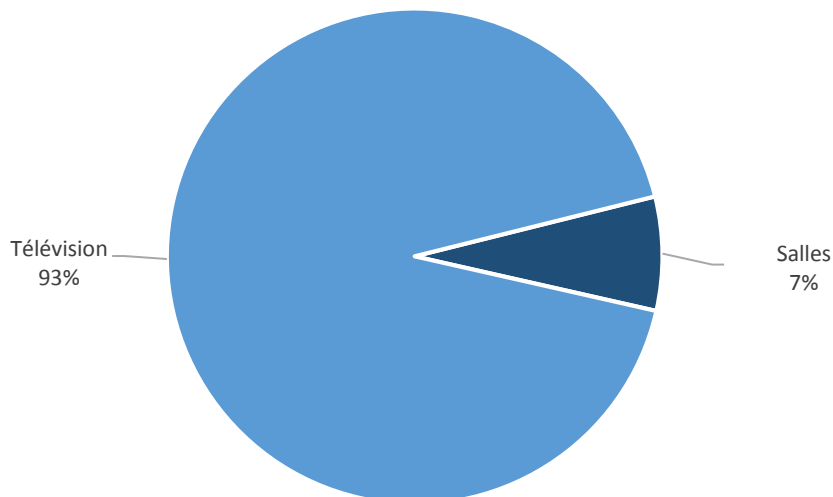
2. Dans cette figure, la valeur des productions d'animation est répartie par marchés. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, l'animation est incluse dans la production télévisuelle.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 3-7

Répartition de la valeur de la production¹ cinématographique et télévisuelle québécoise selon le marché², régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval, sur 5 ans (2011-2012 à 2015-2016)



1. La valeur de la production est ici basée sur la part québécoise du devis.

2. Dans cette figure, la valeur des productions d'animation est répartie par marchés. Dans les figures basées sur les coûts de production, notamment celles des chapitres 1, 4 et 5, l'animation est incluse dans la production télévisuelle.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3-6

Valeur de la production¹ cinématographique et télévisuelle québécoise selon le genre, région de la Capitale-Nationale et autres régions, sauf Montréal et Laval, 2006-2007 à 2015-2016

	2006-2007 à 2010-2011	2011-2012 à 2015-2016	2006-2007 à 2015-2016 (10 ans)	
	M\$		M\$	%
Capitale-Nationale				
Variétés	22	63	85	28,6
Documentaire	29	21	49	16,6
Fiction	29	56	86	28,8
Magazine	27	41	68	22,9
Sous-total	107	182	288	96,9
Animation	..	..	9	3,1
Total incluant l'animation	..	..	298	100,0
Régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval				
Variétés	2	32	34	3,1
Documentaire	80	121	201	18,5
Fiction	299	392	691	63,3
Magazine	57	84	141	12,9
Sous-total	438	629	1 067	97,8
Animation	..	..	24	2,2
Total incluant l'animation	..	..	1 091	100,0

1. Le montant en dollars indiqué ici est basé sur la part québécoise du devis. Dans les autres tableaux, le montant est basé sur les coûts de production.

Source: Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 3-7

Valeur de la bonification régionale du crédit d'impôt accordée aux productions cinématographiques et télévisuelles selon le genre, région de la Capitale-Nationale et autres régions, sauf Montréal et Laval, 2006-2007 à 2015-2016

	2006-2007 à 2010-2011	2011-2012 à 2015-2016	2006-2007 à 2015-2016 (10 ans)	
	M\$		M\$	%
Capitale-Nationale				
Variétés	1,7	4,5	6,2	32,8
Documentaire	1,1	1,0	2,1	11,1
Fiction	2,1	2,4	4,5	23,9
Magazine	2,2	3,3	5,5	28,9
Sous-total	7,0	11,3	18,3	96,7
Animation	..	..	0,6	3,3
Total incluant l'animation	..	..	18,9	100,0
Régions autres que la Capitale-Nationale, Montréal et Laval				
Variétés	—	—	—	0,2
Documentaire	2,6	3,4	5,9	64,4
Fiction	0,4	1,8	2,2	23,6
Magazine	0,3	0,4	0,7	7,5
Sous-total	3,3	5,6	8,8	95,7
Animation	..	..	0,4	4,3
Total incluant l'animation	..	..	9,2	100,0

Source: Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

4. LA PRODUCTION TÉLÉVISUELLE QUÉBÉCOISE

Faits saillants de 2015-2016



- Hausse de 6 % de la valeur de la production télévisuelle indépendante;
- Hausse de la valeur de la production des émissions de type magazines (+ 14 %), de variétés (+ 12 %), de documentaires (+ 10 %) ainsi que d'animation et de courts et moyens métrages (+ 16 %);
- Hausse de 9 % du nombre d'heures de programmation télévisuelle soutenues par le Fonds des médias du Canada;



- Baisse du nombre de productions de fiction passant de 91 en 2014-2015 à 78 en 2015-2016 (- 14 %);



- Les droits de diffusion inclus dans le financement de la production s'élèvent à 306 M\$ en 2015-2016, la somme la plus élevée des cinq dernières années;
- Depuis trois ans, 90 % de la production télévisuelle (fiction, variétés et magazines tous confondus) est en français;
- Le montant des droits de diffusion est plus important dans le financement des œuvres en français (51 % du financement) que dans le financement de celles en anglais (35 %);
- Le nombre total de projets demeure presque inchangé entre 2015-2016 et 2014-2015.

La production télévisuelle indépendante s'est accrue de 6 % pour atteindre 651 M\$ en 2015-2016. Cette croissance provient essentiellement des séries et miniséries pour lesquelles la valeur totale est passée de 533 M\$ à 577 M\$ (+ 8 %).

Formats

Ce sont en fait les séries qui apportent l'essentiel de la valeur de la production télévisuelle, leur part passant de 72 % en 2011-2012 à 80 % en 2014-2015¹. Leur nombre a également augmenté pendant cette période, passant de 209 en 2011-2012 à 290 en 2014-2015, alors que le nombre de miniséries a diminué. La part du volume de production des miniséries est demeurée autour de 7 % durant cette période. Des questions de confidentialité empêchent la présentation des données spécifiques pour chacun de ces formats en 2015-2016. Néanmoins, la part des séries et des miniséries dans la valeur de la production télévisuelle est passée de 80 % en 2011-2012 à 89 % en 2015-2016. Ensemble, les séries et miniséries sont passées de 257 (56 % des projets) en 2011-2012 à 339 (70 % des projets) en 2015-2016, soit une augmentation de 32 % en cinq ans.

Genres

La valeur des productions d'œuvres de fiction diminue légèrement (- 1 %) en 2015-2016, pour s'établir à 263 M\$. La valeur des autres types d'émissions, par contre, s'est accrue : la valeur des émissions de type magazines a progressé de 14 %, celle des variétés a progressé de 12 %, celle des documentaires de 10 % et celle des autres types de production excluant les œuvres de fiction a augmenté de 16 %. En conséquence, la part des œuvres de fiction a diminué en 2015-2016 pour atteindre 40 % de la valeur totale de la production télévisuelle.

Le nombre de projets d'œuvres de fiction a aussi diminué, passant de 91 en 2014-2015 à 78 en 2015-2016 (- 14,3 %). Puisque le nombre total de projets, tous genres confondus, est demeuré presque inchangé, le nombre des autres types d'œuvres augmente et la part des œuvres de fiction diminue. Les projets les plus nombreux sont les documentaires qui constituent 39 % des projets en 2015-2016.

L'écart que l'on retrouve entre la part de chaque genre dans la valeur totale et dans le nombre de productions s'explique par la différence de taille des budgets, ceux des œuvres de fiction étant généralement plus élevés².

Productions soutenues par le Fonds des médias du Canada

Le Fonds des médias du Canada (FMC) soutient une partie importante de ces œuvres. En 2015-2016, le FMC a soutenu un plus grand nombre de projets télévisuels convergents québécois dans toutes les catégories de genres. Les 35 projets supplémentaires représentent une croissance de 14 % du nombre de projets soutenus. Cela s'accompagne d'une augmentation du nombre d'heures produites de 9 %. Par ailleurs, les 1 773 heures de programmation télévisuelle soutenues en 2015-2016 représentent le plus haut volume (calculé en heures) des dix dernières années. La progression la plus importante est attribuable aux documentaires (+ 80 heures, une augmentation de 17 %) et aux émissions de variétés et arts de la scène (+ 54 heures, une augmentation de 20 %).

La participation du FMC dans l'ensemble de ces projets s'élève à 103 M\$ en 2015-2016. Plus de la moitié de ce montant (53 %) est investie dans des œuvres dramatiques. En même temps, seulement 39 des 283 projets soutenus (14 %) et 25 % des heures produites concernent des dramatiques.

Financement

La plus importante source de financement de la production télévisuelle indépendante provient des télédiffuseurs. Au Québec, ceux-ci ont investi des sommes s'élevant à 299 M\$ pour la production télévisuelle québécoise en 2015-2016 (46 % du financement total). Cette part représente son niveau le plus élevé depuis cinq ans. Les télédiffuseurs hors Québec ajoutent un autre 7 M\$ (1 %).

Comparativement à l'ensemble du Canada, le financement des distributeurs et le financement de provenance étrangère sont nettement plus faibles au Québec.

L'importance des différentes sources de financement varie selon le genre d'émission. En 2015-2016, les émissions de variétés et les magazines constituent les genres de productions qui dépendent le plus des droits de diffusion des télédiffuseurs (presque 60 % de leur financement). Plus de la moitié (54 %) du financement des œuvres d'animation provient aussi des télédiffuseurs. Quant aux œuvres de fiction, 41 % de leur financement provient des télédiffuseurs. Le FMC apporte la deuxième contribution en importance pour les œuvres de fiction (25 %) et les documentaires (16 %). Le crédit d'impôt du Québec constitue généralement entre 16 % et 17 % du financement, sauf pour l'animation où sa contribution s'élève à 22 %.

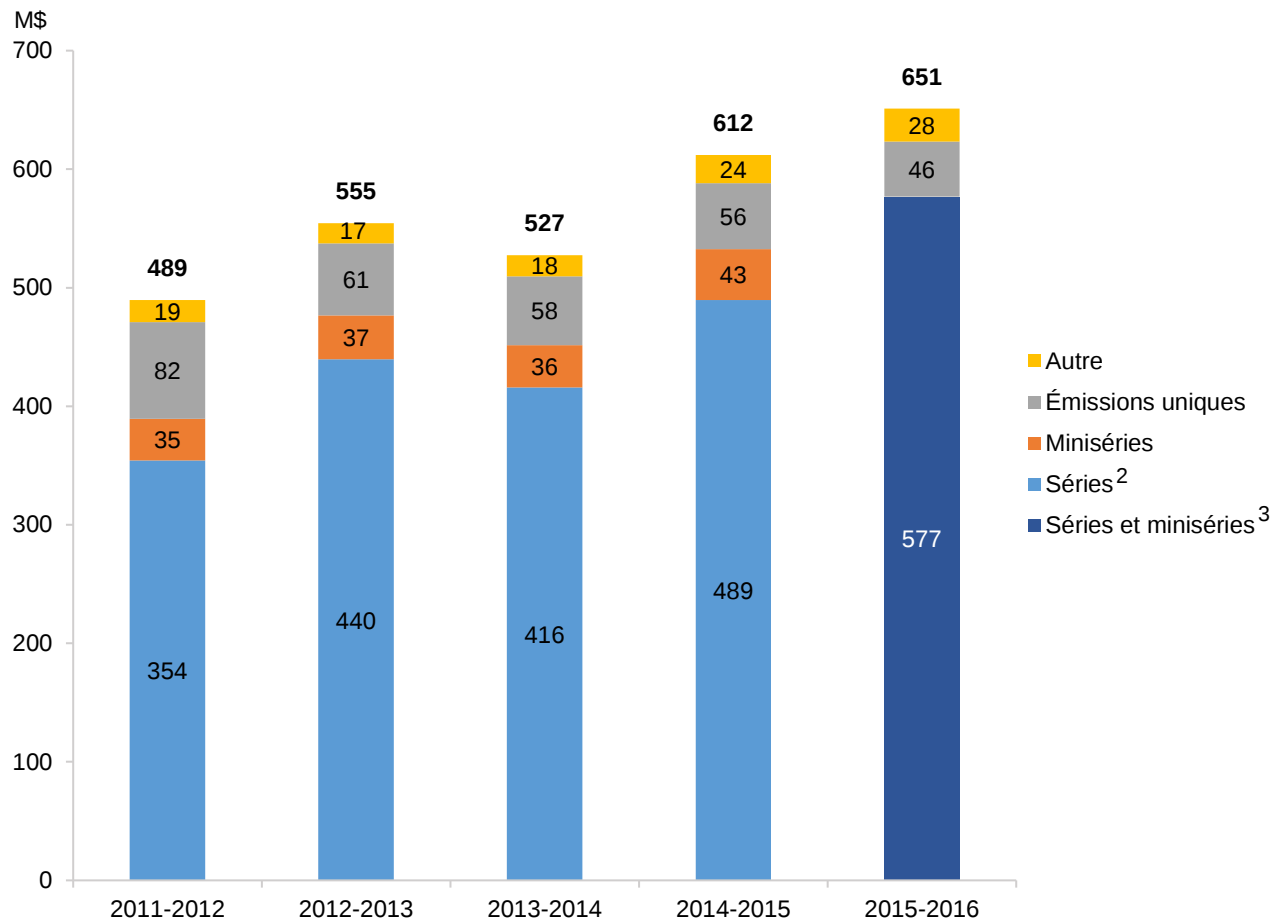
Le financement provenant des droits de diffusion payés par les télédiffuseurs est aussi plus important pour les productions francophones que pour les productions en d'autres langues. En 2015-2016, 51 % du financement des productions d'œuvres de fiction, des magazines et des variétés en français provient des télédiffuseurs alors que ceux-ci ne contribuent que pour 35 % du financement des productions en d'autres langues. Les productions en d'autres langues obtiennent une plus grande part de leur financement des distributeurs (4 % par rapport à 0,2 % pour les œuvres en français) et d'autres sources privées, dont l'investissement du producteur.

1. Ce calcul ne tient pas compte des formats des œuvres animées puisque la répartition selon le format n'est pas disponible.

2. Les œuvres d'animation ont aussi des budgets relativement élevés.

Figure 4-1

Valeur de la production télévisuelle québécoise¹ selon le format, Québec, 2011-2012 à 2015-2016



1. Incluant les productions télévisuelles de fiction, les magazines et les variétés ainsi que l'ensemble de l'animation, des courts et moyens métrages de fiction et des documentaires à l'exception des longs métrages documentaires. Il s'agit de la production indépendante.

2. Sept épisodes et plus.

3. La répartition entre les miniséries (deux à six épisodes) et les séries (sept épisodes et plus) n'est pas disponible en 2015-2016.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4-1

Valeur de la production télévisuelle québécoise selon le format, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	M\$				
Séries et miniséries ¹	389	477	452	533	577
Séries ¹	354	440	416	489	x
Miniséries ¹	35	37	36	43	x
Émissions uniques ¹	82	61	58	56	46
Format inconnu ²	19	17	18	24	28
Total	489	555	527	612	651

1. Incluant les productions télévisuelles de fiction, les magazines et les variétés ainsi que les documentaires à l'exception des longs métrages documentaires.

2. Comprenant l'ensemble de l'animation et les courts et moyens métrages de fiction.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4-2

Œuvres télévisuelles québécoises selon le format, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	n				
Séries et miniséries ¹	257	236	265	336	339
Séries ¹	209	197	226	290	x
Miniséries ¹	48	39	39	46	x
Émissions uniques ¹	173	105	118	124	118
Format inconnu ²	27	15	33	25	27
Total	457	356	416	485	484

1. Incluant les productions télévisuelles de fiction, les magazines et les variétés ainsi que les documentaires à l'exception des longs métrages documentaires.

2. Comprenant l'ensemble de l'animation et les courts et moyens métrages de fiction.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4-3

Production télévisuelle québécoise selon la langue, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
M\$					
Productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines	365	426	377	472	496
Français	320	356	337	423	449
Autres langues	45	70	41	49	47
Séries et miniséries documentaires	59	77	101	88	106
Français	42	35	50	.. ¹	.. ³
Autres langues	16	42	51	.. ¹	.. ³
Autres émissions⁴, toutes les langues	66	52	49	52	50
Total	489	555	527	612	651
Nombre					
Productions télévisuelles de fiction, de variétés et de magazines	237	199	219	274	267
Français	29	17	15	19	15
Autres langues	208	182	204	255	252
Séries et miniséries documentaires	64	66	80	100	108
Français	53	50	56	.. ²	.. ³
Autres langues	11	16	24	.. ²	.. ³
Autres émissions⁴, toutes les langues	156	91	117	111	109
Total	457	356	416	485	484

1. En 2014-2015, il y avait 66 M\$ de production documentaire télévisuelle entièrement québécoise ou majoritairement québécoise en français et 13 M\$ en d'autres langues. La répartition pour les coproductions minoritaires de documentaires n'est pas disponible pour 2014-2015.

2. La répartition selon la langue pour les documentaires de type télévisuel n'est pas disponible en 2015-2016.

3. En 2014-2015, il y avait 56 productions documentaires télévisuelles entièrement québécoises ou majoritairement québécoises en français et 24 en d'autres langues. La répartition pour les coproductions minoritaires de documentaires n'est pas disponible pour 2014-2015.

4. Inclut l'animation, les courts métrages, les moyens métrages ainsi que pour les émissions uniques documentaires. La répartition selon la langue pour ces émissions n'est pas disponible.

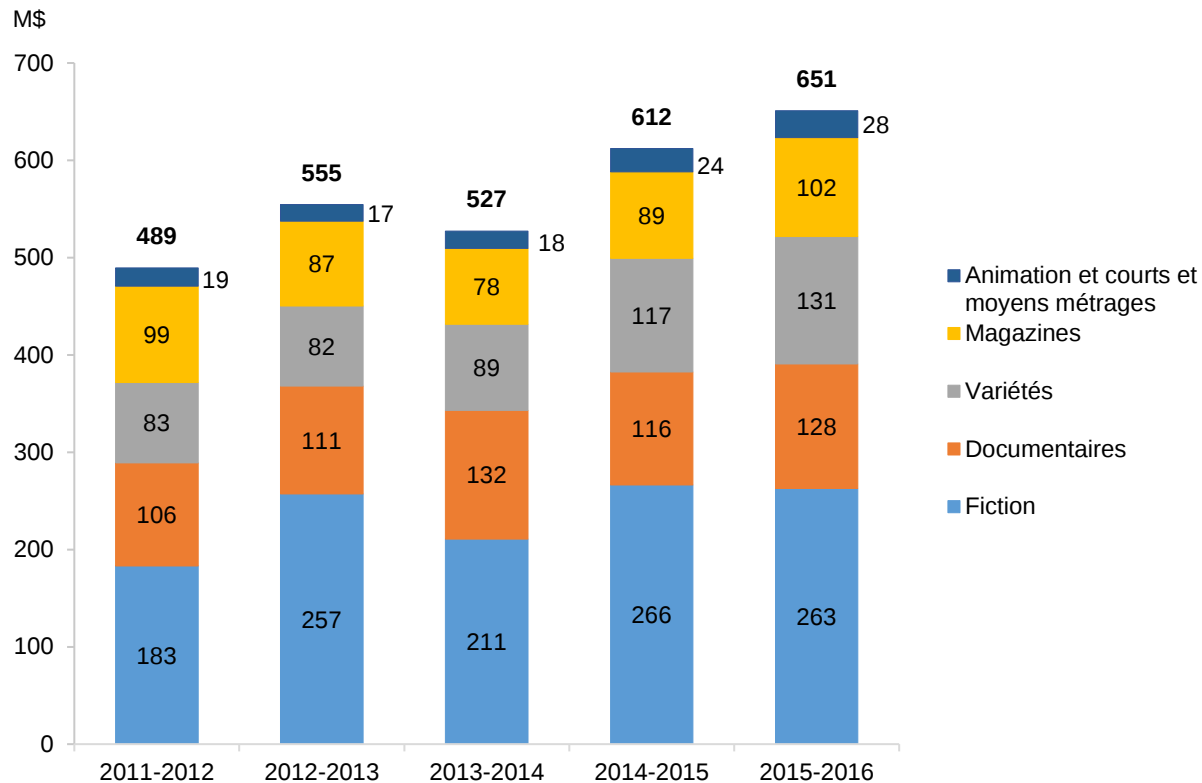
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4-2

Valeur de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

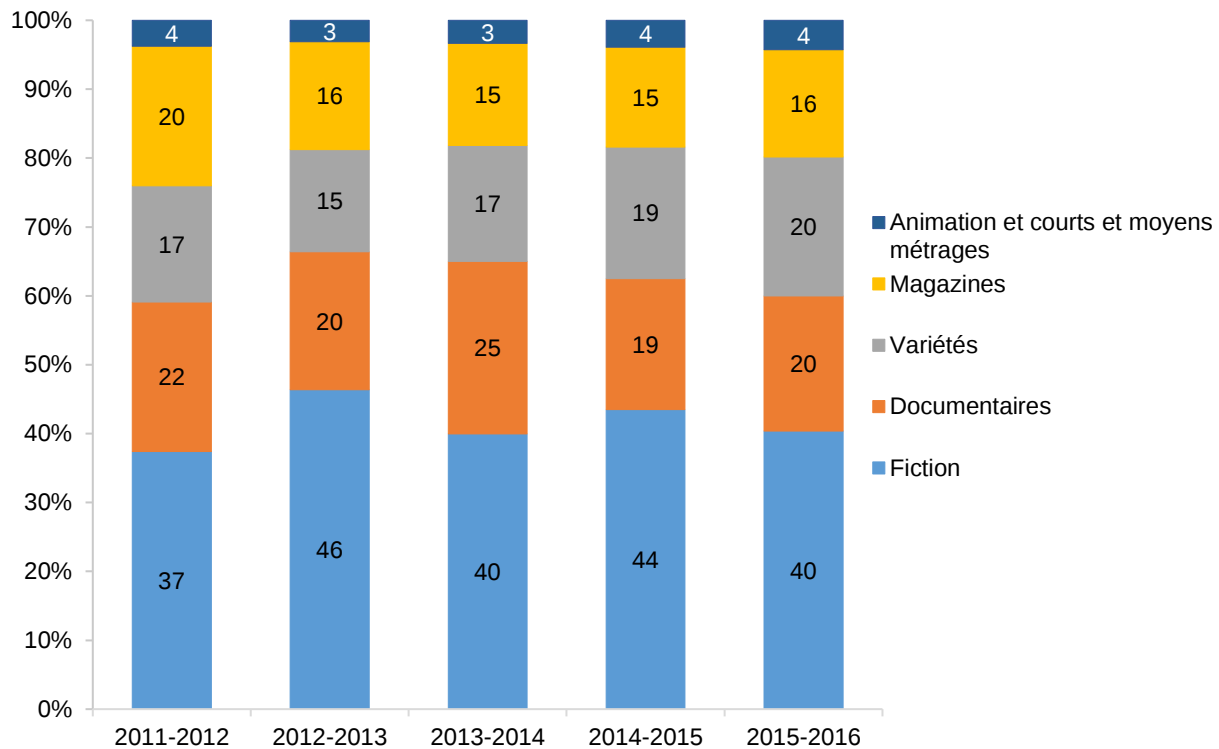
Note

Par rapport à la production canadienne, la valeur des documentaires télévisuels produits au Québec tend à croître depuis 2011-2012 (+ 22 % sur cinq ans). Cependant, selon les données du *Profil* canadien, la valeur des documentaires de type télévisuel dans l'ensemble du Canada a diminué de 5 % durant la même période. La baisse observée au niveau canadien est encore plus marquée pour les documentaires télévisuels en anglais (- 27 %)*.

* Voir la figure 4-7 de Nordicité (2017), *Profil 2016 Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*.

Figure 4-3

Répartition de la valeur de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

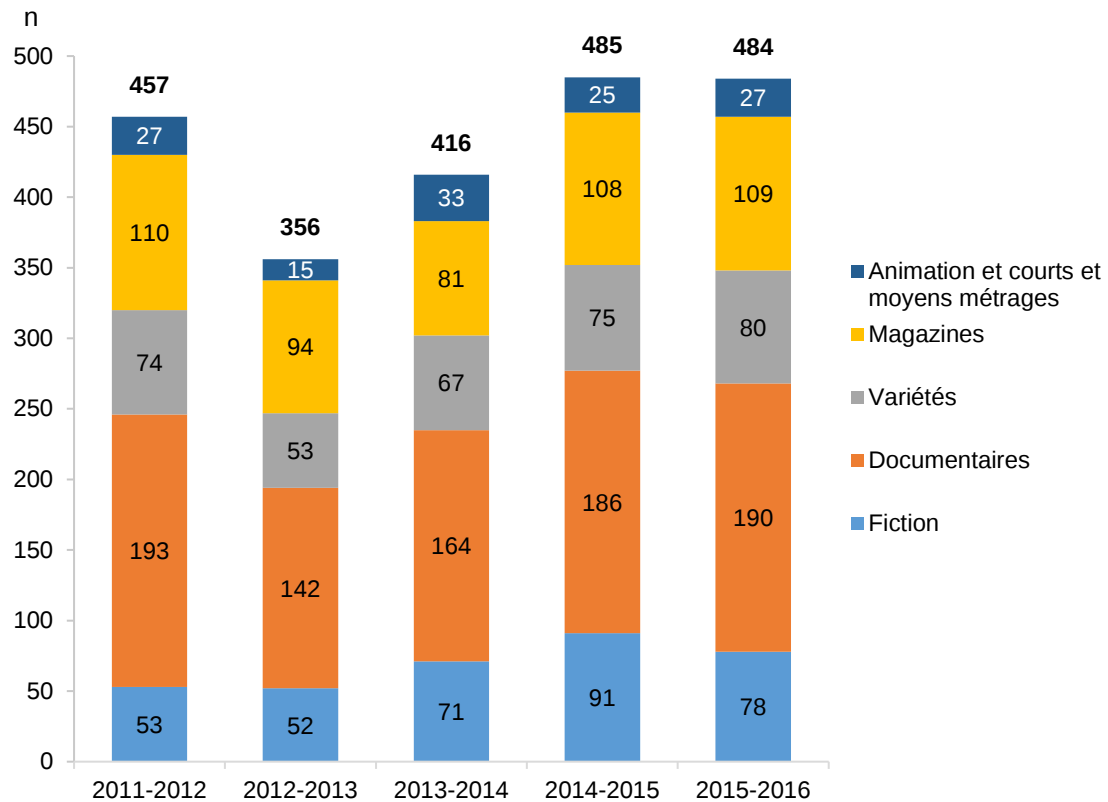


Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4-4

Nombre de productions télévisuelles québécoises selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016



Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4-4

Coût moyen par projet des productions télévisuelles québécoises selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

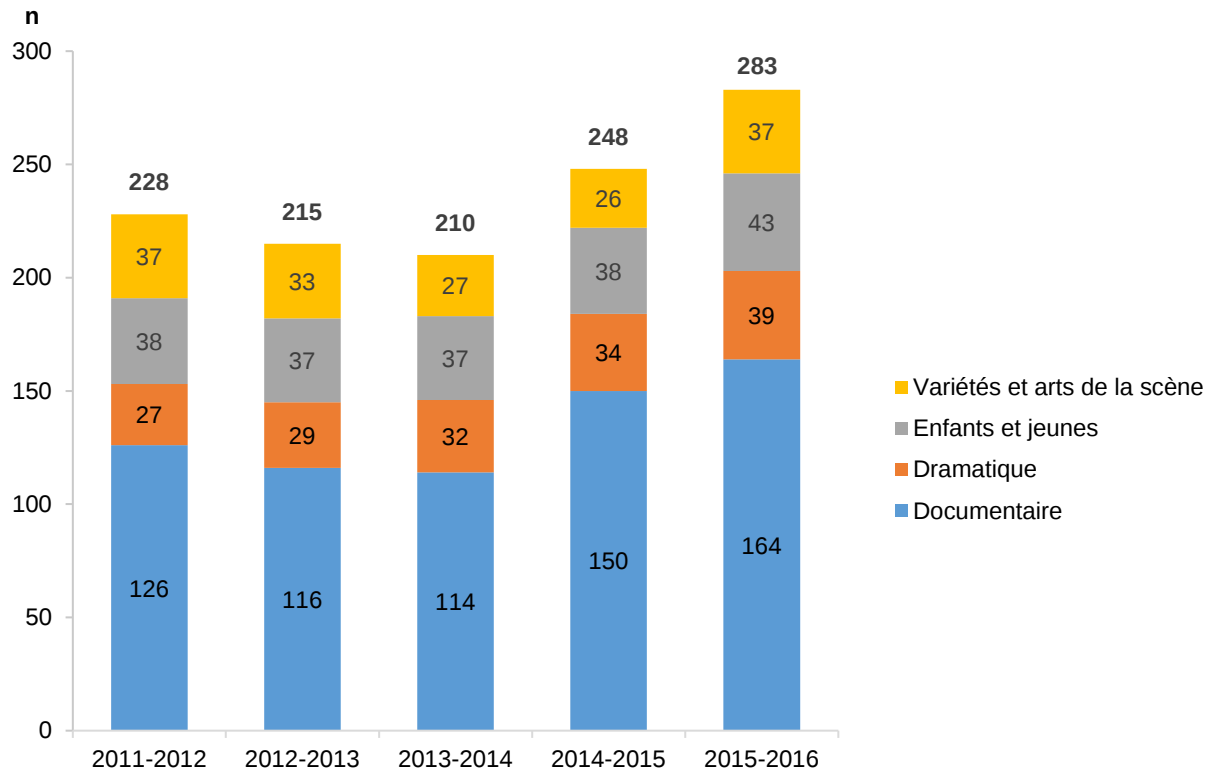
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	M\$				
Fiction	3,5	4,9	3,0	2,9	3,4
Documentaires	0,5	0,8	0,8	0,6	0,7
Variétés	1,1	1,6	1,3	1,6	1,6
Magazines	0,9	0,9	1,0	0,8	0,9
Animation et courts et moyens métrages	0,7	1,1	0,5	1,0	1,0
Total	1,1	1,6	1,3	1,3	1,3

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4-5

Projets de production télévisuelle¹ soutenus par le FMC selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016



1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Source : Fonds des médias du Canada, *Base de données des projets financés*, [En ligne]. [<http://www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances>] (consulté le 26 avril 2017)

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4-5

Heures de programmation québécoise soutenues par le FMC selon le genre, Québec, 2006-2007 à 2015-2016

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	n									
Documentaires	376	381	355	383	379	426	438	425	473	553
Enfants et jeunes	364	342	349	340	385	483	449	381	495	460
Dramatiques (fiction)	298	260	310	311	377	296	355	390	396	444
Variétés et arts de la scène	183	136	134	248	328	424	277	234	263	316
Total	1 221	1 119	1 146	1 282	1 468	1 627	1 519	1 430	1 626	1 773

Source: Fonds des médias du Canada

Tableau 4-6

Contribution du FMC au financement de la production télévisuelle selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	M\$				
Documentaire	26,0	53,1	21,2	21,2	21,9
Dramatique	45,3	98,7	49,2	52,6	56,5
Enfants et jeunes	19,1	35,3	16,2	18,9	17,8
Variétés et arts de la scène	9,1	14,0	5,2	6,6	7,3
Total	99,5	201,2	91,9	99,2	103,4

1. Projets soutenus dans le cadre du volet convergent. N'inclut pas les projets de la plateforme médias numériques.

Source: Fonds des médias du Canada, *Base de données de projets financés*, [En ligne].[\[http://www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances\]](http://www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances) (consulté le 26 avril 2017)

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4-7

Financement de la production télévisuelle québécoise, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

	2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	208 708	41,9	205 858	36,8	216 396	40,5	257 744	41,8	299 015	45,7
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	1 895	0,4	4 923	0,9	4 053	0,8	2 276	0,4	7 064	1,1
Crédit d'impôt fédéral	49 729	10,0	50 785	9,1	53 183	9,9	63 060	10,2	70 986	10,8
Crédits d'impôt provinciaux	87 239	17,5	89 028	15,9	93 371	17,5	111 030	18,0	108 225	16,5
Distributeurs canadiens	3 884	0,8	5 695	1,0	3 452	0,6	7 931	1,3	4 441	0,7
Financement de provenance étrangère ²	20 523	4,1	69 318	12,4	26 179	4,9	14 537	2,4	13 577	2,1
SODEC	3 640	0,7	2 496	0,4	4 458	0,8	4 577	0,7	1 871	0,3
Fonds des médias du Canada	80 953	16,2	93 702	16,7	94 231	17,6	101 452	16,5	100 975	15,4
Fonds du long métrage du Canada - Téléfilm Canada	2 491	0,5	150	—	495	0,1	1 450	0,2	117	—
Autre financement public ³	2 949	0,6	3 549	0,6	2 479	0,5	5 402	0,9	3 006	0,5
Autre financement privé ⁴	36 382	7,3	34 535	6,2	36 376	6,8	46 806	7,6	45 281	6,9
Total	498 393	100,0	560 039	100,0	534 673	100,0	616 265	100,0	654 557	100,0

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2016

Tableau 4-8

Financement de la production télévisuelle québécoise selon le genre, Québec, 2015-2016

	Fiction	Variétés	Magazines	Documentaires	Animation ¹	Courts et moyens métrages
	Part (%)					
Droits de diffusion des télédiffuseurs ²	40,6	58,7	59,5	31,0	54,3	—
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	—	5,5	—	—
Crédit d'impôt fédéral	10,8	10,9	11,8	10,3	11,0	1,5
Crédits d'impôt provinciaux	16,4	16,9	16,6	15,5	21,8	15,1
Distributeurs canadiens	0,9	0,1	—	1,5	-0,2	—
Financement de provenance étrangère ³	1,7	—	0,7	7,3	-4,2	—
SODEC	—	—	—	0,6	0,3	33,8
Fonds des médias du Canada	24,8	7,3	2,4	16,4	10,3	—
Fonds du long métrage du Canada - Téléfilm Canada	—	—	—	—	0,5	—
Autre financement public ⁴	—	0,5	0,5	0,8	0,6	21,7
Autre financement privé ⁵	4,8	5,6	8,6	11,0	5,8	27,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	k\$					
Droits de diffusion des télédiffuseurs ²	106 775	77 622	60 926	40 037	13 655	—
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	—	7 064	—	—
Crédit d'impôt fédéral	28 502	14 374	12 032	13 279	2 758	41
Crédits d'impôt provinciaux	43 117	22 294	16 963	19 977	5 473	401
Distributeurs canadiens	2 427	126	—	1 949	-61	—
Financement de provenance étrangère ³	4 443	—	759	9 437	-1 063	—
SODEC	75	—	—	821	75	900
Fonds des médias du Canada	65 149	9 704	2 433	21 093	2 596	—
Fonds du long métrage du Canada - Téléfilm Canada	—	—	—	—	117	—
Autre financement public ⁴	15	684	489	1 092	148	578
Autre financement privé ⁵	12 701	7 371	8 797	14 215	1 459	739
Total	263 204	132 174	102 400	128 962	25 157	2 659

1. Les valeurs négatives du tableau sont dues à des amendements de dossiers subséquents à la décision préalable initiale. Ces amendements sont inscrits dans l'exercice financier en cours plutôt que dans l'exercice financier de la décision initiale. L'écart du montant du financement entre la décision initiale et la décision subséquente est comptabilisé dans l'année financière de la révision. Toutefois, le projet n'est pas dénombré une deuxième fois.

2. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

3. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

4. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

5. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4-9

Financement de la production télévisuelle de fictions, des magazines et de variétés en d'autres langues que le français, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

	2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	25 547	49,5	12 576	17,2	14 259	33,6	15 915	31,7	16 344	34,8
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	313	0,4	—	—	—	—	—	—
Crédit d'impôt fédéral	4 594	8,9	2 983	4,1	4 067	9,6	5 314	10,6	5 205	11,1
Crédits d'impôt provinciaux	7 931	15,4	5 192	7,1	6 644	15,7	9 051	18,0	7 530	16,0
Distributeurs canadiens	3 191	6,2	3 354	4,6	498	1,2	2 736	5,4	1 768	3,8
Financement de provenance étrangère ²	4 300	8,3	42 901	58,7	5 050	11,9	2 000	4,0	—	—
SODEC	363	0,7	50	0,1	—	—	75	0,1	—	—
Fonds des médias du Canada	1 511	2,9	582	0,8	6 688	15,8	2 741	5,5	7 471	15,9
Fonds du long métrage du Canada - Téléfilm Canada	311	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—
Autre financement public ³	285	0,6	60	0,1	—	—	5	—	—	—
Autre financement privé ⁴	3 593	7,0	5 074	6,9	5 201	12,3	12 440	24,7	8 714	18,5
Total	51 626	100,0	73 084	100,0	42 406	100,0	50 277	100,0	47 032	100,0

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 4-10

Financement de la production télévisuelle de fictions, des magazines et de variétés de langue française, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

	2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ¹	148 415	46,2	161 544	45,2	162 800	48,0	204 046	48,0	228 979	50,8
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	388	0,1	205	0,1	—	—	—	—	—	—
Crédit d'impôt fédéral	34 636	10,8	37 343	10,4	36 714	10,8	44 753	10,5	49 703	11,0
Crédits d'impôt provinciaux	57 755	18,0	62 748	17,6	62 534	18,4	76 564	18,0	74 844	16,6
Distributeurs canadiens	612	0,2	741	0,2	522	0,2	1 099	0,3	785	0,2
Financement de provenance étrangère ²	5 495	1,7	10 671	3,0	—	—	3 326	0,8	5 203	1,2
SODEC	64	—	75	—	225	0,1	150	—	75	—
Fonds des médias du Canada	53 121	16,5	66 606	18,6	62 587	18,4	72 830	17,1	69 815	15,5
Fonds du long métrage du Canada - Téléfilm Canada	150	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autre financement public ³	868	0,3	666	0,2	537	0,2	416	0,1	1 188	0,3
Autre financement privé ⁴	19 999	6,2	16 833	4,7	13 447	4,0	21 960	5,2	20 154	4,5
Total	321 502	100,0	357 433	100,0	339 367	100,0	425 143	100,0	450 746	100,0

1. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

2. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

3. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

4. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

5. LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE QUÉBÉCOISE

Faits saillants de 2015-2016



- Hausse de la valeur du devis moyen des longs métrages de fiction en français et en d'autres langues;
- Hausse du financement provenant du Fonds du long métrage de Téléfilm Canada;



- Baisse de 1 % de la valeur de la production cinématographique;
- Baisse de 14 % du nombre de longs métrages;



- La valeur de la production cinématographique s'établit à 172 M\$ en 2015-2016;
- Les longs métrages de fiction obtiennent 97 % de la valeur de la production cinématographique;
- Les trois quarts des longs métrages de fiction financés sont en français et ces œuvres constituent 58 % de la valeur des longs métrages de fiction.

La valeur de la production cinématographique diminue légèrement (- 1 %) en 2015-2016 pour s'établir à 172 M\$. Le nombre de longs métrages en production diminue également, passant de 58 en 2014-2015 à 50 en 2015-2016.

Genres

La baisse du nombre de longs métrages est surtout attribuable aux œuvres de fiction. Il y en a 7 de moins en 2015-2016, alors qu'il y a presque le même nombre de documentaires.

En fait, la plupart des productions cinématographiques sont des longs métrages de fiction. En 2015-2016, 37 des 50 longs métrages produits sont des œuvres de fiction et leur valeur s'élève à 166 M\$ (97 % de la valeur totale) par rapport à 168 M\$ en 2014-2015. Ainsi, la valeur moyenne des devis augmente en 2015-2016.

Langue des longs métrages de fiction

La valeur moyenne des devis des productions d'œuvres de fiction en français augmente de 18 % pour atteindre 3,4 M\$, un niveau comparable à la moyenne calculée sur les cinq dernières années. Les productions en d'autres langues, toutefois, ont un devis moyen qui augmente de 30 % pour atteindre 7,8 M\$ en 2015-2016, soit davantage que la moyenne des cinq dernières années.

Malgré cette hausse des devis moyens des œuvres de fiction en d'autres langues, la valeur totale de cette catégorie de productions diminue (- 10 %) en raison du faible nombre de productions. Il y en avait 9 en 2015-2016 alors qu'il y en avait 13 l'année précédente. La valeur des productions d'œuvres de fiction en français augmente de 6 % pour s'établir à 96 M\$.

Longs métrages soutenus par le Fonds du long métrage du Canada

Téléfilm Canada a soutenu 41 longs métrages au Québec¹ en 2015-2016 dans le cadre du Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada (FLMC), soit 13 de plus qu'en 2014-2015. Il s'agit du sommet des 10 dernières années.

La valeur de ces œuvres s'élève à 110 M\$ en 2015-2016. C'est une hausse de 47 %. Or, bien que la valeur des œuvres soutenues augmente en 2015-2016, leur valeur moyenne est plus faible (2,7 M\$ en 2015-2016 par rapport à une moyenne de 3,3 M\$ sur les cinq dernières années).

Enfin, ces œuvres ont obtenu 32 M\$ de financement dans le cadre du FLMC, ce qui correspond à 29 % de leur financement en 2015-2016.

Financement

Le financement étranger constitue un apport important du budget de la production cinématographique. Il s'agit d'un apport de 35 % en 2015-2016, en hausse par rapport à 2014-2015, où celui-ci était de 28 %. Cet apport est particulièrement important pour les longs métrages de fiction en d'autres langues que le français, qui en dépendent pour 55 % de leur financement. L'apport est de 21 % pour les longs métrages de fiction en français.

Le financement provenant du FLMC et de la SODEC a augmenté, alors que la valeur du crédit d'impôt du Québec a diminué de 5 M\$, sa part passant de 16 % en 2014-2015 à 13,5 % en 2015-2016.

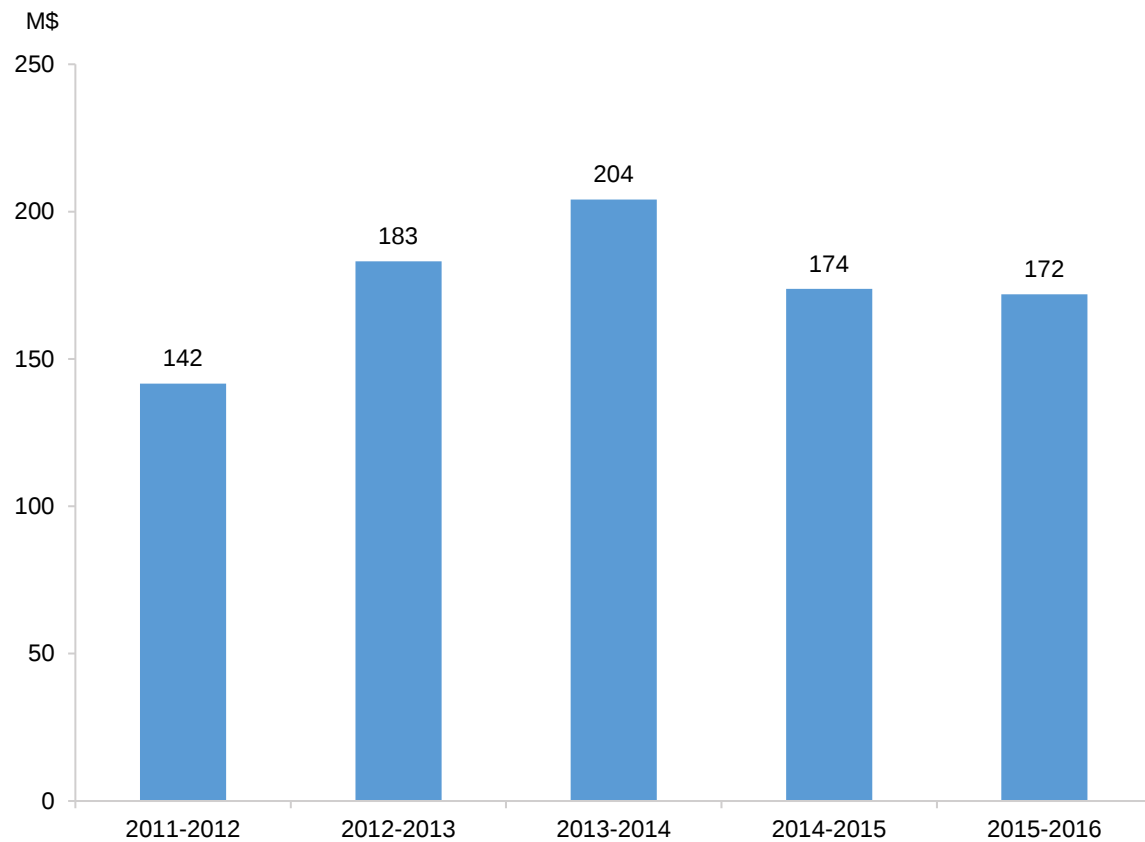
Notons que la part du financement privé², excluant les sources de provenance étrangère, atteint 17 % en 2015-2016, son plus bas niveau sur cinq ans. La moyenne pour les cinq dernières années est de 20 %. En fait, l'année précédente affichait le financement privé le plus élevé, soit 42,5 M\$. La somme de 28 M\$ en 2015-2016 représente donc une baisse de 33 % pour cette catégorie d'apport. La diminution s'observe à la fois pour les longs métrages de fiction en français et pour les longs métrages de fiction en d'autres langues que le français.

1. Ce sont des longs métrages québécois et des longs métrages en français qui sont traités au bureau de Montréal de Téléfilm Canada.

2. Cela inclut le financement des télédiffuseurs, des distributeurs canadiens et les sources incluses dans la catégorie « autre financement privé ».

Figure 5-1

Valeur de la production cinématographique¹ québécoise, Québec, 2011-2012 à 2015-2016



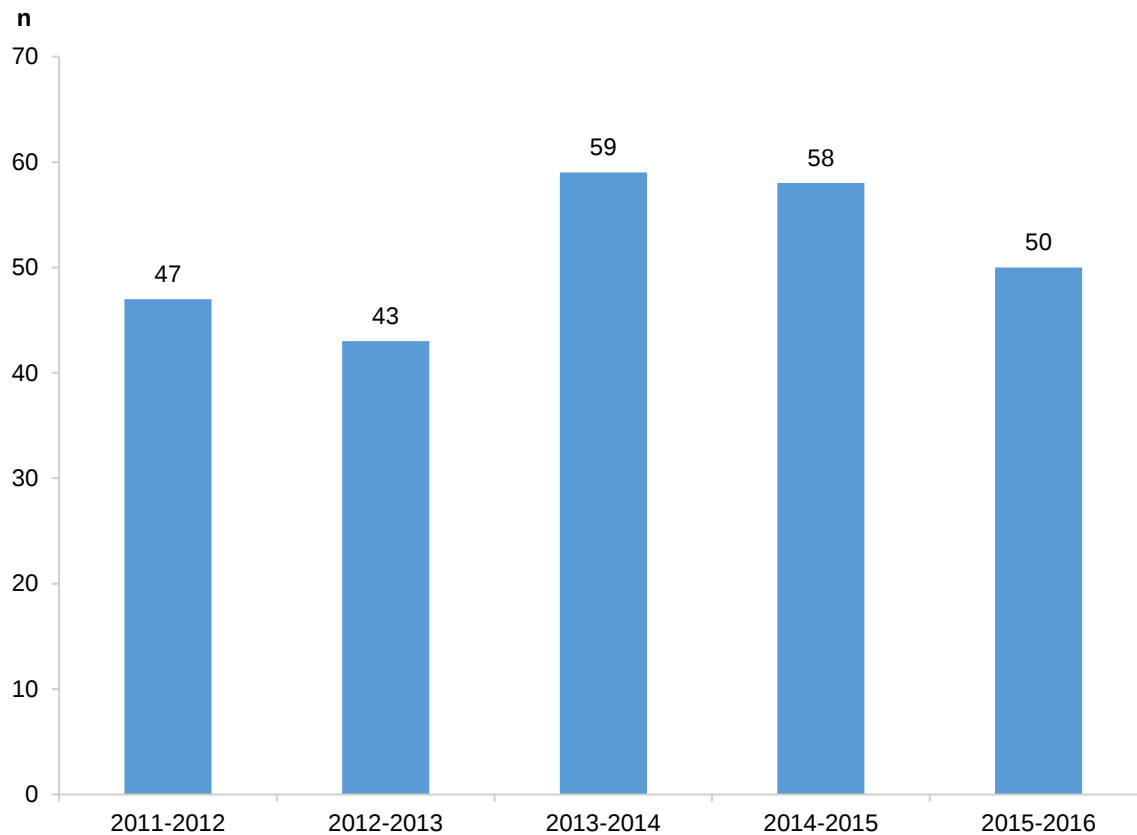
1. Incluant les longs métrages de fiction et les longs métrages documentaires.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5-2

Longs métrages¹ québécois, Québec, 2011-2012 à 2015-2016



1. Incluant les longs métrages de fiction et les longs métrages documentaires.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5-1

Devis moyen des longs métrages de fiction, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	M\$				
Français	3,3	4,9	3,1	2,9	3,4
Autres langues que le français	7,8	4,9	8,2	6,0	7,8
Ensemble des films	4,2	4,9	4,4	3,8	4,5

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5-2

Longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	n				
Français	25	29	33	31	28
Autres langues que le français	6	8	12	13	9
Ensemble des films	31	37	45	44	37

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5-3

Production de longs métrages québécois selon le genre, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

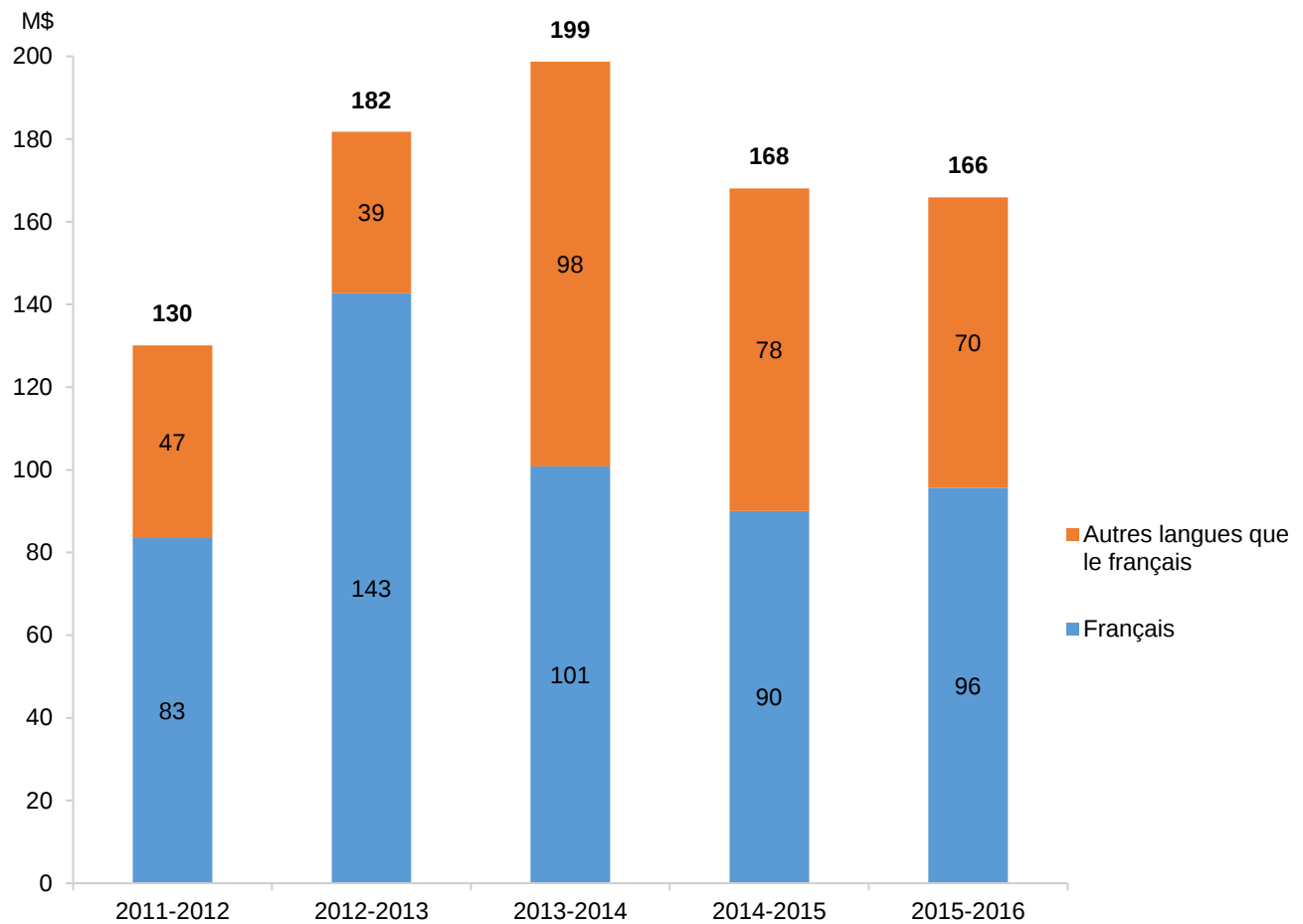
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	M\$				
Fiction	130	182	199	168	166
Documentaires	12	1	5	6	6
Total	142	183	204	174	172
	n				
Fiction	31	37	45	44	37
Documentaires	16	6	14	14	13
Total	47	43	59	58	50

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5-3

Valeur de la production des longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2011-2012 à 2015-2016



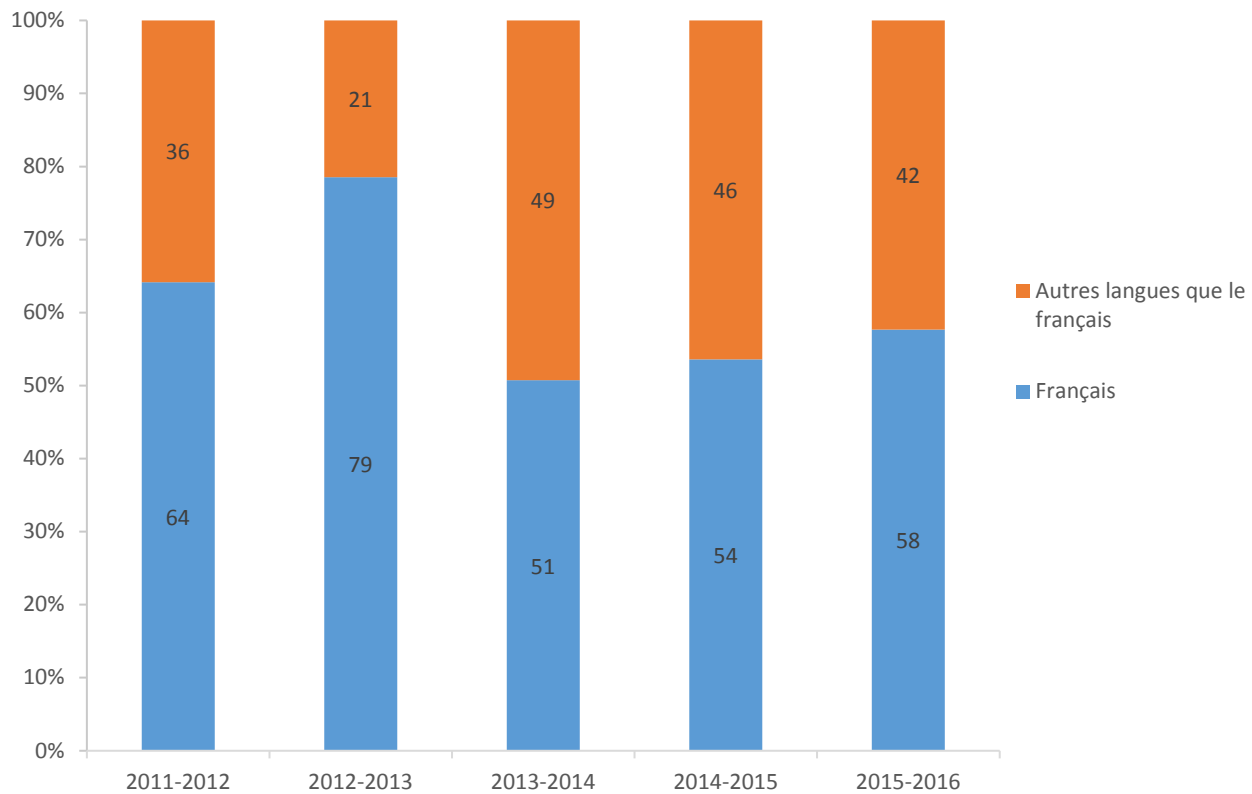
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5-4

Répartition de la valeur de la production des longs métrages de fiction québécois selon la langue, Québec, 2011-2012 à 2015-2016

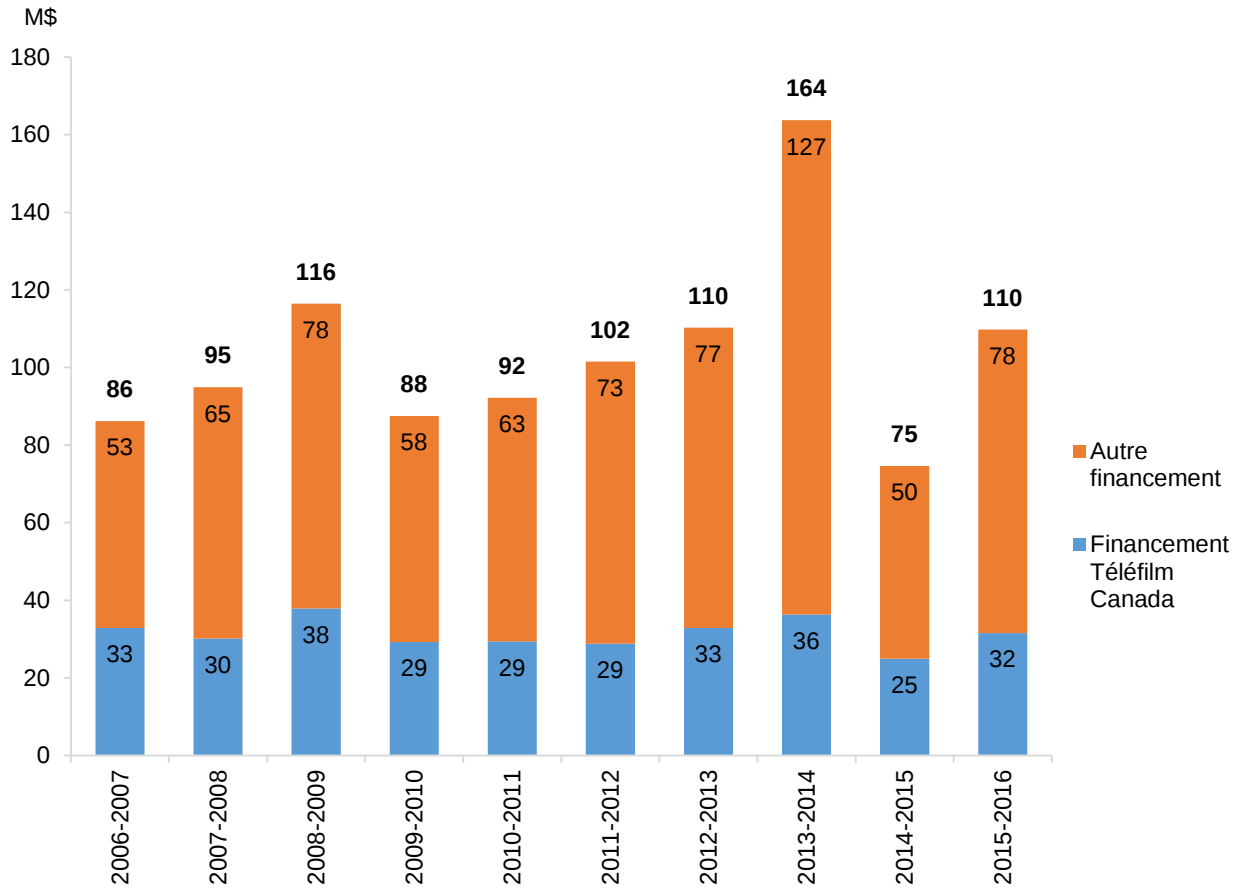


Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5-5

Valeur¹ de la production cinématographique québécoise et francophone² soutenue par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada, 2006-2007 à 2015-2016

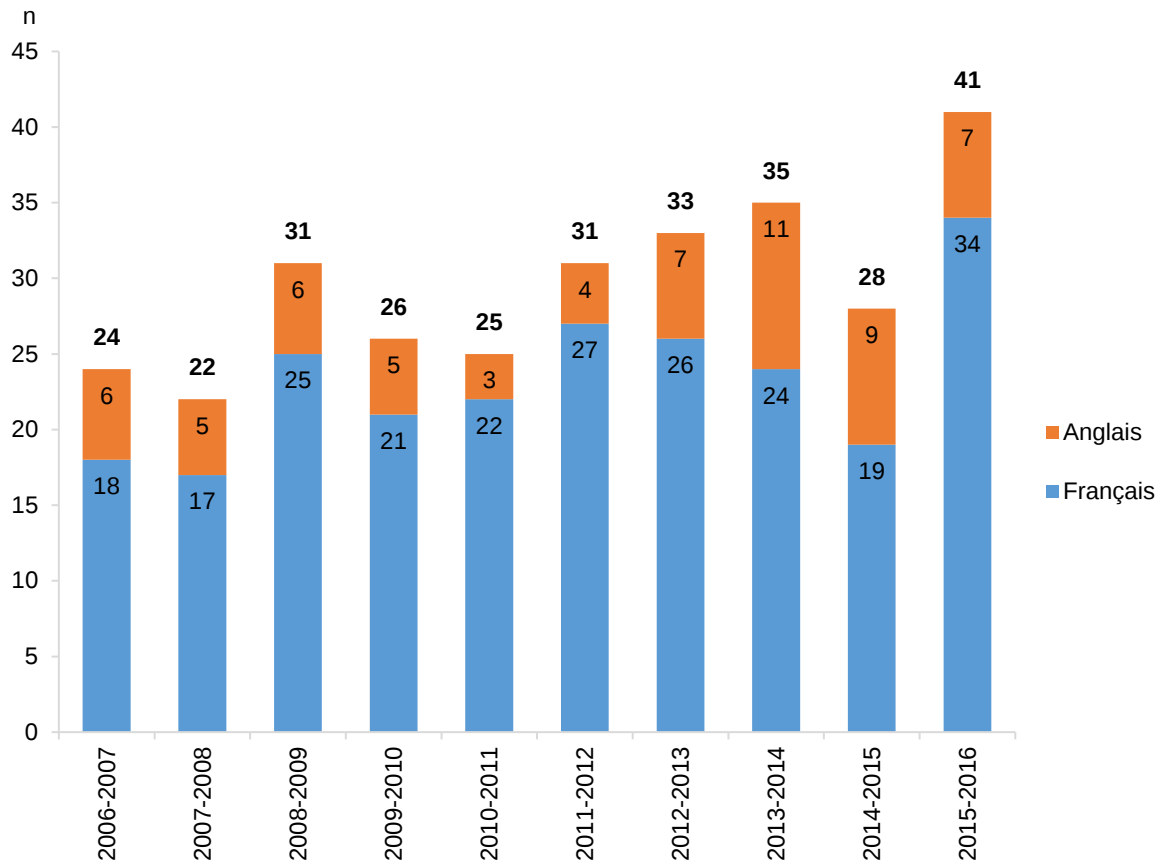


1. Le financement total exclut la part étrangère des coproductions dans lesquelles le Canada est un partenaire minoritaire.
2. Comprend les demandes traitées au bureau de Montréal de Téléfilm Canada, soit les projets québécois et les projets francophones d'ailleurs au Canada. Exclut le programme pour le long métrage documentaire.

Source : Téléfilm Canada

Figure 5-6

Longs métrages québécois et francophones soutenus par le Programme d'aide à la production du Fonds du long métrage du Canada¹ selon la langue, 2006-2007 à 2015-2016



1. Comprend les demandes traitées au bureau de Montréal, soit les projets québécois et les projets francophones d'ailleurs au Canada. Exclut le programme pour le long métrage documentaire.

Source : Téléfilm Canada

Tableau 5-4

Financement de la production de longs métrages de fiction et de longs métrages documentaires québécois, Québec, 2011-2012 à 2015-2016¹

	2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Droits de diffusion des télédiffuseurs ²	1 443	1,0	1 019	0,6	2 227	1,1	1 190	0,7	1 606	0,9
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	68	—	—	—	27	—	—	—
Crédit d'impôt fédéral	4 816	3,4	5 373	2,9	5 773	2,8	6 355	3,7	5 065	2,9
Crédits d'impôt provinciaux	21 729	15,3	25 032	13,7	28 430	13,9	28 134	16,2	23 226	13,5
Distributeurs canadiens	7 929	5,6	7 087	3,9	9 512	4,7	7 017	4,0	8 258	4,8
Financement de provenance étrangère ³	39 449	27,9	66 349	36,2	64 923	31,7	49 335	28,4	60 424	35,2
SODEC	19 898	14,0	23 569	12,9	26 191	12,8	20 745	11,9	22 476	13,1
Fonds des médias du Canada	950	0,7	6 812	3,7	2 770	1,4	311	0,2	-956	-0,6
Fonds du long métrage du Canada - Téléfilm Canada	21 519	15,2	23 664	12,9	34 120	16,7	25 427	14,6	31 835	18,5
Autre financement public ⁴	2 065	1,5	747	0,4	1 094	0,5	965	0,6	1 405	0,8
Autre financement privé ⁵	21 833	15,4	23 450	12,8	29 480	14,4	34 336	19,8	18 513	10,8
Total	141 629	100,0	183 171	100,0	204 520	100,0	173 843	100,0	171 852	100,0

1. Les valeurs négatives du tableau sont dues à des amendements de dossiers subséquents à la décision préalable initiale. Ces amendements sont inscrits dans l'exercice financier en cours plutôt que dans l'exercice financier de la décision initiale. L'écart du montant du financement entre la décision initiale et la décision subséquente est comptabilisé dans l'année financière de la révision. Toutefois, le projet n'est pas dénombré une deuxième fois.

2. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

3. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

4. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

5. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5-5

Financement de la production de longs métrages de fiction selon la langue, Québec, 2011-2012 à 2015-2016¹

	2011-2012		2012-2013		2013-2014		2014-2015		2015-2016	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%	k\$	%
Autres langues que le français										
Droits de diffusion des télédiffuseurs ²	50	0,1	60	0,2	766	0,8	303	0,4	70	0,1
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crédit d'impôt fédéral	2 286	4,9	1 291	3,3	3 409	3,5	2 840	3,6	2 430	3,5
Crédits d'impôt provinciaux	5 205	11,2	3 609	9,3	8 084	8,2	8 704	11,2	6 873	9,8
Distributeurs canadiens	1 627	3,5	1 435	3,7	2 623	2,7	1 260	1,6	2 381	3,4
Financement de provenance étrangère ³	21 295	45,7	17 169	44,0	49 144	50,0	39 551	50,7	38 247	54,6
SODEC	1 684	3,6	3 527	9,0	2 831	2,9	2 050	2,6	2 622	3,7
Fonds des médias du Canada	—	—	4 706	12,1	1 885	1,9	—	—	-1 260	-1,8
Fonds du long métrage du Canada - Téléfilm Canada	2 290	4,9	2 037	5,2	7 639	7,8	5 683	7,3	9 447	13,5
Autre financement public ⁴	157	0,3	—	—	44	—	92	0,1	—	—
Autre financement privé ⁵	12 018	25,8	5 182	13,3	21 851	22,2	17 550	22,5	9 286	13,2
Total	46 613	100,0	39 016	100,0	98 276	100,0	78 032	100,0	70 094	100,0
Français										
Droits de diffusion des télédiffuseurs ²	1 126	1,3	890	0,6	1 062	1,1	575	0,6	1 078	1,1
Droits de diffusion des télédiffuseurs hors Québec	—	—	68	—	—	—	—	—	—	—
Crédit d'impôt fédéral	1 816	2,2	4 023	2,8	1 975	2,0	3 258	3,6	2 348	2,5
Crédits d'impôt provinciaux	14 165	17,0	21 127	14,8	19 181	19,0	18 266	20,3	15 597	16,3
Distributeurs canadiens	4 746	5,7	5 632	3,9	6 746	6,7	5 502	6,1	5 437	5,7
Financement de provenance étrangère ³	16 602	19,9	49 181	34,5	15 779	15,7	9 324	10,4	20 033	20,9
SODEC	17 042	20,4	19 925	14,0	22 778	22,6	17 626	19,6	19 370	20,2
Fonds des médias du Canada	565	0,7	1 930	1,4	569	0,6	306	0,3	155	0,2
Fonds du long métrage du Canada - Téléfilm Canada	19 091	22,9	21 489	15,1	26 099	25,9	19 407	21,5	22 164	23,1
Autre financement public ⁴	706	0,8	401	0,3	497	0,5	106	0,1	1 142	1,2
Autre financement privé ⁵	7 627	9,1	18 076	12,7	6 119	6,1	15 699	17,4	8 434	8,8
Total	83 485	100,0	142 742	100,0	100 805	100,0	90 069	100,0	95 758	100,0

1. Les valeurs négatives du tableau sont dues à des amendements de dossiers subséquents à la décision préalable initiale. Ces amendements sont inscrits dans l'exercice financier en cours plutôt que dans l'exercice financier de la décision initiale. L'écart du montant du financement entre la décision initiale et la décision subséquente est comptabilisé dans l'année financière de la révision. Toutefois, le projet n'est pas dénombré une deuxième fois.

2. Incluant les télédiffuseurs français, anglais et d'autres langues.

3. Incluant les distributeurs étrangers, les exportateurs et les coproducteurs.

4. Incluant le financement provenant des mini-traités, de l'ONF, de commandites publiques et d'autres apports publics.

5. Incluant le financement provenant d'investissements du producteur, d'apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux), d'autres investissements (fonds privés), d'autres investissements privés hors fonds, d'acteurs de l'industrie (scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.), de maisons de services, de commandites privées, de prêts, d'apports de maisons de services, d'autres apports de fonds privés et d'autres apports privés.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

6. LES COPRODUCTIONS AUDIOVISUELLES

Faits saillants de 2015-2016

Coproductions régies par des traités



- Hausse du nombre de coproductions cinématographiques de langue française de 9 à 14;
- Hausse de la valeur globale des coproductions en français de 45 M\$ à 110 M\$;
- Hausse du nombre et de la valeur globale des coproductions à composante canadienne minoritaire;



- La valeur des coproductions télévisuelles atteint un creux historique de 18 M\$ (- 67 %);
- Baisse de 93 % de la valeur des coproductions télévisuelles en anglais;
- Baisse de 53 % de la valeur des coproductions cinématographiques en anglais;
- Baisse de 31 % de la participation canadienne aux coproductions;



- Il y a eu 28 coproductions régies par des traités au Québec en 2015-2016;
- La valeur des coproductions cinématographiques atteint 140 M\$ en 2015-2016;
- La France est le principal partenaire dans les coproductions télévisuelles et les coproductions cinématographiques.

Coproductions ayant bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise



- Baisse du nombre et de la valeur des coproductions ayant bénéficié du CIRQ;
- La participation québécoise au financement des coproductions s'établit à 41 %, une baisse par rapport à 2014-2015, où la part de participation était de 51 %.

En 2015, on compte 28 coproductions régies par des traités, soit trois de plus que l'année précédente. La valeur de ces coproductions, par contre, a diminué de 12 % par rapport à 2014. Ajoutons qu'en 2015, les activités de coproduction télévisuelle au Québec ne constituent qu'une petite part des activités de coproduction télévisuelle au Canada.

Coproductions télévisuelles

La valeur des coproductions télévisuelles régies par des traités a chuté au Québec, passant de 53 M\$ en 2014 à 18 M\$ en 2015. Cette baisse est due au fait que la valeur des coproductions télévisuelles en anglais est passée de 45 M\$ en 2014 à seulement 6 M\$ en 2015. Or, leur nombre demeure inchangé.

La valeur des coproductions télévisuelles en français a augmenté de 3 M\$ pour s'établir à 11,9 M\$. C'est seulement la deuxième fois en 10 ans que la valeur des coproductions télévisuelles en français dépasse la valeur de celles en anglais.

Coproductions cinématographiques

L'augmentation du nombre de coproductions régies par des traités est due à la croissance des coproductions cinématographiques de langue française. Par ailleurs, la valeur de ces coproductions en français a presque triplé, passant de 36 M\$ en 2014 à 99 M\$ en 2015 (+ 171,5 %). Ce résultat compense la réduction importante de la valeur des œuvres en anglais, laquelle est passée pendant la même période de 88 M\$ à 41 M\$. En fait, la valeur des coproductions cinématographiques en français est plus élevée en 2015 qu'elle ne l'a été en moyenne au cours des dix dernières années.

Genres

La plupart des œuvres télévisuelles coproduites sont des documentaires. Or, les budgets des documentaires sont beaucoup moins élevés que ceux des dramatiques et des œuvres pour enfants et jeunes. Ainsi, entre 2013 et 2015, on a produit six fois plus de documentaires que de dramatiques et d'œuvres pour enfants et jeunes, mais les documentaires n'obtiennent que 37 % de la valeur globale des budgets.

La plupart des coproductions cinématographiques régies par des traités sont des dramatiques ou d'autres types d'œuvres de fiction. Au cours des dix dernières années, 51 % des coproductions cinématographiques sont des drames. Seulement 10 % sont des documentaires.

Participations au financement

En ce qui concerne les coproductions régies par des traités, celles où la participation canadienne est minoritaire sont généralement plus nombreuses que celles où la participation canadienne est majoritaire. De plus, le budget global des coproductions minoritaires est souvent plus élevé que celui des coproductions majoritaires. C'est le cas des budgets pour huit des dix dernières années.

La participation canadienne au financement de l'ensemble des coproductions régies par des traités s'élève à 58 M\$ en 2015, soit 37 % du financement. Cette part est plus élevée pour les productions télévisuelles (42 %) que pour les films (36 %). C'est également le cas pour les coproductions en anglais (48 %) par rapport aux coproductions en français (33 %). En fait, 2015 constitue la première année en dix ans où la participation canadienne aux coproductions télévisuelles en anglais est plus élevée que la participation étrangère.

Toutefois, dans l'ensemble, on observe une baisse de la participation canadienne : celle-ci passe de 85 M\$ en 2014 à 58 M\$ en 2015. En même temps, on note une hausse de la participation étrangère, notamment 49 M\$ de plus pour les coproductions en français. En conséquence, la part de la participation canadienne diminue, passant de 48 % en 2014 à 37 % en 2015.

Pays partenaires

La France est le principal partenaire dans les coproductions télévisuelles régies par des traités. Quatre-vingt-neuf (89) des 165 coproductions télévisuelles officielles produites entre 2006 et 2015 ont été coproduites avec la France comme partenaire unique¹. Toutefois, la valeur de ces œuvres coproduites avec la France (304 M\$) constitue 46 % de la valeur des coproductions télévisuelles, alors que ces œuvres comptent pour 54 % du nombre total de coproductions. La participation canadienne dans ces coproductions s'élève à 36 % en dix ans, soit une part comparable à la part canadienne moyenne pour l'ensemble des coproductions télévisuelles.

Le Royaume-Uni se trouve en deuxième position des pays partenaires pour les coproductions télévisuelles. La part des œuvres coproduites avec ce pays se situe à 20 %, que ce soit en termes de nombre ou de valeur des budgets. La participation canadienne dans ces œuvres s'élève à 42 %; elle est plus élevée que la contribution canadienne moyenne dans les coproductions avec divers pays.

1. Ces données excluent trois projets en variétés et arts de la scène coproduits entre 2008 et 2010.

En ce qui concerne les coproductions cinématographiques régies par des traités, la France est également le premier partenaire. En dix ans, 53 % des coproductions cinématographiques officielles sont réalisées avec la France comme unique partenaire. La valeur de ces œuvres s'élève à 68 % de la valeur de l'ensemble des coproductions de ce type et ces œuvres constituent 53 % du nombre de coproductions de ce type. La participation canadienne dans les coproductions cinématographiques avec la France s'élève à 42 % en 10 ans.

Le Royaume-Uni est beaucoup moins présent dans la production cinématographique au Québec que dans la production télévisuelle. Il est en 5^e position en termes de nombre, derrière la Belgique, la Suisse et l'Allemagne et en 7^e position en termes de valeur. De plus, la participation canadienne dans ces œuvres est assez faible, soit 26 %.

Coproductions dans les données du CIRQ

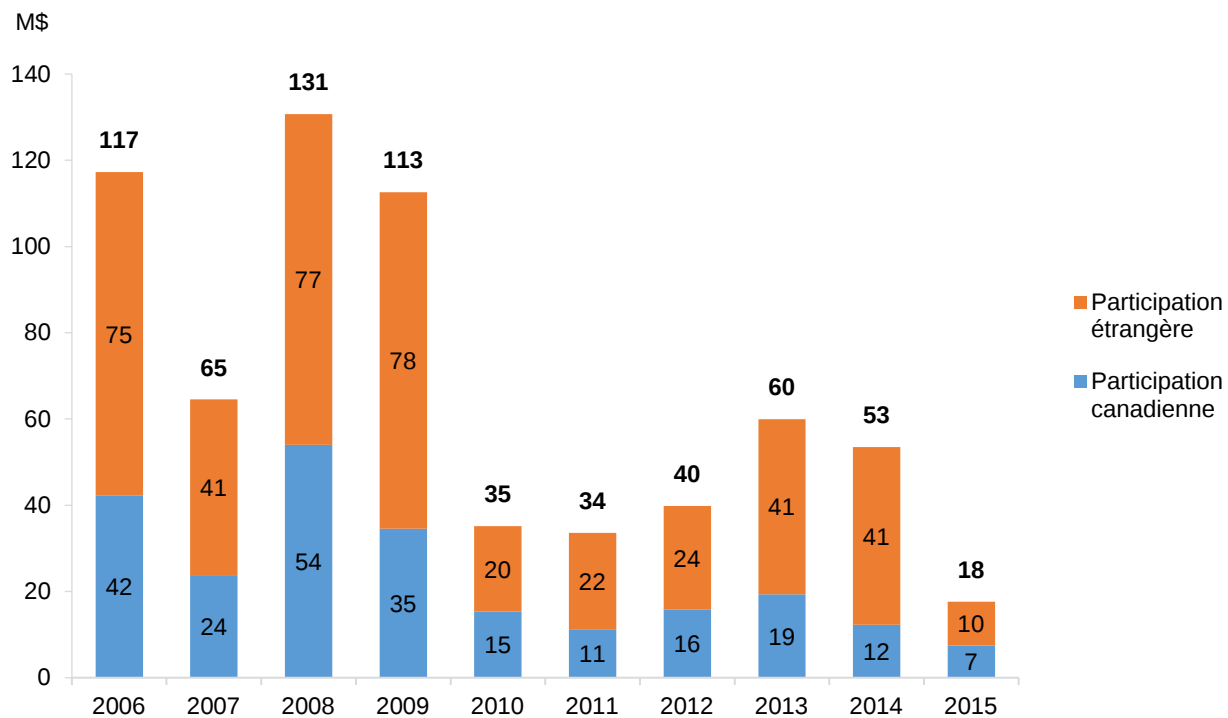
En 2015-2016, le nombre de coproductions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique administré par la SODEC (CIRQ) est à son niveau le plus bas depuis les dix dernières années. La réduction du nombre de coproductions est plus marquée pour les productions autres que les longs métrages de fiction. Ces dernières sont passées de 15 en 2010-2011 à 12 en 2015-2016, alors que les autres types de productions sont passés de 35 en 2010-2011 à 14 en 2015-2016. La valeur des coproductions diminue constamment depuis 2012-2013 pour s'établir à 118 M\$ en 2015-2016 (- 38,5 % depuis 2012-2013). La plus grande partie de cette diminution est due aux autres types de productions que les longs métrages de fiction (- 74 % entre 2012-2013 et 2015-2016), la valeur des coproductions de longs métrages de fiction ayant diminué de 9 % durant la même période.

Note

Par rapport aux coproductions régies par des traités dans l'ensemble du Canada, le Québec produit très peu de coproductions télévisuelles. Selon le *Profil* canadien, la valeur des coproductions télévisuelles régies par des traités s'élève à 272 M\$ en 2015. La part au Québec serait donc inférieure à 10 %. Par contre, 67 % de la valeur des coproductions cinématographiques régies par des traités provient de la coproduction au Québec. Pour les coproductions cinématographiques en français, la quasi-totalité est produite au Québec.

Figure 6-1

Valeur des coproductions audiovisuelles de type télévisuel¹ régies par des traités selon la participation, Québec, 2006 à 2015



1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-2

Coproductions audiovisuelles de type télévisuel¹ régies par des traités, Québec, 2006 à 2015



1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6-1

Coproductions audiovisuelles de type télévisuel¹ régies par des traités selon le genre, Québec, 2006 à 2015

	2006 à 2010	2011 à 2015	Total	2006 à 2010	2011 à 2015	Total
Volume global						
	M\$			%		
Dramatiques (fiction)	176	80	256	38,3	38,9	38,5
Documentaires	113	89	202	24,5	43,3	30,3
Enfants et jeunes	171	36	208	37,2	17,8	31,2
Total	460	205	665	100,0	100,0	100,0
Œuvres						
	n			%		
Dramatiques (fiction)	16	4	20	16,3	6,0	12,1
Documentaires	54	55	109	55,1	82,1	66,1
Enfants et jeunes	28	8	36	28,6	11,9	21,8
Total	98	67	165	100,0	100,0	100,0
Budget moyen						
	M\$			%		
Dramatiques (fiction)	11,0	19,9	12,8	...	...	...
Documentaires	2,1	1,6	1,8	...	...	...
Enfants et jeunes	6,1	4,5	5,8	...	...	...
Tous les genres	4,7	3,1	4,0	...	...	...

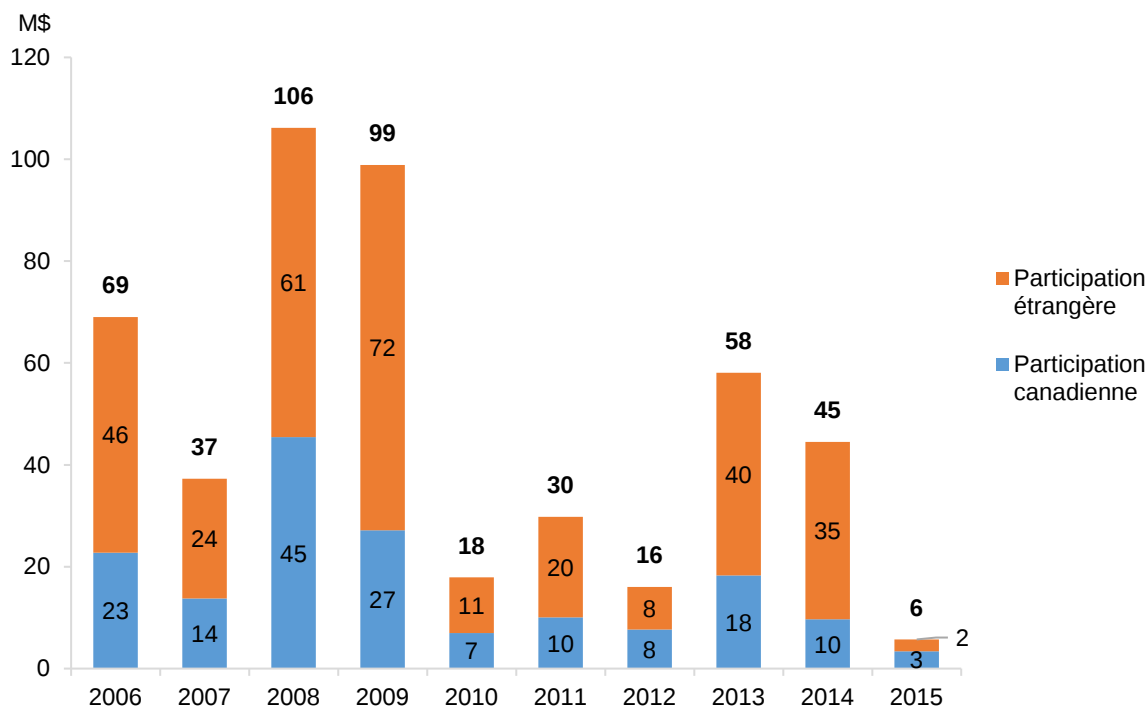
1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-3

Valeur des coproductions audiovisuelles de langue anglaise, de type télévisuel, régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015



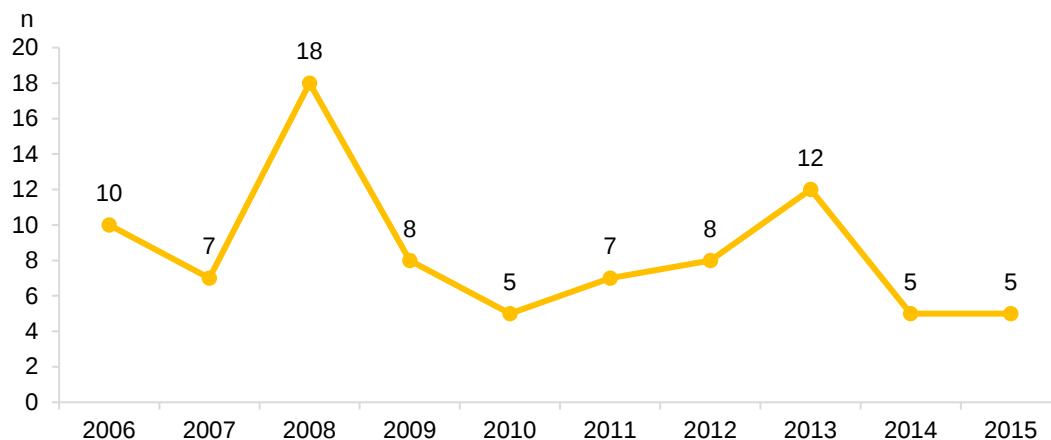
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-4

Coproductions audiovisuelles de langue anglaise, de type télévisuel, régies par des traités, Québec, 2006-2015

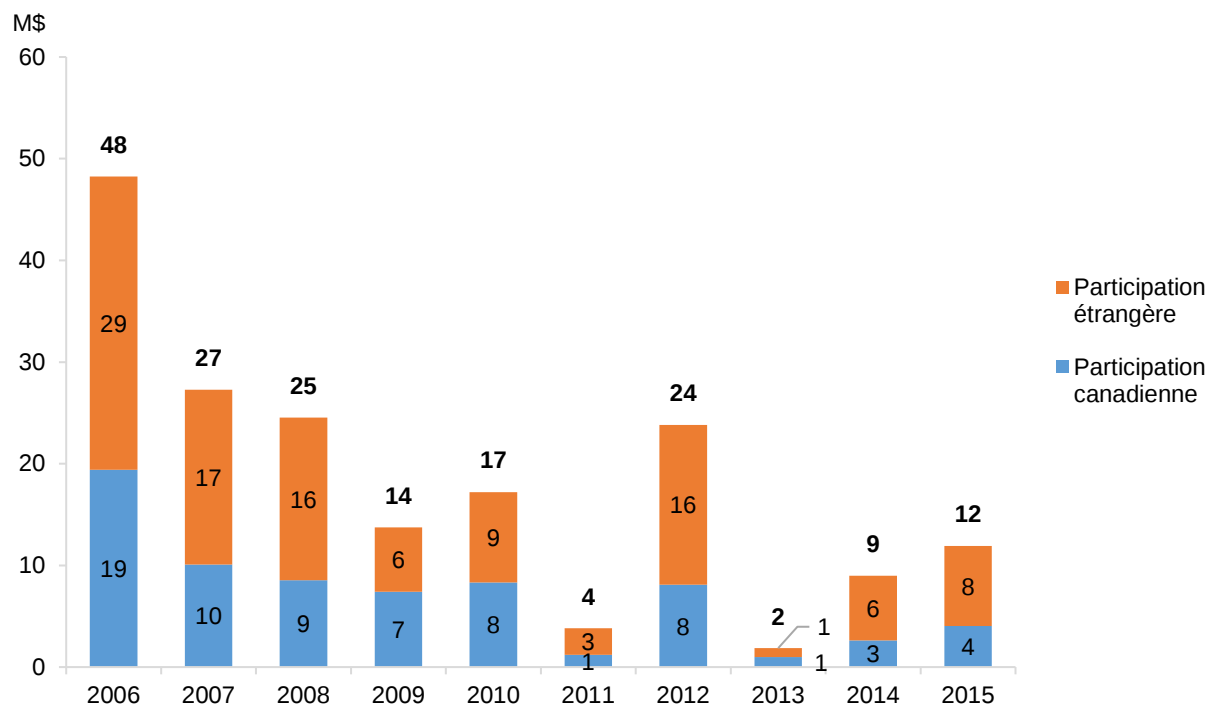


Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-5

Valeur des coproductions audiovisuelles de langue française, de type télévisuel¹, régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015



1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

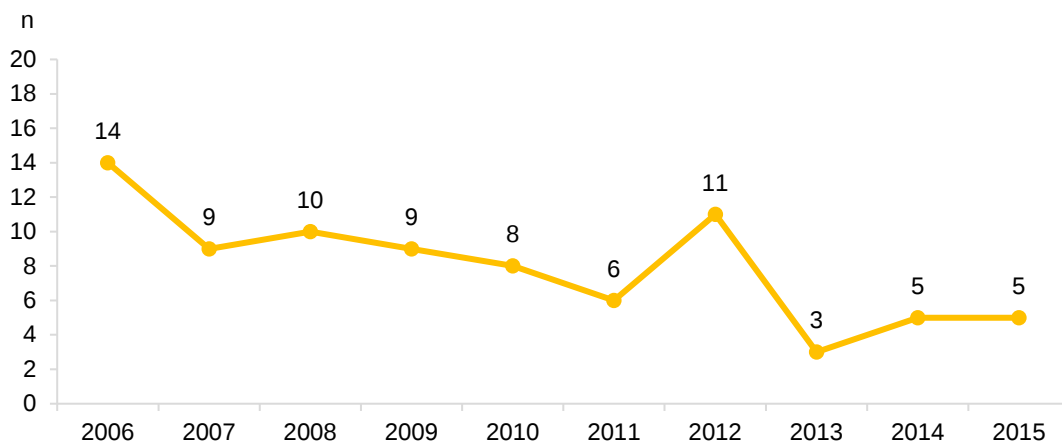
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-6

Coproductions audiovisuelles de langue française, de type télévisuel¹, régies par des traités, Québec, 2006-2015



1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6-2

Pays partenaires des coproductions audiovisuelles de type télévisuel¹ régies par des traités, Québec, 2006 à 2015

	Volume global		Participation canadienne	
	n	M\$	M\$	%
France	89	304	109	36
Royaume-Uni	33	131	55	42
Allemagne	6	69	16	24
Israël	6	3	2	60
Brésil	4	14	5	40
Roumanie	3	7	4	55
Mexique	2	3	1	55
Autres productions bipartites	7	39	15	37
Coproductions multipartites	15	96	29	30
Total	165	665	236	35

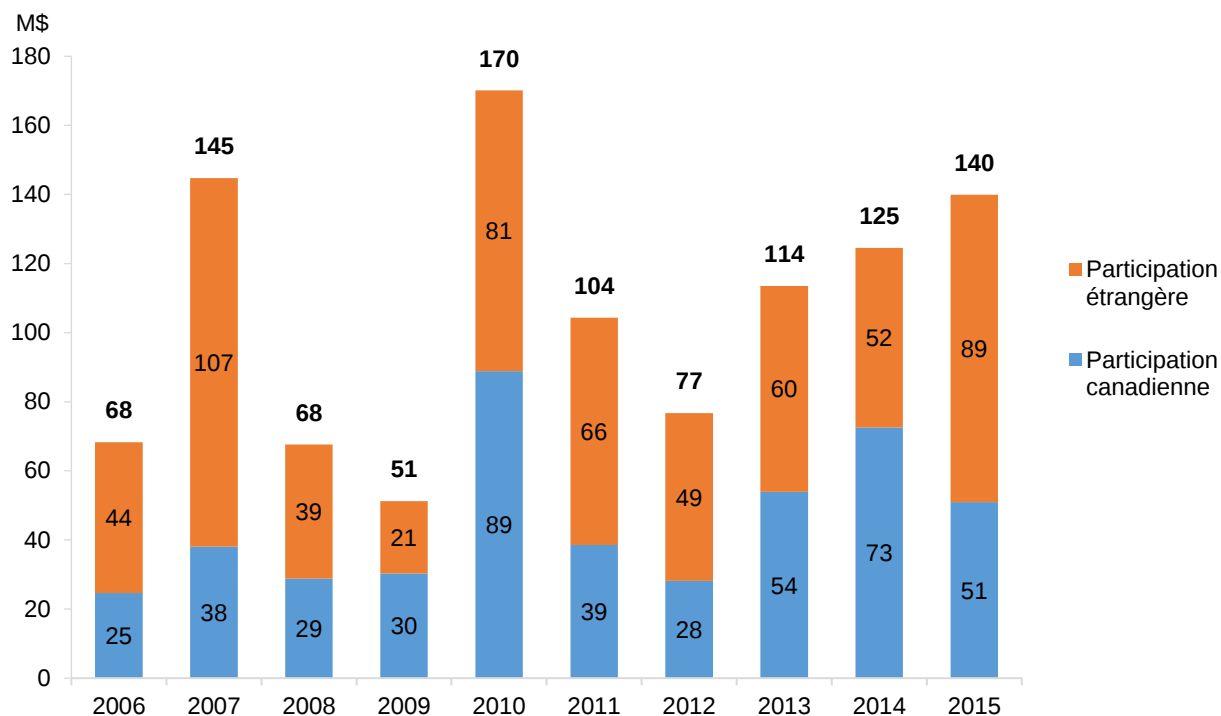
1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-7

Valeur des coproductions audiovisuelles de type cinématographique régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015



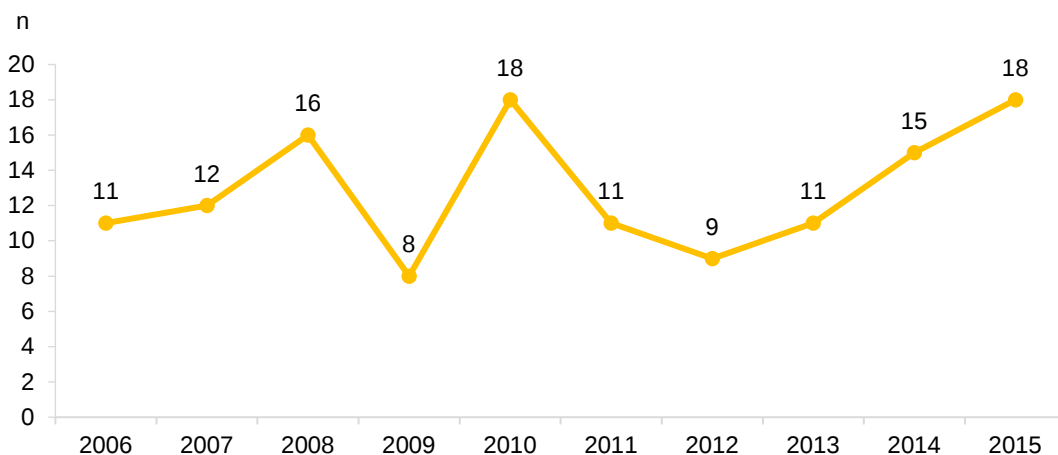
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-8

Coproductions audiovisuelles de type cinématographique régies par des traités, Québec, 2006-2015

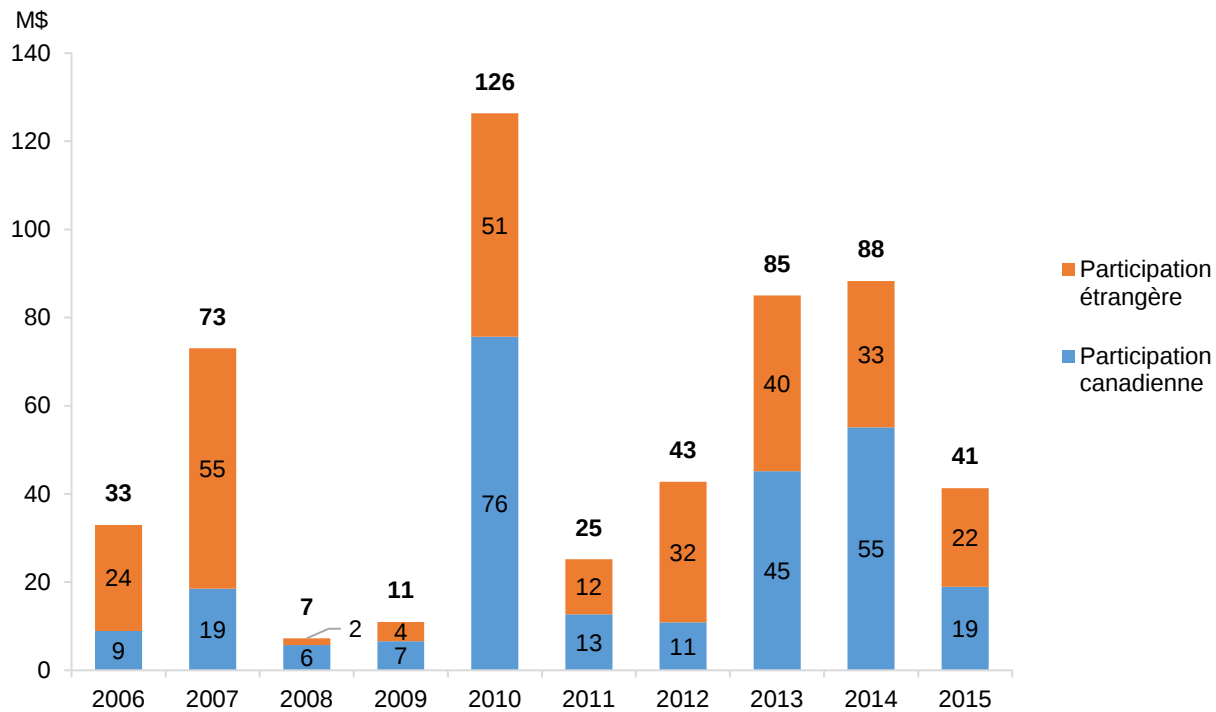


Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-9

Valeur des coproductions audiovisuelles de langue anglaise, de type cinématographique, régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015



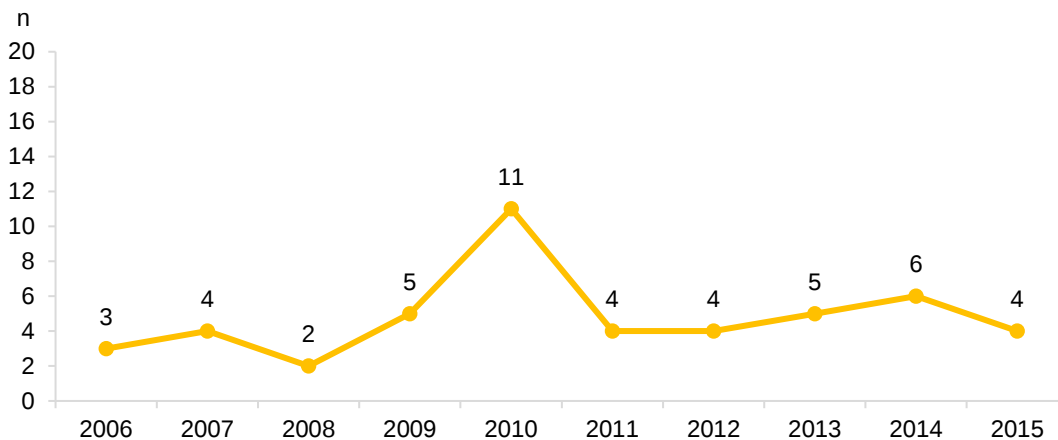
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-10

Coproductions audiovisuelles de langue anglaise, de type cinématographique, régies par des traités, Québec, 2006-2015

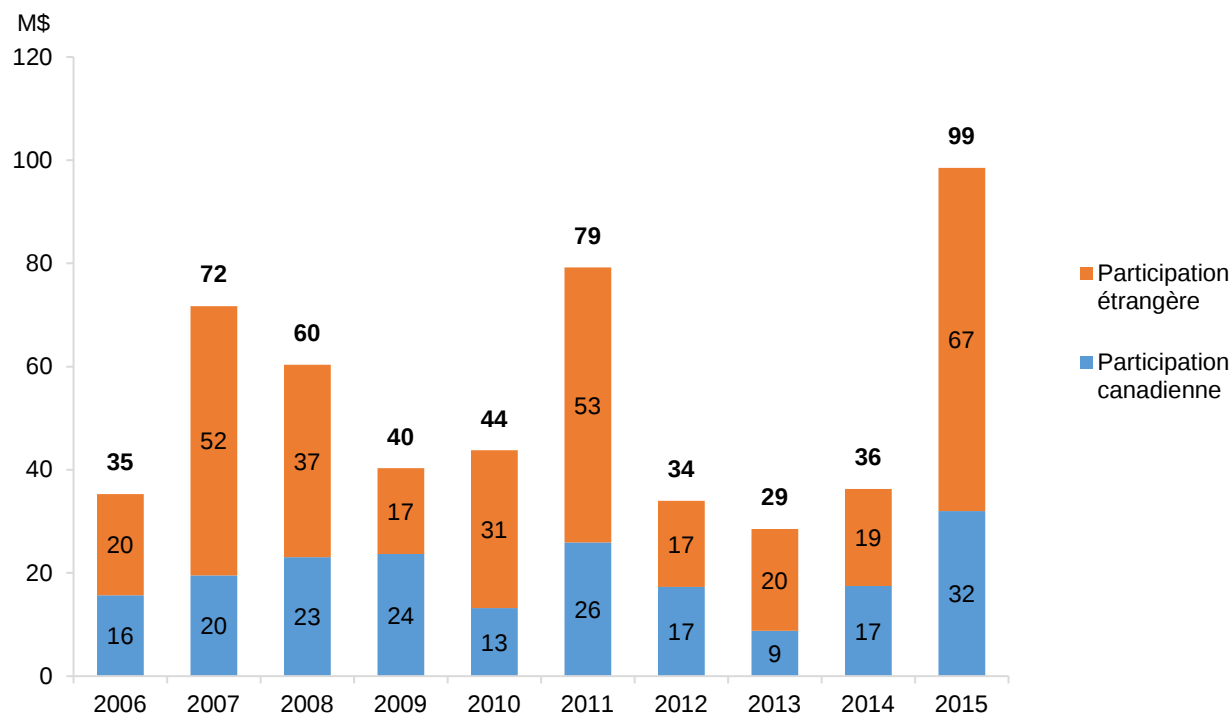


Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-11

Valeur des coproductions audiovisuelles de langue française, de type cinématographique, régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015



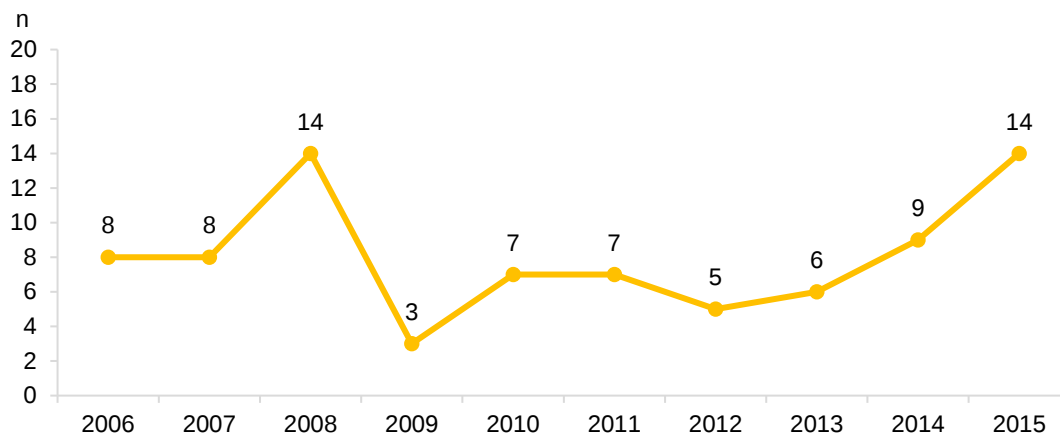
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-12

Coproductions audiovisuelles de langue française, de type cinématographique, régies par des traités, Québec, 2006-2015



Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6-3

Pays partenaires des coproductions audiovisuelles de type cinématographique régies par des traités, Québec, 2006 à 2015

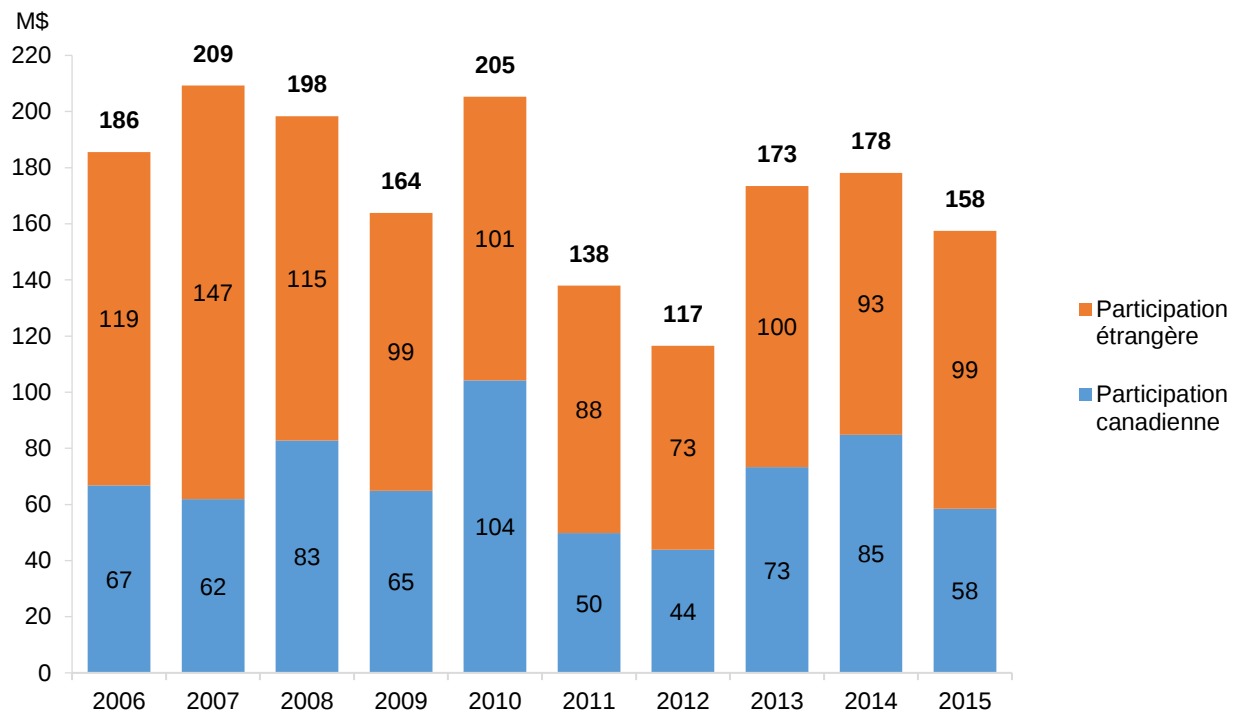
	Volume global		Participation canadienne	
	n	M\$	M\$	%
France	68	724	307	42
Belgique	7	33	13	40
Suisse	7	20	9	44
Allemagne	5	45	25	56
Royaume-Uni	4	15	4	26
Chine	4	7	4	53
Israël	3	6	2	37
Italie	3	30	23	77
Afrique du Sud	2	22	5	22
Australie	2	4	2	53
Irlande	2	15	11	69
Japon	2	3	2	67
Luxembourg	2	6	4	62
Autres productions bipartites	8	18	10	54
Coproductions multipartites	10	112	34	31
Total	129	1 061	455	43

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-13

Valeur des coproductions audiovisuelles¹ régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015



1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

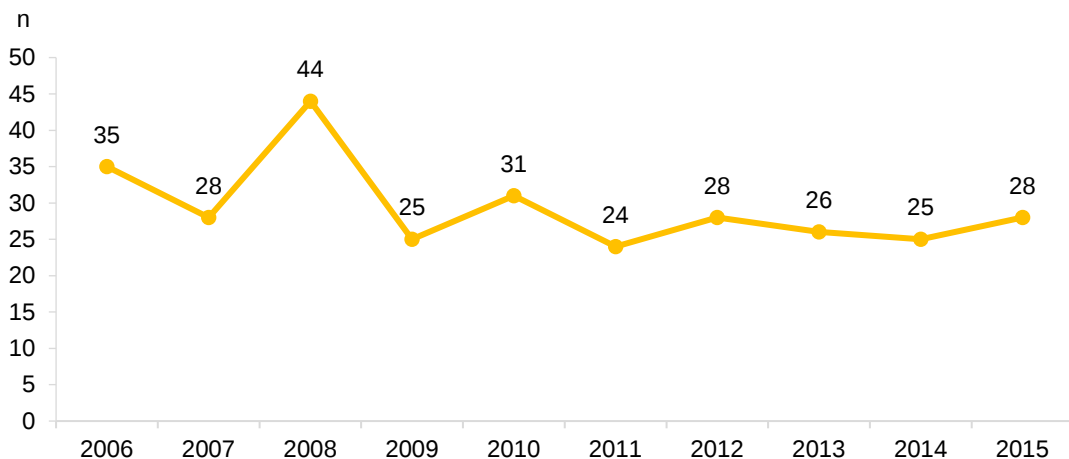
Note : es totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-14

Coproductions audiovisuelles¹ régies par des traités, Québec, 2006-2015



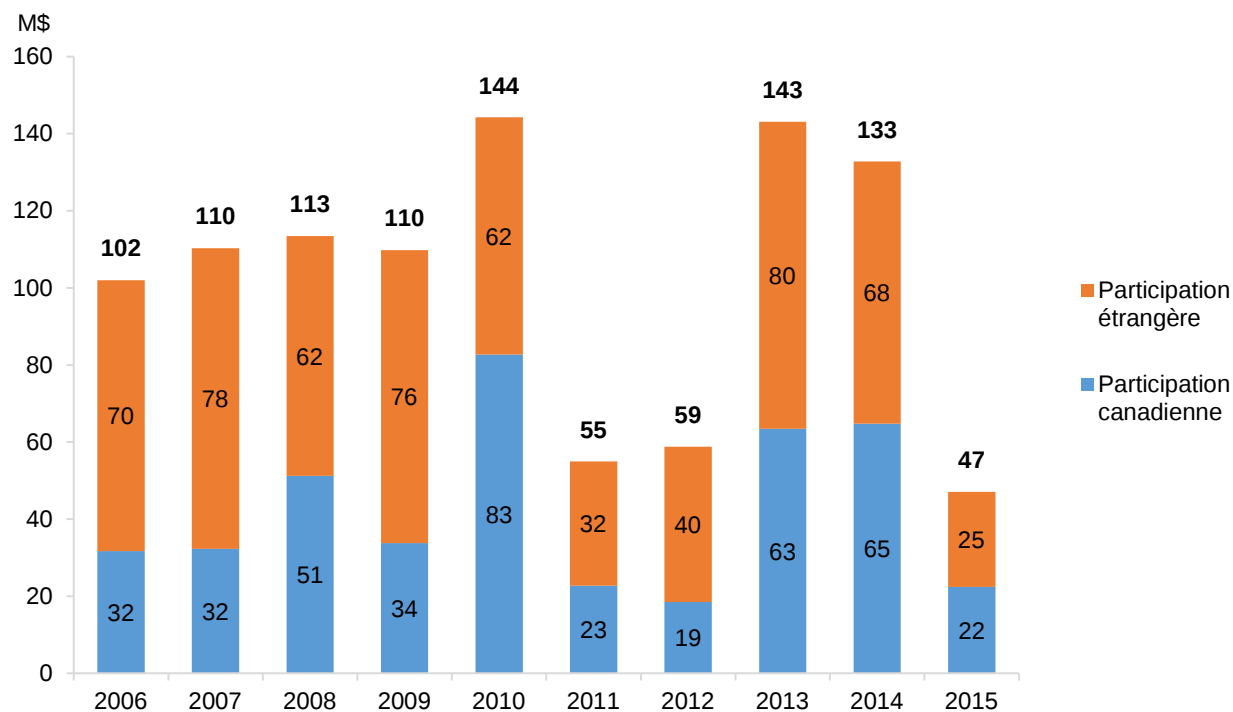
1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-15

Valeur des coproductions audiovisuelles de langue anglaise régies par des traités selon la participation, Québec, 2006 à 2015



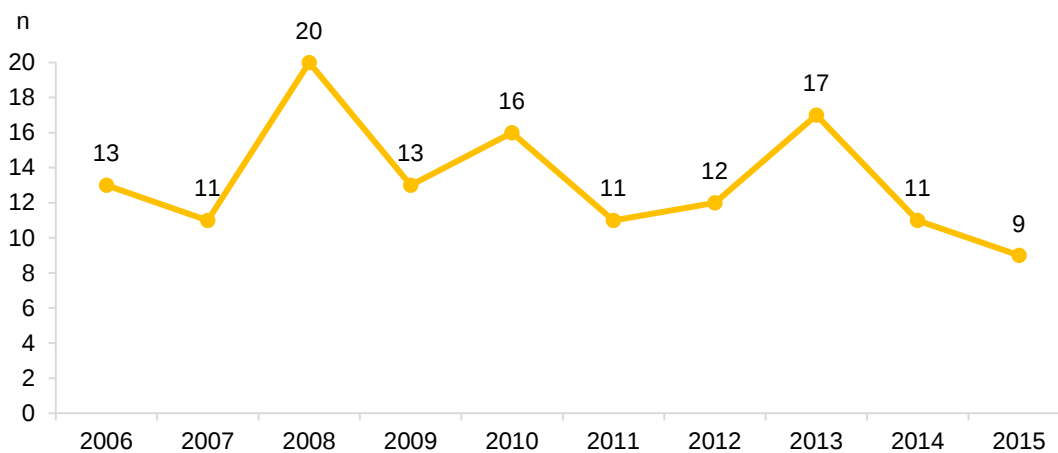
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-16

Coproductions audiovisuelles de langue anglaise régies par des traités, Québec, 2006 à 2015

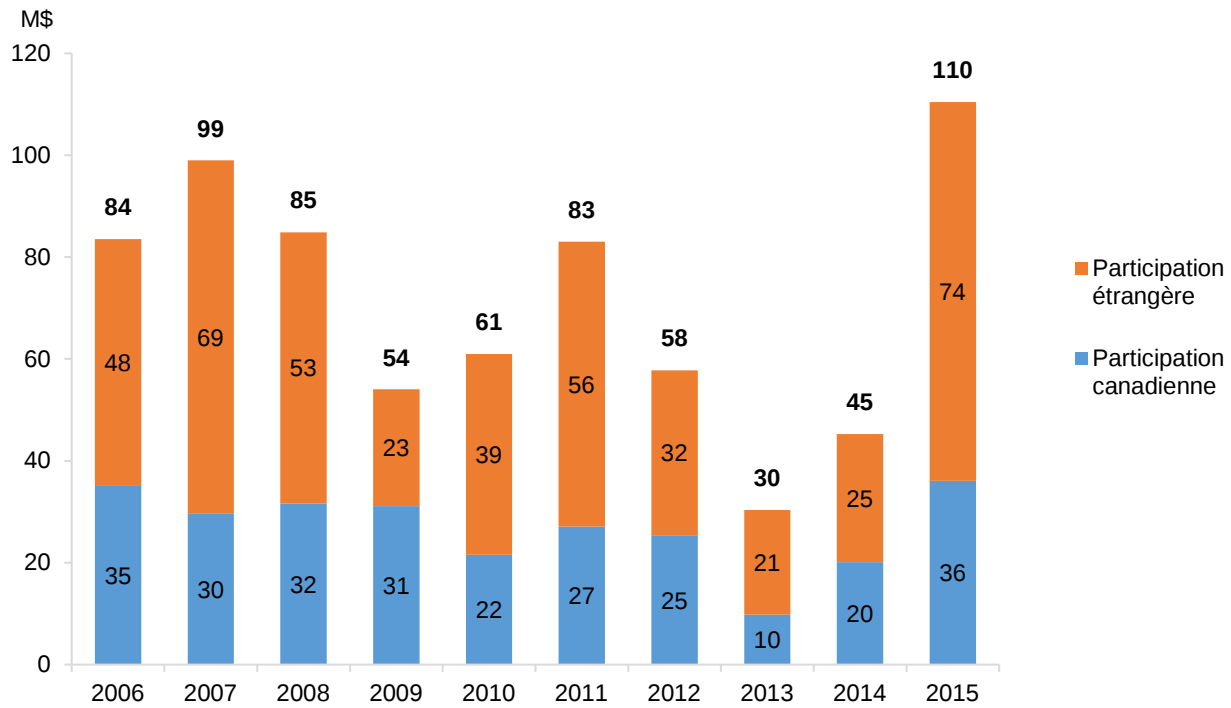


Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-17

Valeur des coproductions audiovisuelles¹ de langue française régies par des traités selon la participation, Québec, 2006-2015



1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

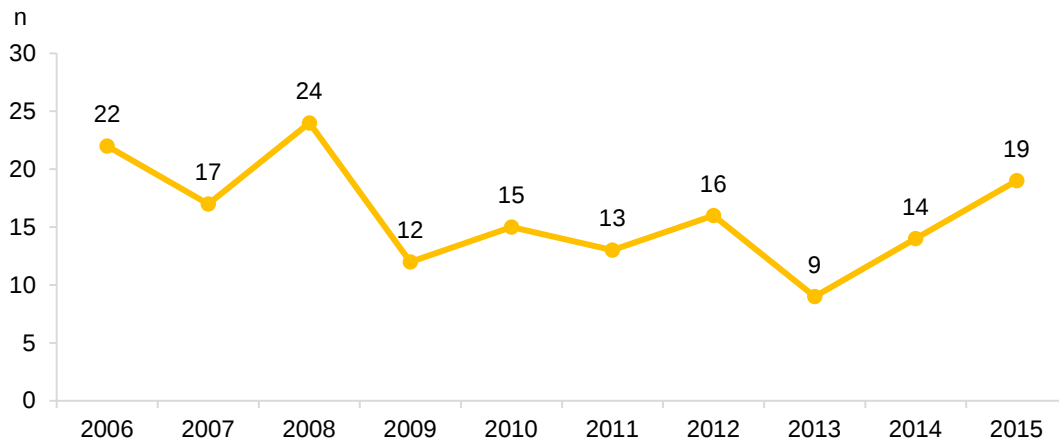
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-18

Coproductions audiovisuelles¹ de langue française régies par des traités, Québec, 2006-2015



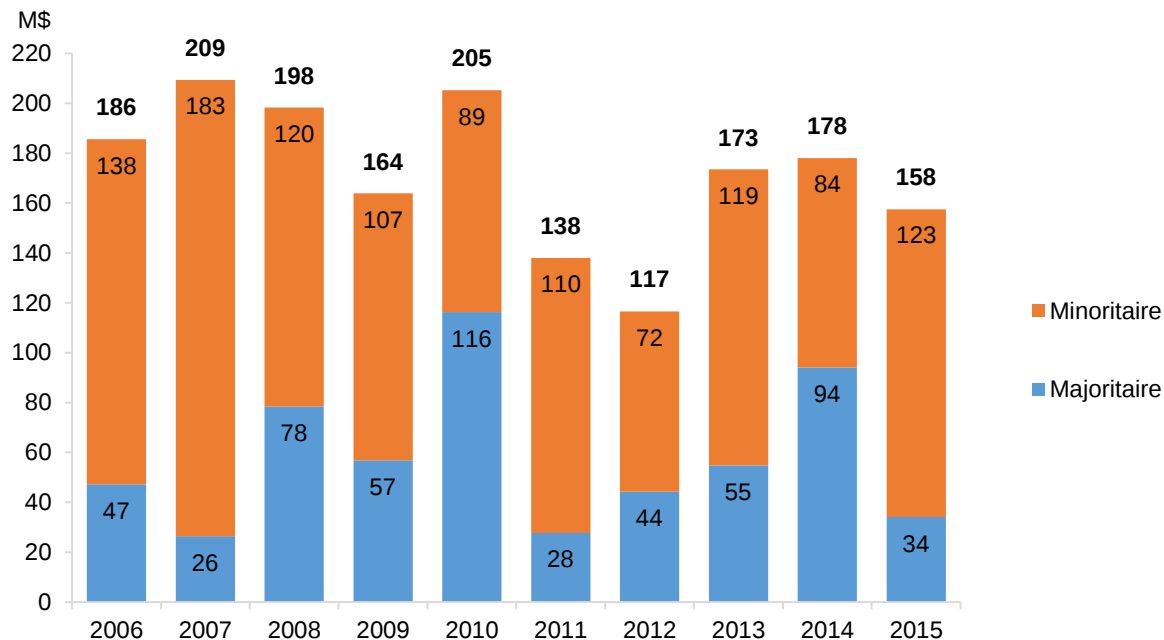
1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-19

Budget global des coproductions audiovisuelles¹ régies par des traités selon la participation canadienne², Québec, 2006-2015



1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

2. Note d'interprétation: Par exemple, le budget total de toutes les coproductions régies par des traités à participation majoritairement canadienne au Québec s'élève à 34 M\$ en 2015.

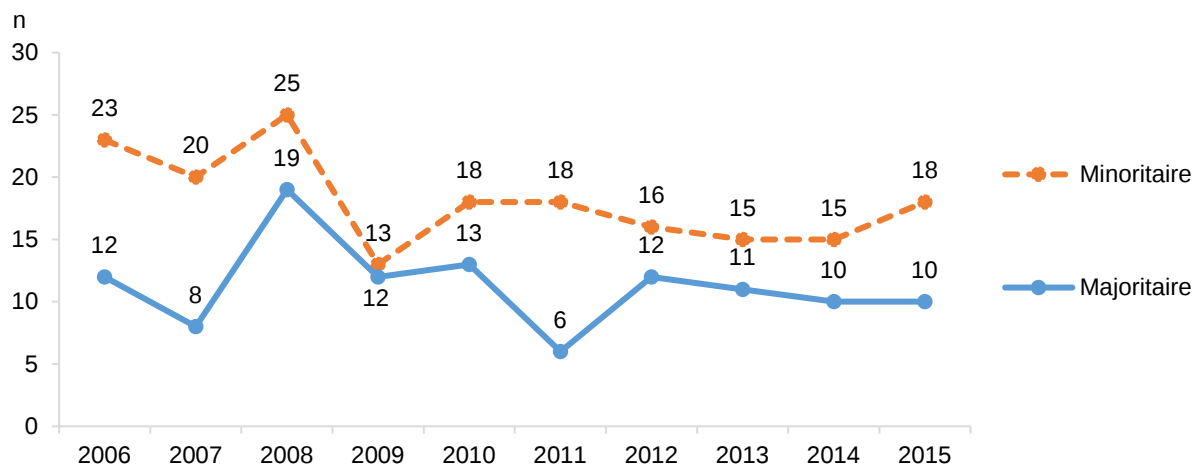
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-20

Coproductions audiovisuelles¹ régies par des traités selon la participation canadienne, Québec, 2006-2015



1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6-4

Coproductions audiovisuelles régies par des traités selon le marché et la langue, Québec, 2014 et 2015

Représentations audiovisuelles régies par des Franco-Canadiens dans les marchés d'anglais, québécois, et français							
	unité	2014			2015		
		Anglais	Français	Total	Anglais	Français	Total
Film							
Nombre	n	6	9	15	4	14	18
Participation étrangère	M\$	33	19	52	22	67	89
Participation canadienne	M\$	55	17	73	19	32	51
Part canadienne	%	62	48	58	46	32	36
Total	M\$	88	36	125	41	99	140
Télévision							
Nombre	n	5	5	10	5	5	10
Participation étrangère	M\$	35	6	41	2	8	10
Participation canadienne	M\$	10	3	12	3	4	7
Part canadienne	%	22	29	23	60	34	42
Total	M\$	45	9	53	6	12	18
Tous les marchés							
Nombre	n	11	14	25	9	19	28
Participation étrangère	M\$	68	25	93	25	74	99
Participation canadienne	M\$	65	20	85	22	36	58
Part canadienne	%	49	44	48	48	33	37
Total	M\$	133	45	178	47	110	158

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6-5

Pays partenaires des coproductions audiovisuelles¹ régies par des traités, Québec, 2006 à 2015

	Volume global		Participation canadienne	
	n	M\$	M\$	%
France	157	1 028	415	40
Royaume-Uni	37	146	59	40
Allemagne	11	114	42	37
Israël	9	9	4	44
Suisse	8	21	9	44
Belgique	7	33	13	40
Chine	4	7	4	53
Brésil	4	14	5	40
Italie	3	30	23	77
Australie	3	6	4	57
Roumanie	3	6,9	3,8	55
Autres productions bipartites	23	103	45	44
Coproductions multipartites	25	207	63	31
Total	294	1 726	691	40

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Source : Téléfilm Canada

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6-6

Coproductions audiovisuelles¹ régies par des traités selon le type de production et la langue, Québec et Canada, 2014-2015 et 2015-2016

	2014-2015		2015-2016	
	n	M\$	n	M\$
Québec				
Coproductions télévisuelles	10	54	10	18
Anglais	5	45	5	6
Français	5	9	5	12
Coproductions cinématographiques	15	124	18	140
Anglais	6	88	4	41
Français	9	36	14	99
Canada				
Coproductions télévisuelles	40	304	32	311
Anglais	36	296	25	296
Français	4	8	7	15
Coproductions cinématographiques	26	229	26	184
Anglais	18	196	11	81
Français	8	33	15	103

1. Exclut trois projets en variétés et arts de la scène.

Sources :

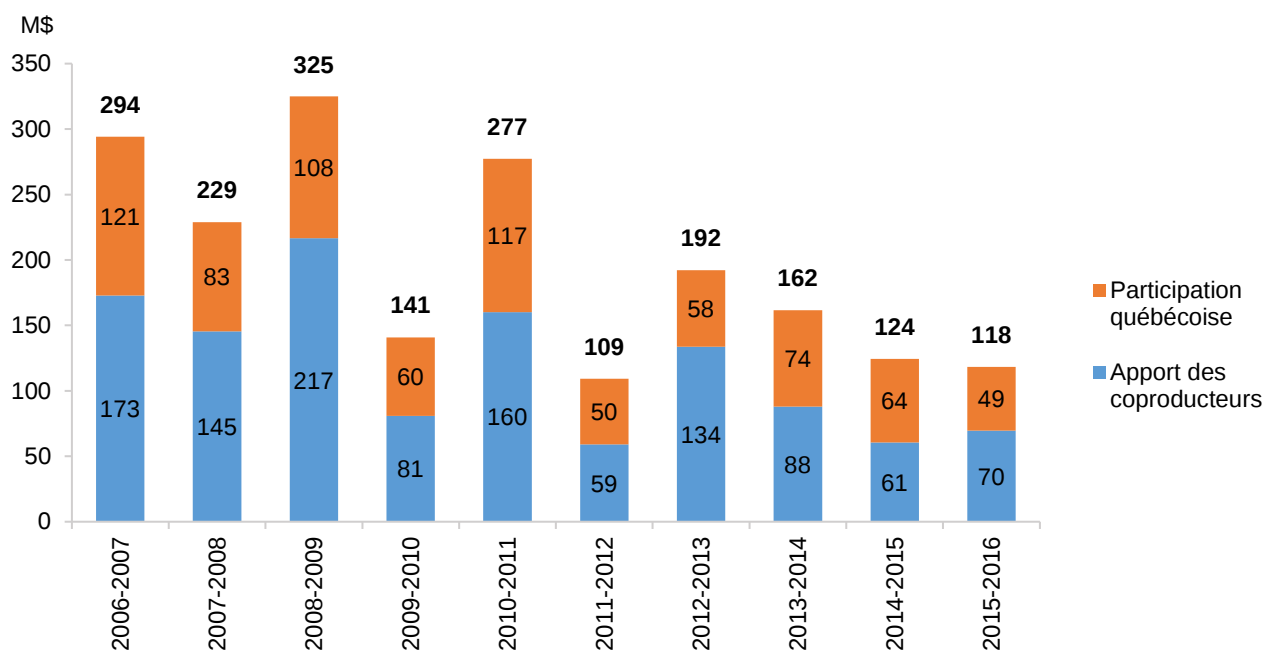
Téléfilm Canada

Nordicité (2017), *Profil 2016 Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-21

Valeur des coproductions¹ cinématographiques et télévisuelles québécoises ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2006-2007 à 2015-2016



1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

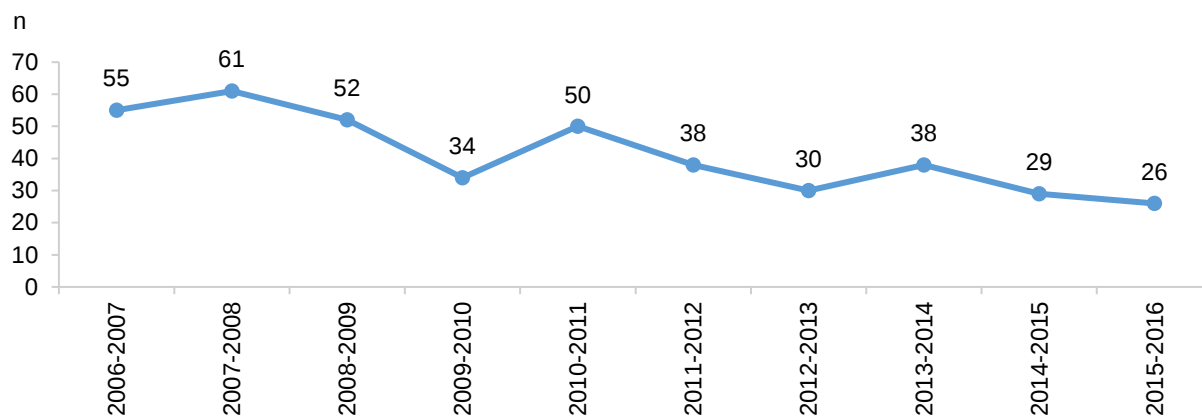
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-22

Coproductions¹ cinématographiques et télévisuelles québécoises ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2006-2007 à 2015-2016



1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

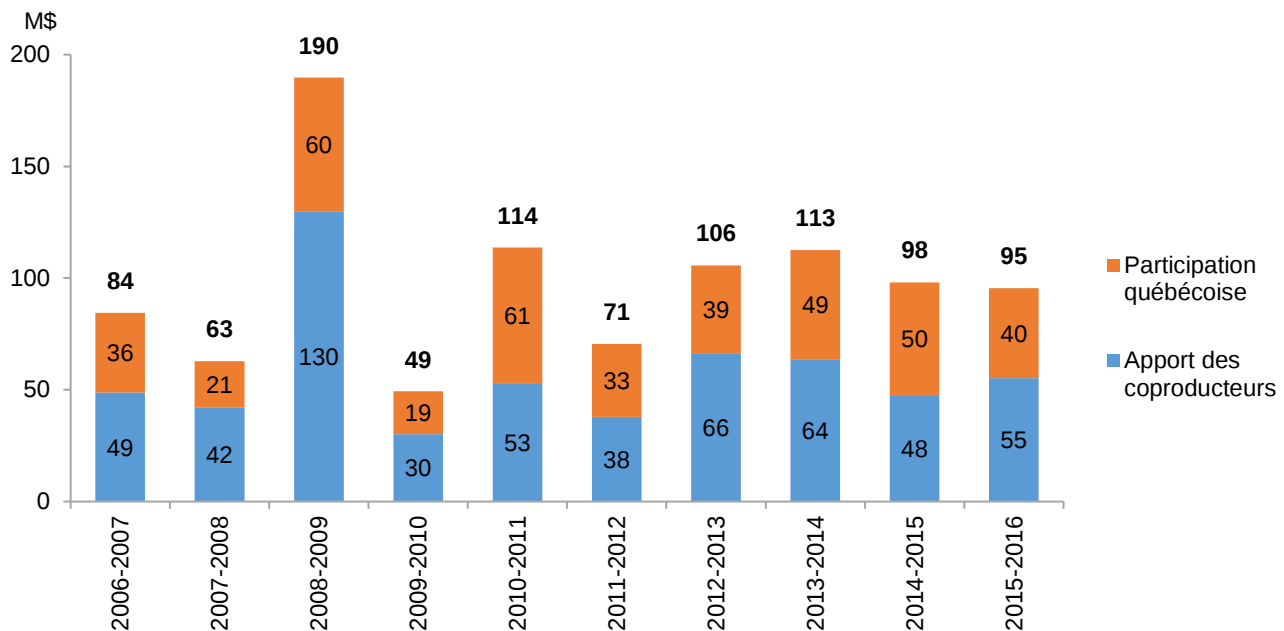
2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-23

Valeur des coproductions¹ de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2006-2007 à 2015-2016



1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

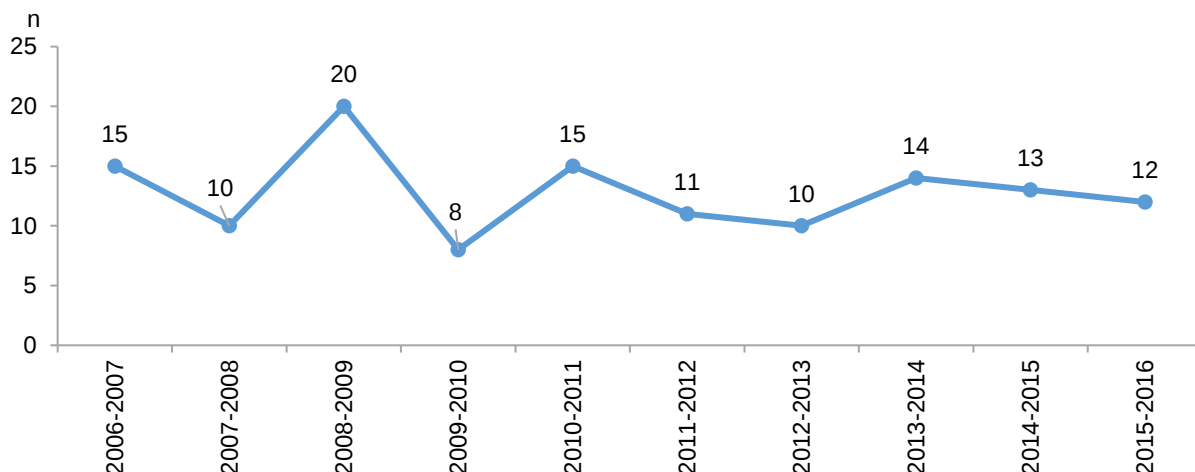
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-24

Coproductions¹ de longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2006-2007 à 2015-2016



1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

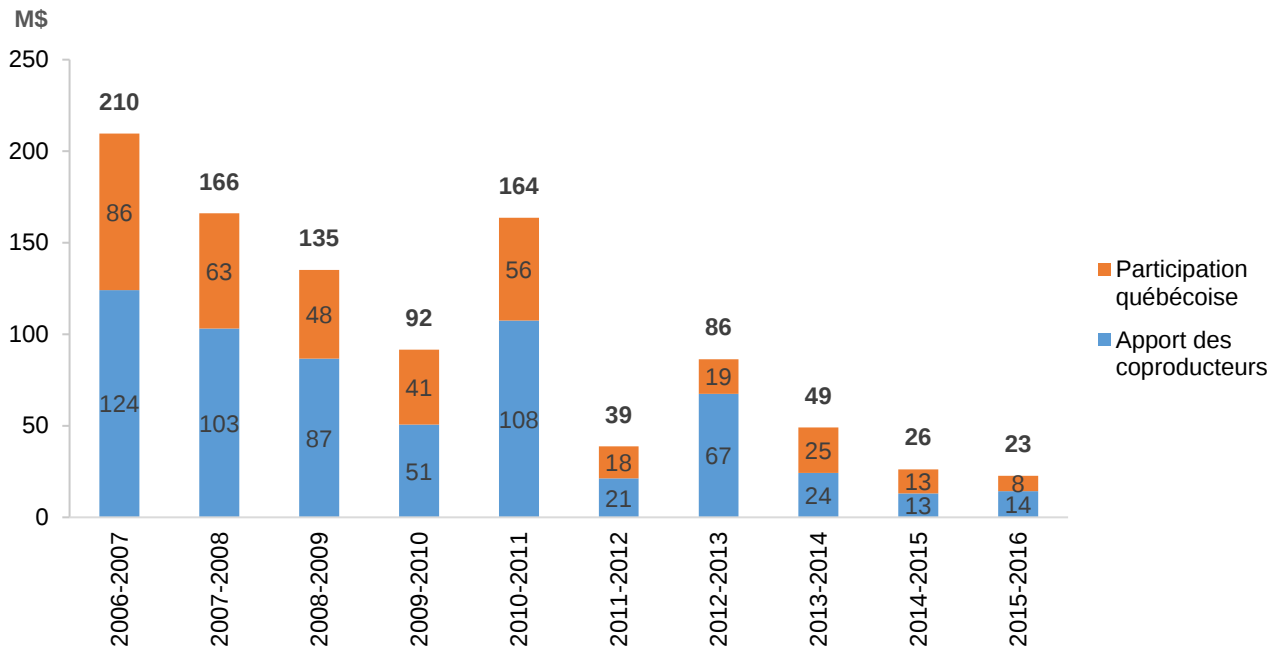
2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-25

Valeur des coproductions¹ autres que des longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2006-2007 à 2015-2016



1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

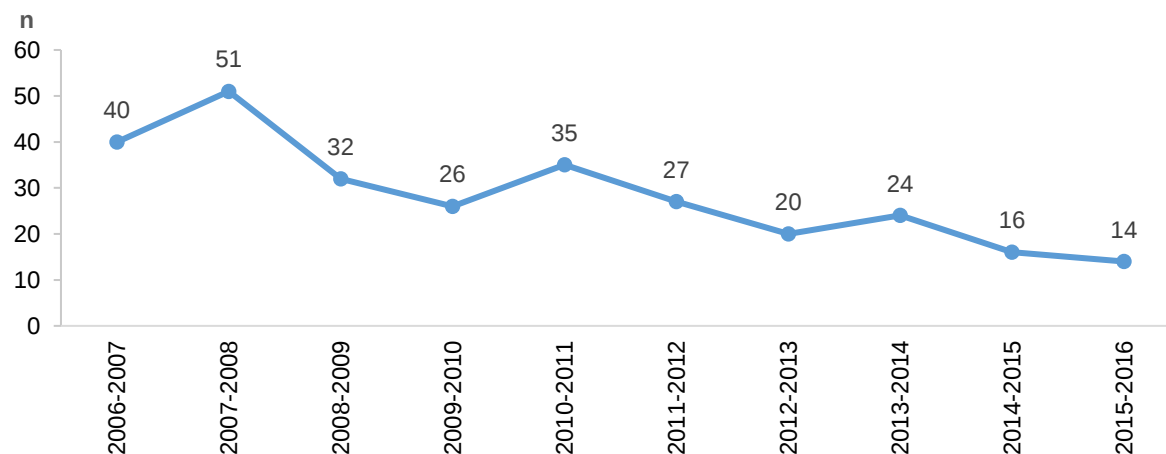
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6-26

Coproductions¹ autres que des longs métrages de fiction ayant bénéficié du CIRQ², Québec, 2006-2007 à 2015-2016



1. La participation québécoise et l'apport des coproducteurs correspondent à la valeur du financement des œuvres.

2. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6-7

Nombre de coproductions¹ majoritaires et minoritaires² ayant bénéficié du CIRQ³, Québec, 2006-2007 à 2015-2016

	Majoritaires	Minoritaires	Total
	n		
2006-2007	24	31	55
2007-2008	20	40	60
2008-2009	18	34	52
2009-2010	18	16	34
2010-2011	20	30	50
2011-2012	14	24	38
2012-2013	10	20	30
2013-2014	x	x	38
2014-2015	17	12	29
2015-2016	x	x	26

1. Le nombre de coproductions indiqué dans ce tableau diffère du nombre indiqué dans les tableaux et figures basés sur les données de Téléfilm Canada parce que des coproductions peuvent ne pas être régies par des traités, comme certaines coproductions interprovinciales.

2. Il s'agit de coproductions dont la part québécoise est majoritaire ou minoritaire, contrairement à la figure 6-13 où il s'agit de coproductions dont la part canadienne est majoritaire ou minoritaire.

3. CIRQ : Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6-8

Principaux pays partenaires¹ de coproductions de longs métrages² au Québec, 2006 à 2015

	Nombre de coproductions
France	71
Belgique	18
Royaume-Uni	14
États-Unis	9
Allemagne	8
Irlande	5
Suisse	5
Israël	4
Italie	4
Canada	49
Total de coproductions³ 2006 à 2015	187

1. Vingt-trois pays autres que ceux qui figurent dans ce tableau ont été partenaires dans des coproductions.

2. Longs métrages de fiction, documentaires et d'autres genres. Incluant des longs métrages destinés à la télévision, aux salles de cinéma et à d'autres marchés.

3. Le total peut ne pas être égal à la somme des parties. En effet, il correspond au nombre total de coproductions, sans égard au nombre de pays partenaires dans une même coproduction. Voir aussi la note 1.

Source : Cinémathèque québécoise.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

7. LA PRODUCTION ÉTRANGÈRE ET LES SERVICES DE PRODUCTION

Faits saillants de 2015-2016



- Hausse de 27 % du nombre de projets certifiés;



- Baisse de 7 % de la valeur de la production étrangère et des services de production certifiés;



- On dénombre 84 projets certifiés en 2015-2016, pour une valeur totale de 380 M\$;
- Le tiers des productions certifiées pour un tournage en 2015 sont d'origine états-unienne.
- Entre 2006 et 2015, 51 % des productions bénéficiant du Programme du crédit d'impôt remboursable pour les services de production cinématographique et télévisuelle sont d'origine états-unienne, alors que 24 % sont québécoises ou canadiennes.

Les données présentées dans ce chapitre sont celles des productions certifiées par le Programme du crédit d'impôt remboursable pour les services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Ces projets sont généralement associés aux tournages étrangers. Toutefois, les producteurs québécois et canadiens peuvent s'en prévaloir.

Les données sont présentées sur deux bases différentes, mais reliées : d'abord selon l'année de certification des projets, ensuite selon l'année de tournage des projets. Bien que les données selon l'année de tournage soient plus intéressantes, elles sont souvent ajustées (à la hausse) au fur et à mesure que les producteurs livrent cette information à la SODEC. Ces données administratives sur les tournages offrent donc un indicateur peu fiable des fluctuations récentes. Il vaut mieux utiliser ces données pour suivre les tendances à moyen et long terme.

Les données selon l'année de certification pour le CIRSPQ offrent un indicateur plus stable, mais ne mesurent pas forcément le volume de production chaque année pour les raisons suivantes : 1) la certification peut être obtenue dans une année différente de celle où ont lieu les activités de production et 2) il peut y avoir des fluctuations indépendantes du volume de production lorsque, par exemple, la SODEC consacre plus de ressources à l'étude des dossiers ou quand le gouvernement annonce des modifications touchant les taux du crédit ou les conditions d'admissibilité.

La valeur de la production étrangère et des services de production certifiés diminue de 6,5 % en 2015-2016 pour s'établir à 380 M\$. Il faut dire que l'année 2014-2015 était une année record pour les productions certifiées CIRSPQ. Or, le nombre de projets certifiés en 2015-2016 augmente : 66 projets avaient été certifiés en 2014-2015, et 84 l'ont été en 2015-2016. Cela représente une hausse de 27 %.

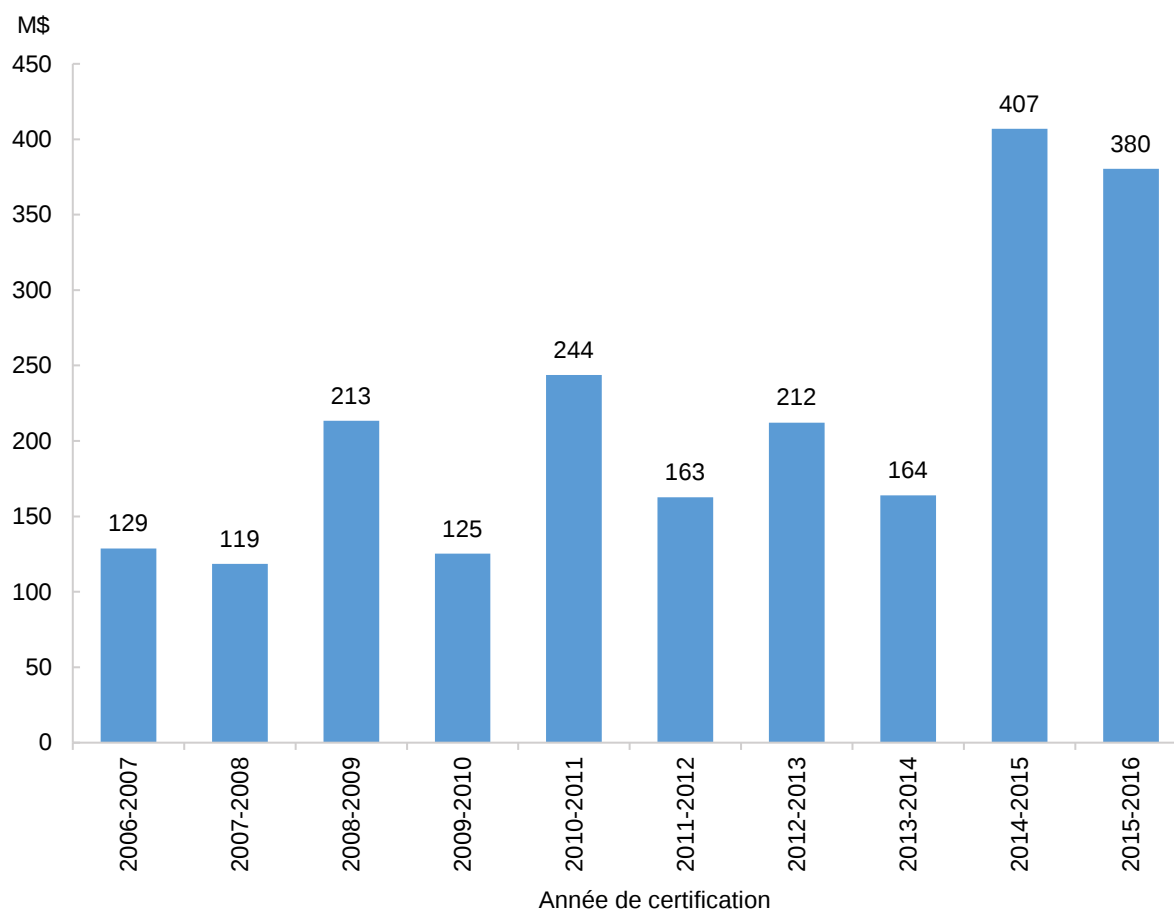
Les données sur le volume de production étrangère et de services de production selon l'année de tournage semblent indiquer une baisse de l'activité en 2015. Toutefois, comme il est mentionné précédemment, observer les résultats sur plusieurs années offre un meilleur aperçu de la situation que le fait de n'étudier que les deux dernières années¹. Il y a effectivement eu une croissance significative de l'activité depuis 2009.

Au cours des dix dernières années, la majorité des productions bénéficiant du CIRSPQ sont d'origine états-unienne (51 % entre 2006 et 2015). Il y a aussi un nombre significatif de productions canadiennes et québécoises (24 % des productions) et françaises (11 % des productions).

1. Par exemple, la compilation en 2013 des productions réalisées en 2012 était basée sur 18 productions d'une valeur de 101 M\$. La compilation en 2014 des activités de production pour 2012 porta le nombre de tournages en 2012 à 31 et la valeur à 164 M\$. La compilation en 2015 porta le nombre de tournages en 2012 à 41 et la valeur à 276 M\$.

Figure 7-1

Valeur de la production étrangère et des services de production¹ selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2006-2007 à 2015-2016



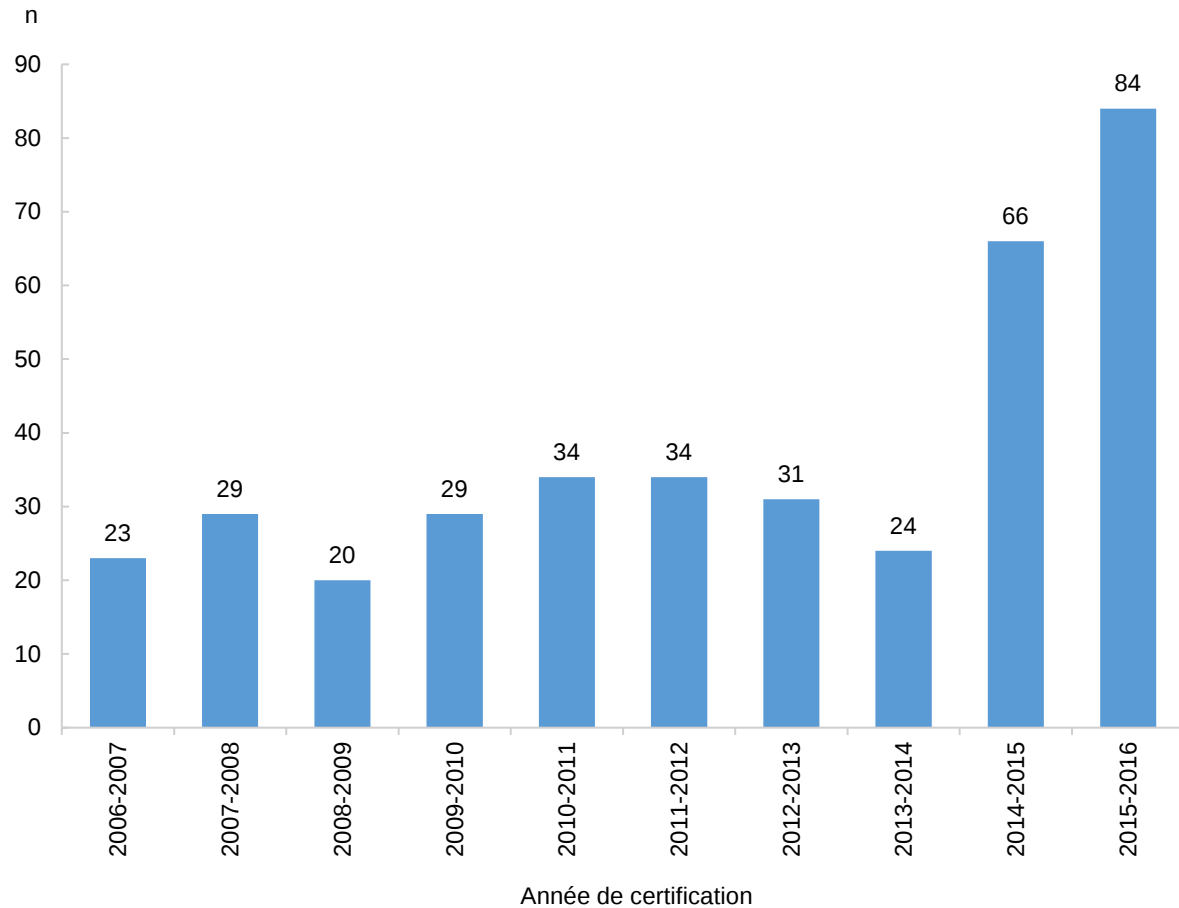
1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ), selon l'année de délivrance de la certification. Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois (CIRQ).

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7-2

Projets de production étrangère et de services de production¹ selon l'année de délivrance de la décision préalable favorable, Québec, 2006-2007 à 2015-2016



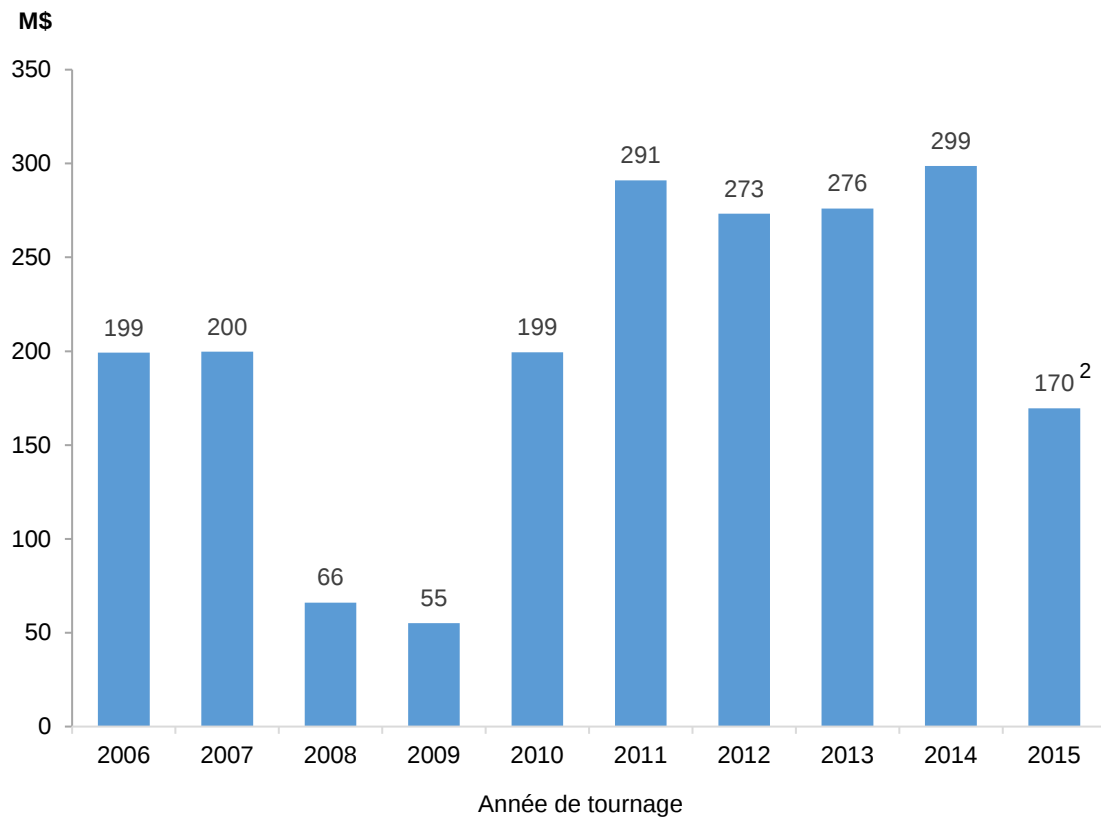
1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ), selon l'année de délivrance de la certification. Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois (CIRQ).

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7-3

Valeur de la production étrangère et des services de production¹ selon l'année de tournage, Québec, 2006 à 2015²



1. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois.

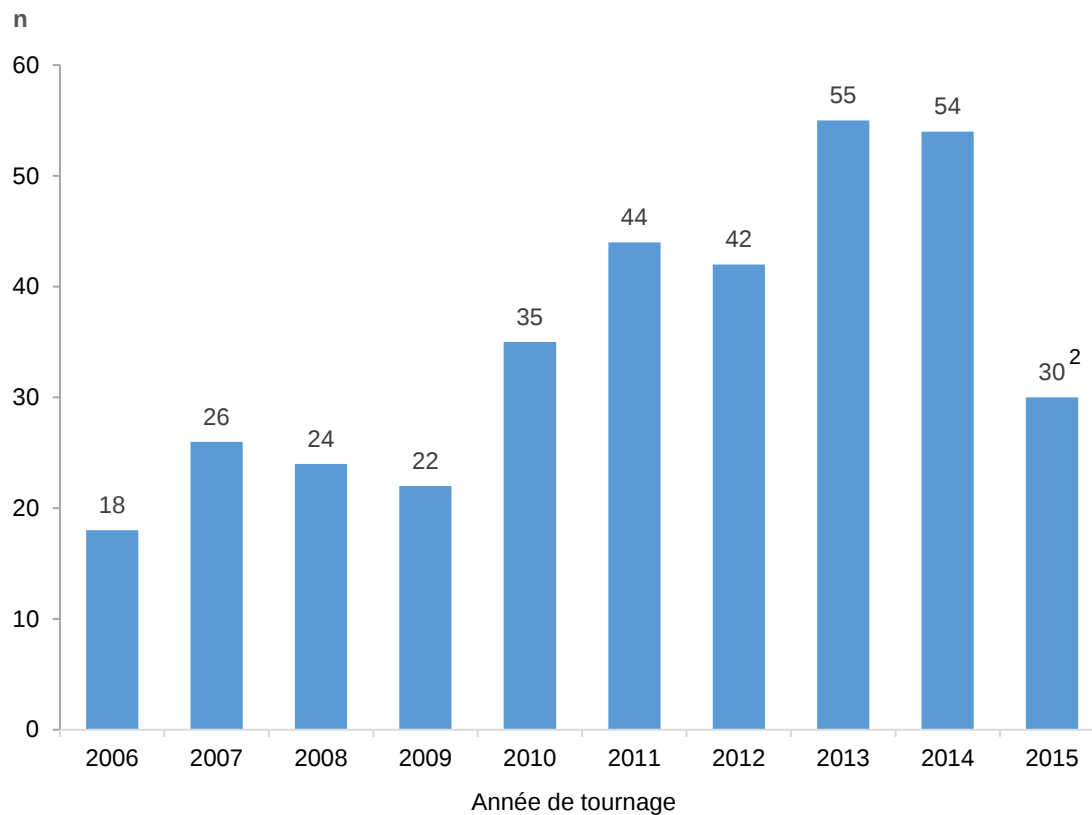
2. Le chiffre pour 2015 est provisoire.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7-4

Projets de production étrangère et de services de production¹ selon l'année de tournage Québec, 2006 à 2015²



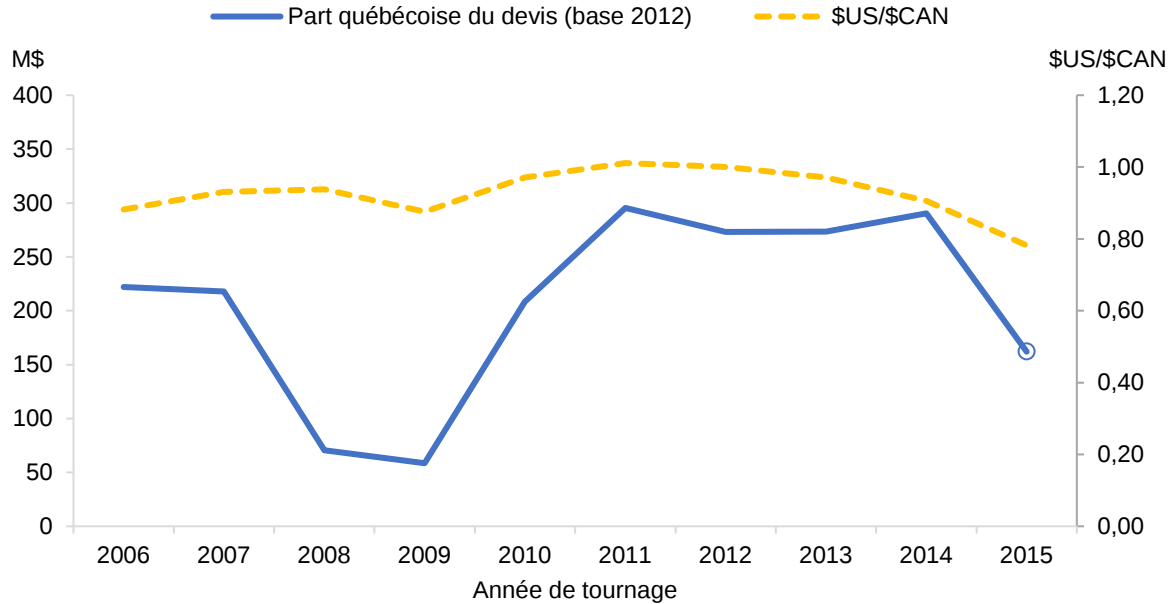
1. Il s'agit de projets ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ). Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois.
2. Le chiffre pour 2015 est provisoire.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 7-5

Valeur¹ de la production étrangère et des services de production² et taux de change du dollar canadien, Québec, 2006 à 2015³



1. En dollars constants sur la base de l'IPC 2012.

2. Il s'agit de la part québécoise du devis des productions ayant bénéficié du *Programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle*, selon l'année de tournage. Il faut noter que depuis 2010, certains producteurs québécois ont demandé ce crédit d'impôt au lieu du crédit d'impôt québécois.

3. La donnée pour 2015 est provisoire.

Sources :

Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Banque du Canada

Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, tableau 326-0021, [En ligne]. [www.statcan.gc.ca/cansim/] (consulté le 20 avril 2017).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Notes d'interprétation de la figure 7-5

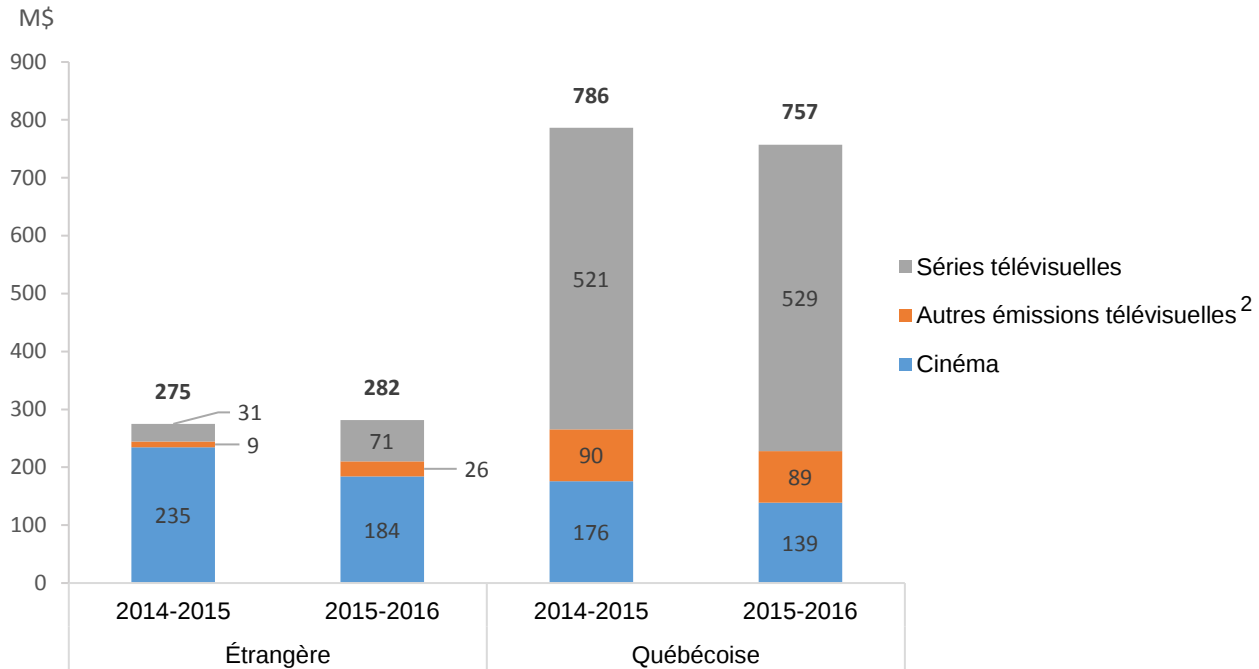
Les variations du taux de change devraient, en principe, avoir des incidences sur le volume de tournages étrangers et l'usage de services de production et de postproduction canadiens. Une baisse de la valeur du dollar canadien par rapport à d'autres devises permet des économies aux producteurs étrangers qui dépensent au Canada. Par conséquent, une baisse du taux de change devrait avoir un impact positif sur le volume de la production étrangère. Inversement, une hausse du taux de change devrait avoir un effet négatif sur le volume de la production étrangère au Canada.

Cependant, cette tendance n'est pas discernable dans les données statistiques de la figure 7-5, puisque d'autres facteurs entrent en jeu, parmi lesquels l'élargissement du crédit d'impôt pour les tournages après 2009 et les modifications aux programmes destinés à cette industrie dans les autres provinces canadiennes.

De plus, les données récentes selon l'année de tournage doivent être considérées comme partielles.

Figure 7-6

Valeur de la production étrangère¹ et de la production indépendante québécoise selon le type de production, Québec, 2014-2015 et 2015-2016



1. Les données de cette figure sont différentes de celles des figures 7-1 à 7-5. Depuis 2010, certains producteurs québécois et canadiens ont demandé de recevoir le crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ) au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ). En ce qui concerne la production étrangère représentée dans cette figure, ces productions québécoises ou canadiennes ont été retirées du lot afin de conserver uniquement les productions pour lesquelles le titulaire du droit d'auteur réside dans un pays étranger.
2. Inclut les miniséries, les téléfilms, les émissions uniques et les émissions pilotes.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant des programmes québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 7-1

Productions étrangères et œuvres faisant appel à des services de production selon le pays titulaire des droits d'auteur et l'année de tournage, Québec, 2006 à 2015

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Nombre											
États-Unis	12	17	10	13	16	27	23	23	29	10	180
France	2	2	3	2	5	2	7	4	8	5	40
Royaume-Uni	1	1	1	1	—	2	1	7	5	—	19
Allemagne	2	1	1	—	1	—	—	3	—	—	8
Québec	—	—	—	—	4	10	6	3	5	5	33
Canada ³	1	5	6	5	8	2	4	11	4	5	51
Autre ²	—	—	3	1	1	1	1	4	3	5	19
Total	18	26	24	22	35	44	42	55	54	30	350
Pourcentage											
États-Unis	67	65	42	59	46	61	55	42	54	33	51
France	11	8	13	9	14	5	17	7	15	17	11
Royaume-Uni	6	4	4	5	—	5	2	13	9	—	5
Allemagne	11	4	4	—	3	—	—	5	—	—	2
Québec	—	—	—	—	11	23	14	5	9	17	9
Canada ³	6	19	25	23	23	5	10	20	7	17	15
Autre ²	—	—	13	5	3	2	2	7	6	17	5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique et télévisuelle (CIRSPQ).

2. Cette catégorie inclut les productions multipartites.

3. Hors Québec.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

8. LA PRODUCTION INTERNE

Faits saillants de 2015



- Baisse de 15 % de la production interne;
- Baisse de 25 % de la production interne des télédiffuseurs généralistes;
- Baisse de la production interne d'émissions de nouvelles, de sports et de l'ensemble des autres catégories de genres;
- Baisse de 26 % de la production interne de la Société Radio-Canada;



- Stabilité des dépenses de production interne des télédiffuseurs spécialisés francophones.

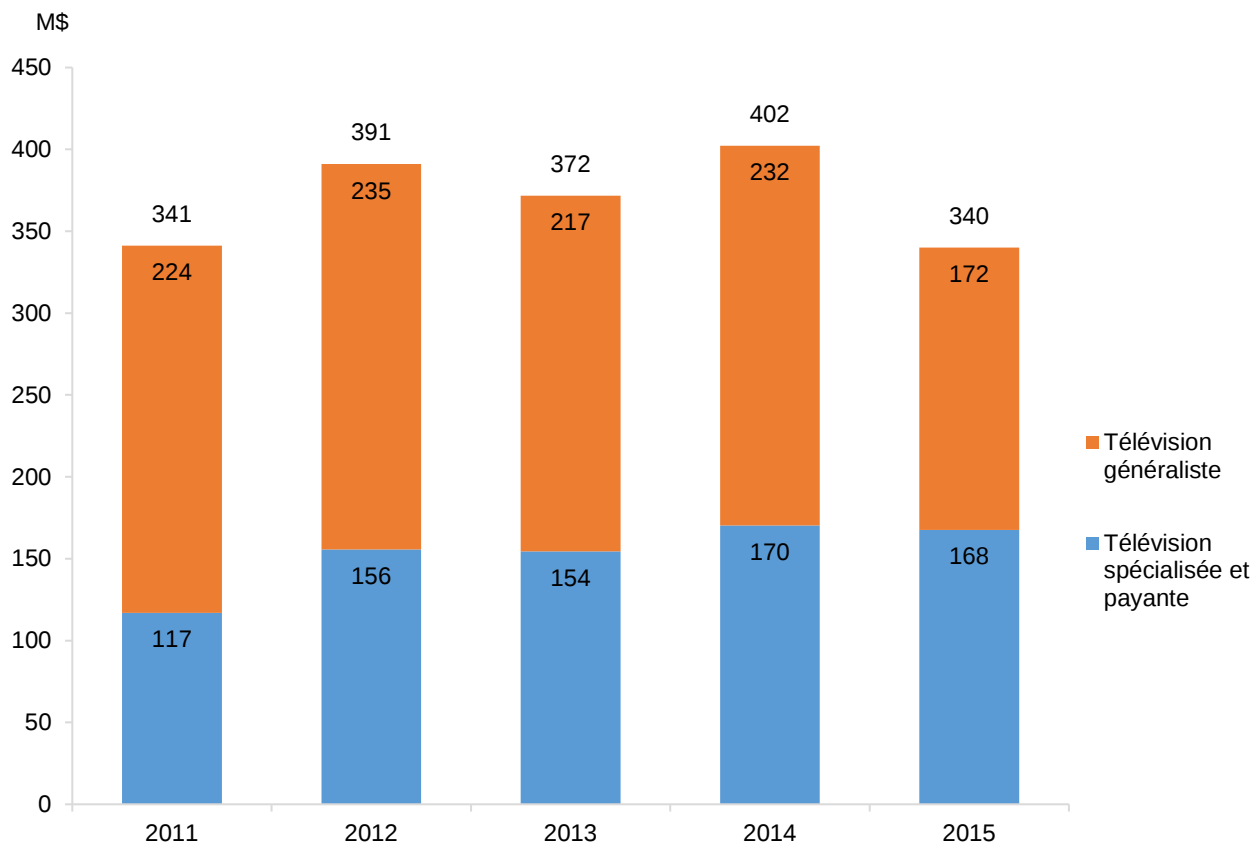
Entre 2014 et 2015, la valeur de la production interne des télédiffuseurs a diminué de 15 %. Cette baisse est surtout attribuable aux télédiffuseurs généralistes qui ont réduit leurs dépenses à ce chapitre de 59 M\$ (- 26 %).

La réduction des dépenses s'observe dans plusieurs catégories de genres. En termes absolus, la diminution dans les dépenses internes se manifeste d'abord par 30 M\$ de moins pour les nouvelles (-16 %). En termes relatifs par contre, les dépenses pour les émissions de sports diminuent davantage (- 20 %). L'absence d'événements sportifs de grande envergure ainsi que la suppression du Fonds pour l'amélioration de la production locale figurent parmi les facteurs importants.

À côté de ces constats pour les télédiffuseurs généralistes, les télédiffuseurs spécialisés francophones ont maintenu le cap en ce qui concerne leurs dépenses de production interne, qui se maintiennent à 150 M\$ en 2015.

Figure 8-1

Production interne¹ des télédiffuseurs selon le type de télédiffusion, Québec, 2011 à 2015



1. La production interne pour les services S-P-VSD-TAC provient des dépenses de « Matériel d'intermède + production d'émission » pour les services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande (VSD) en français. La production interne des télédiffuseurs généralistes est la somme des dépenses de production des stations locales et des dépenses de production du réseau, toutes catégories d'émissions confondues, pour les stations de télévision privées et la SRC/CBC.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes,

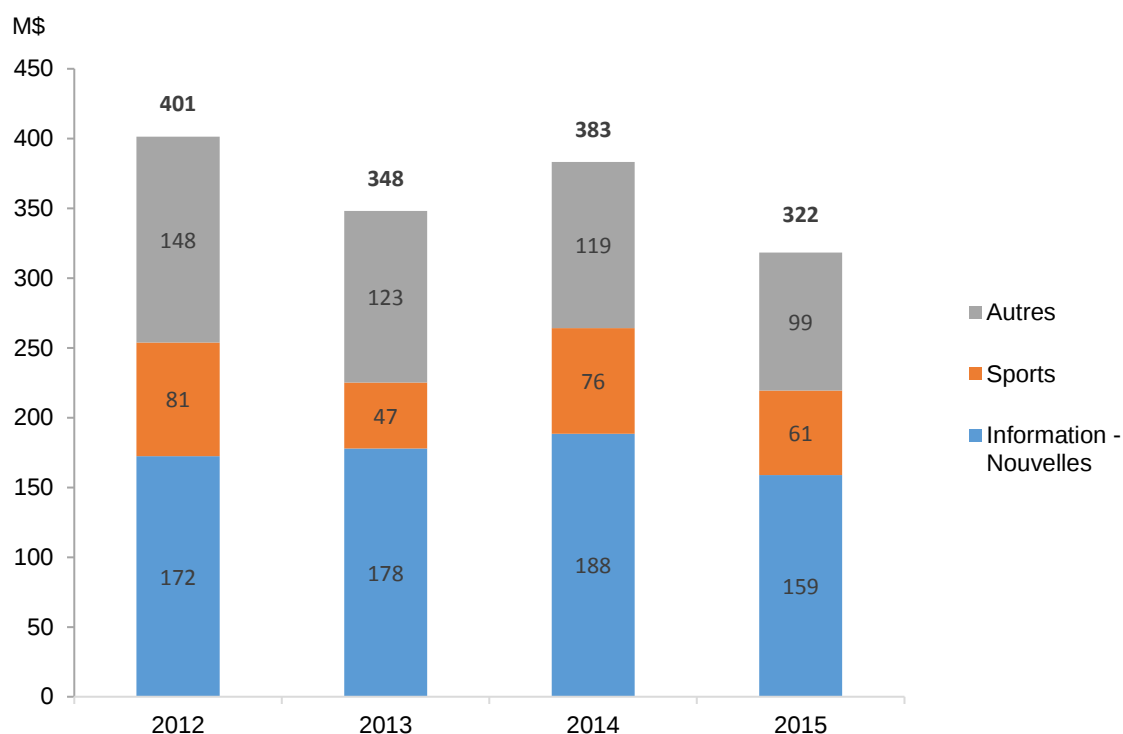
Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2009-2013 et 2011-2015.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2009-2013 et 2011-2015.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8-2

Production interne¹ des télédiffuseurs² selon le genre, Québec, 2012 à 2015



1. La production interne est la somme des dépenses de production des stations locales et des dépenses de production réseau, toutes catégories d'émissions confondues.

2. Inclut les services de télévision spécialisée francophone, traditionnelle privée et ceux de la SRC/CBC. Les valeurs sont plus faibles que celles de la figure 8-1 parce que la méthode de calcul est différente et que les dépenses de programmation des services payants, à la carte et sur demande ne sont pas disponibles.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes,

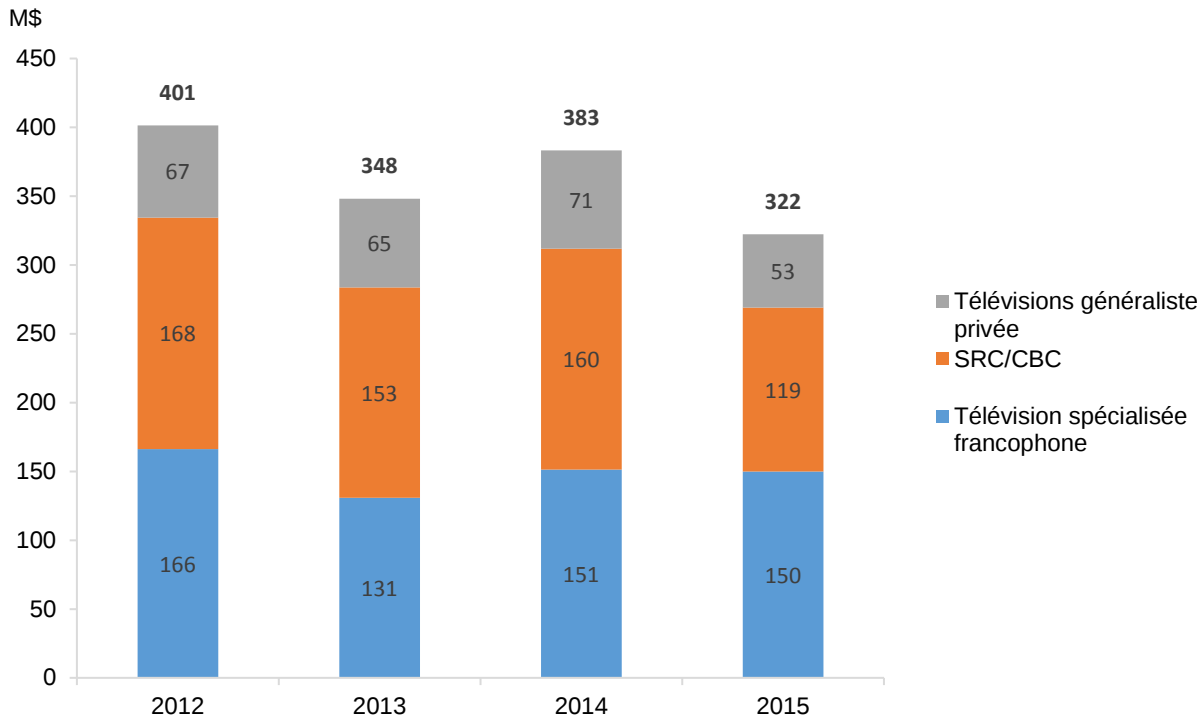
Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2009-2013 et 2011-2015.

Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2009-2013 et 2011-2015.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8-3

Production interne¹ des télédiffuseurs selon le type de télédiffuseur, Québec, 2012 à 2015



1. La production interne est la somme des dépenses de production des stations locales et des dépenses de production du réseau, toutes catégories d'émissions confondues.
2. Les valeurs sont plus faibles que celles de la figure 8-1 parce que la méthode de calcul pour les services spécialisés est basée sur les dépenses de programmation détaillées au lieu des dépenses de «matériel d'intermède + production d'émission » pour l'ensemble des services spécialisés, payants, sur demande et à la carte. Par ailleurs, les dépenses de programmation détaillées des services payants, à la carte et sur demande ne sont pas disponibles.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes,
Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2009-2013 et 2011-2015.
Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2009-2013 et 2011-2015.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

9. LA PRODUCTION POUR MÉDIAS NUMÉRIQUES

Faits saillants de 2015-2016



- 96 projets pour médias numériques ont été soutenus par le Fonds des médias du Canada dans le cadre du volet convergent en 2015-2016;
- 89 % de ces projets sont en français;
- 94 % de la valeur de la production soutenue est associée à des productions en français;
- Le Fonds des médias du Canada a versé une contribution de 6,6 M\$ à ces projets;
- Les dramatiques et les documentaires obtiennent chacun environ le tiers de ce financement.

Les productions pour médias numériques du volet convergent du Fonds des médias du Canada (FMC) sont des projets associés à des émissions de télévision, mais ils sont dédiés à des plateformes autres que la télévision.

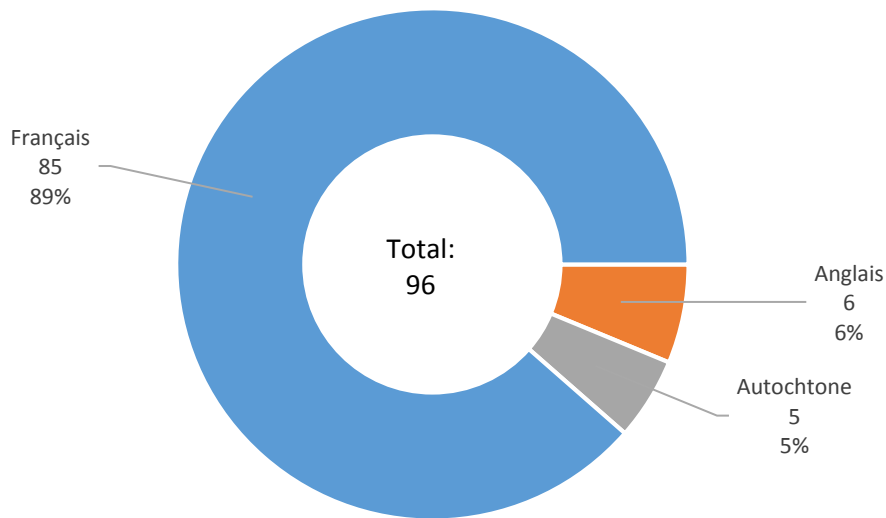
Le FMC a soutenu 96 projets pour médias numériques dans le cadre du volet convergent. La très grande majorité de ces projets (89 %) sont en français.

Le FMC a versé 6,6 M\$ aux 96 projets soutenus en 2015-2016. Un peu plus du tiers de ce financement (36 %) est attribué à des productions dramatiques et le tiers à des productions documentaires. Le reste est partagé entre les projets pour enfants et jeunes (21 %) et les variétés et arts de la scène (9 %).

La valeur de la production pour médias numériques soutenue dans le cadre du volet convergent s'élève à 12,3 M\$ en 2015-2016 et 94 % de ces budgets servent à la production en français.

Figure 9-1

Projets de médias numériques convergents soutenus par le FMC selon la langue, Québec, 2015-2016

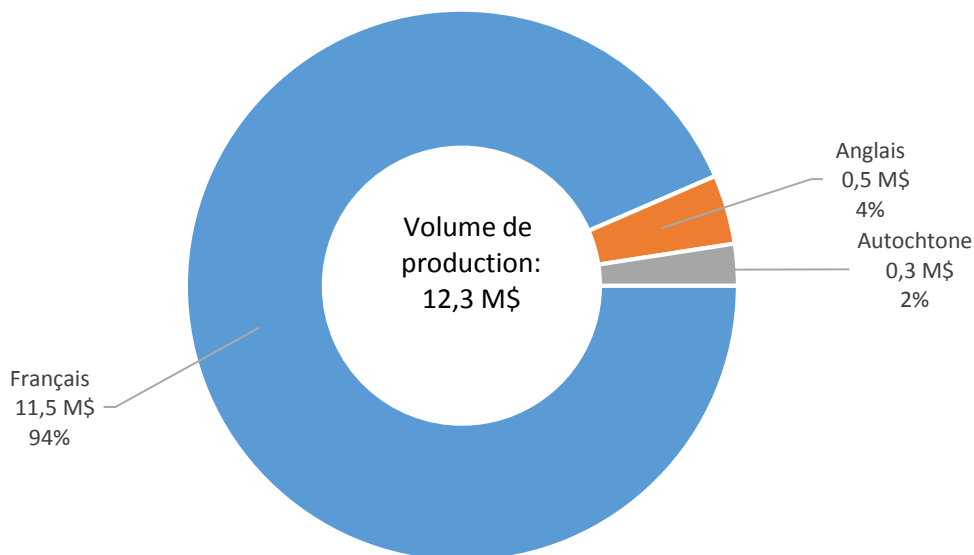


Source : Fonds des médias du Canada, *Base de données des projets financés*. [En ligne]. [www.cmf fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances] (consulté le 26 avril 2017)

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 9-2

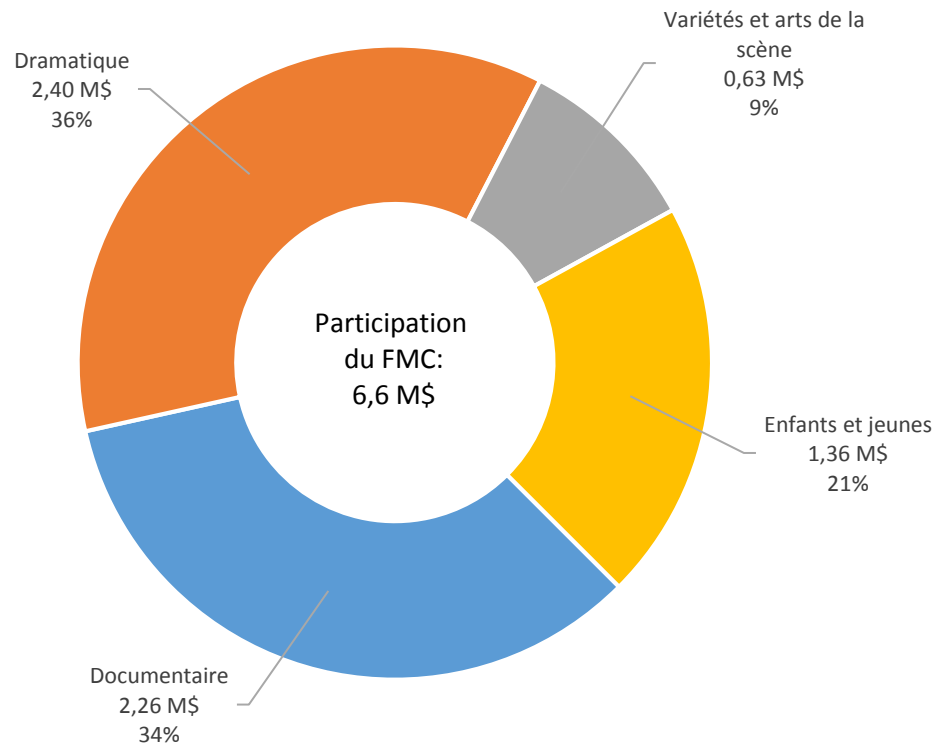
Valeur de la production de médias numériques convergents soutenue par le FMC selon la langue, Québec, 2015-2016



Source : Fonds des médias du Canada

Figure 9-3

Participation du FMC au financement de la production de médias numériques convergents selon le genre d'émissions de télévision, Québec, 2015-2016



Source : Fonds des médias du Canada, *Base de données des projets financés*. [En ligne]. [www.cmf-fmc.ca/fr-ca/projets-finances/base-de-donnees-des-projets-finances] (consulté le 26 avril 2017)

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

10. LA DISTRIBUTION

Faits saillants de 2015



- Hausse de 3 % des revenus de la distribution des films en salles;



- Baisse de 16 % des revenus de la distribution aux commerces de détail de matériel vidéo;
- Baisse de 27 % des revenus des distributeurs québécois;
- Baisse de 15 % des revenus de distribution au Québec des *majors* ;
- Baisse de 8 % en 2015-2016 des investissements des distributeurs dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise;



- Les revenus bruts des distributeurs de films et de vidéos au Québec s'élèvent à 326 M\$;
- Le marché de la distribution aux salles génère 32 % des revenus de la distribution;
- Les distributeurs québécois obtiennent 56 % de part de marché de la distribution de films et de vidéos au Québec.

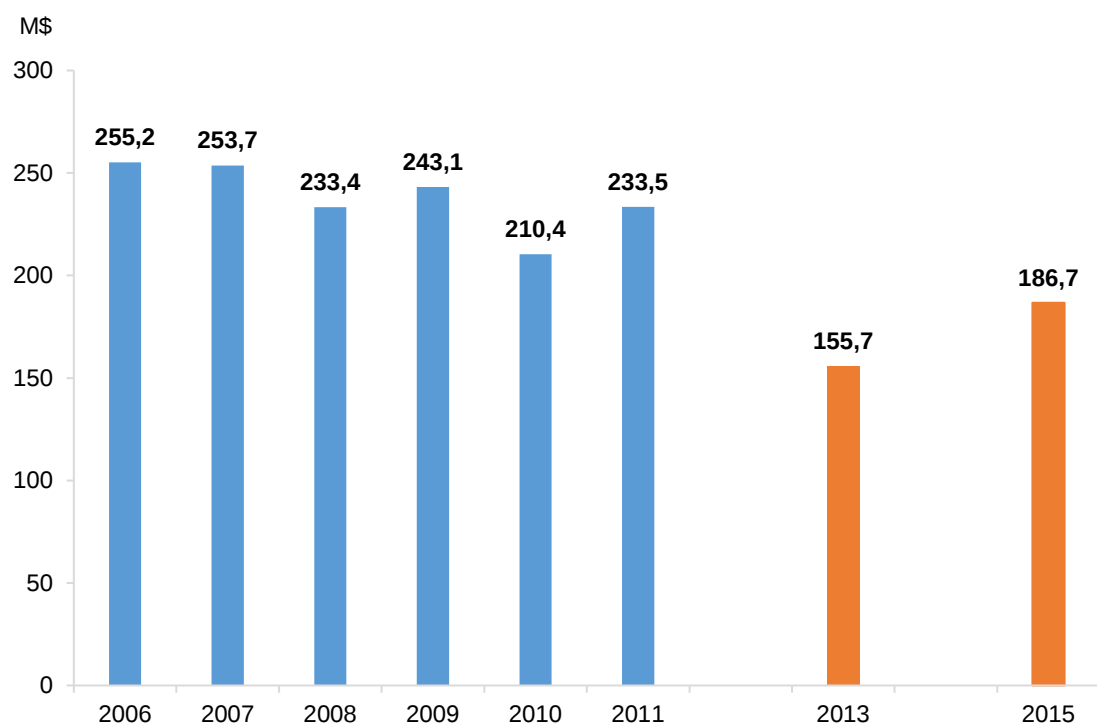
Selon les données de Statistique Canada, les revenus d'exploitation des distributeurs québécois sont plus élevés en 2015 qu'en 2013 (+ 20 %) et s'élèvent à 187 M\$. Ces données ne témoignent cependant pas de l'ensemble des distributeurs actifs au Québec, mais seulement des distributeurs situés au Québec. Les revenus des distributeurs actifs au Québec dans la distribution pour présentation publique et relative au commerce de détail s'élèvent à 326 M\$ en 2015. Par contre, ce dernier chiffre n'inclut pas les revenus de la distribution pour le marché télévisuel.

Après une hausse des revenus de distribution en 2014, provenant surtout d'autres marchés comme les hôtels, les compagnies aériennes et les écoles, le recul des revenus des distributeurs actifs au Québec se poursuit. Cela est notamment attribuable à la baisse du marché du matériel vidéo dans les commerces de détail. En effet, les distributeurs actifs au Québec (incluant les distributeurs québécois et les distributeurs détenteurs d'un permis spécial de distribution au Québec) ont vu leurs revenus diminuer de 16 % sur ce marché entre 2014 et 2015. On note également une baisse importante de la distribution pour d'autres marchés (hôtels, avions, etc.). Par contre, on remarque une légère croissance des revenus de distribution en ce qui concerne les salles de cinéma.

Les sources de revenus des deux types de distributeurs actifs au Québec (distributeurs québécois et détenteurs de permis spéciaux) sont réparties différemment. Les distributeurs québécois obtiennent 181 M\$ de revenus provenant de la distribution de films et de vidéos au Québec. Ils tirent la plus grande partie ces revenus (63 %) du marché du matériel vidéo. La distribution aux salles de cinéma fournit 17 % de leurs revenus, les autres marchés fournissant 20 %. Les détenteurs de permis spéciaux obtiennent 145 M\$ en revenus de distribution sur deux marchés au Québec. De cette somme, 48 % provient du marché du matériel vidéo et 52 % du marché des salles de cinéma.

Contrairement à la production cinématographique et télévisuelle dans l'ensemble du Canada (voir le *Profil* canadien), les productions télévisuelles indépendantes au Québec sont peu soutenues par les distributeurs. À vrai dire, la participation des distributeurs dans les productions cinématographiques est plus importante; en effet, 67 % de leur contribution est remise à des productions destinées aux salles de cinéma.

Figure 10-1
Revenus d'exploitation des distributeurs, Québec¹, 2006 à 2015^{2,3}



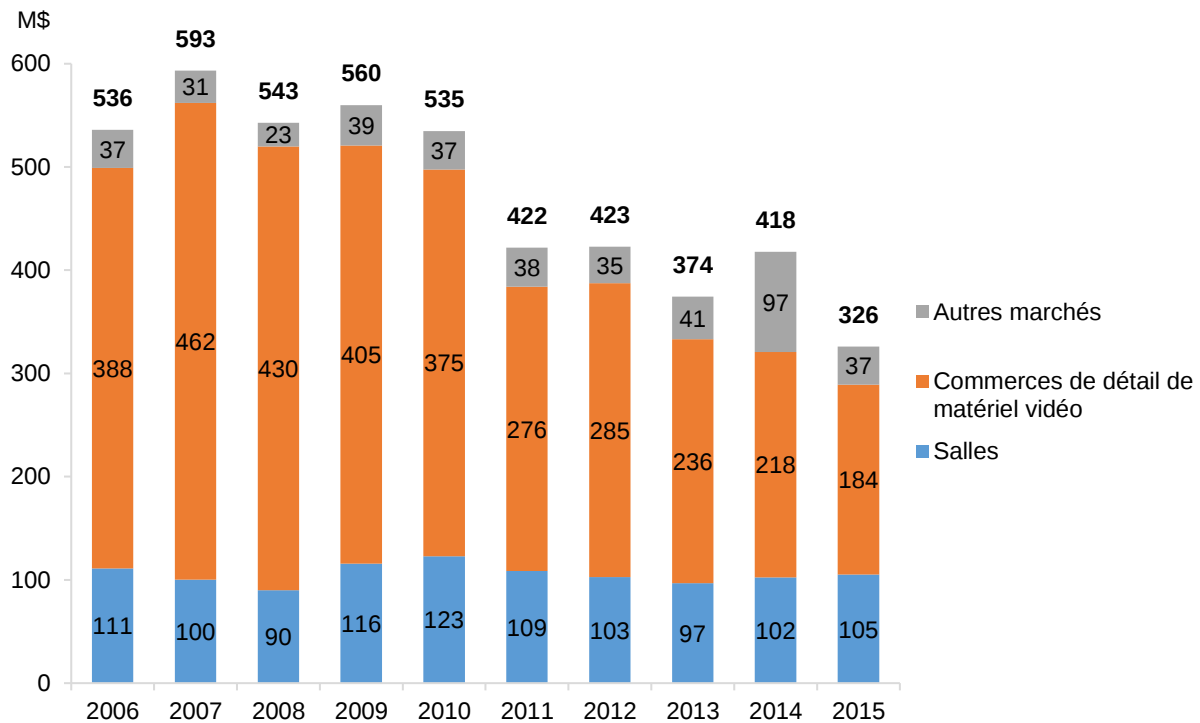
1. Les données tiennent compte des établissements situés au Québec. Les activités d'entreprises actives au Québec mais établies ailleurs au Canada ne sont pas incluses.
2. Données non disponibles pour 2012 et 2014.
3. Comme la méthodologie de l'enquête a été modifiée, les données de 2013 et 2015 ne devraient pas être comparées avec celles des années antérieures.

Source : Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, tableaux 361-0014 et 361-0049 [En ligne].
[www.statcan.gc.ca/cansim/] (consulté le 11 avril 2017).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 10-2

Revenus bruts déclarés par les distributeurs¹ de films selon le marché, Québec, 2006 à 2015

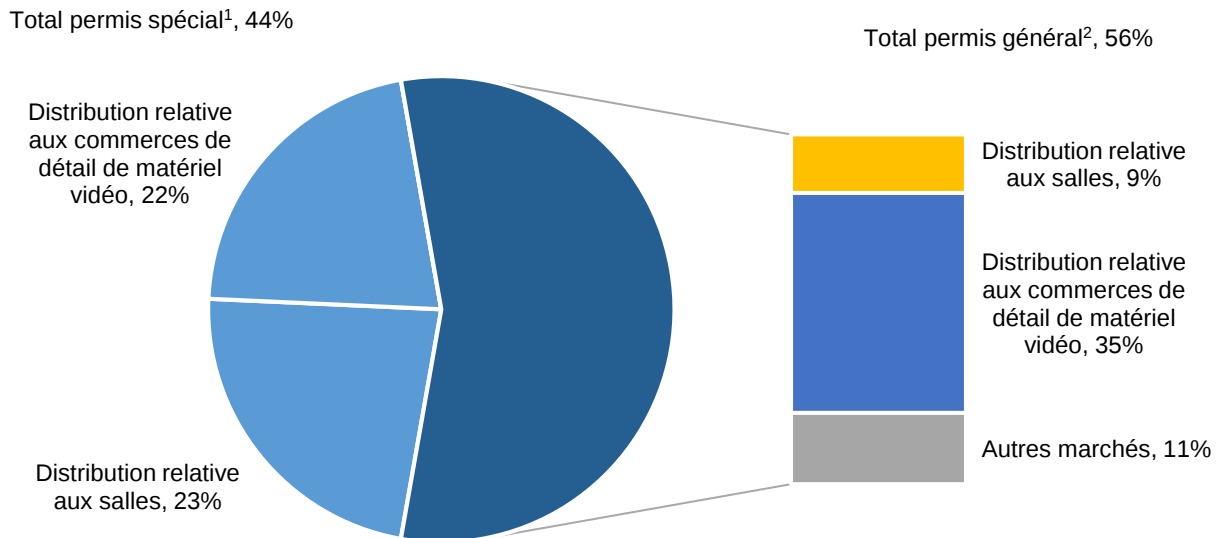


1. Les données des figures 10-1 et 10-2 reposent sur des méthodologies différentes. La figure 10-1 tire ses données de Statistique Canada dont les sources proviennent d'enquêtes et de l'exploitation de données administratives. Les données de la figure 10-2 proviennent des déclarations des distributeurs actifs au Québec (distributeurs québécois et *majors*) à la Régie du cinéma.

Source : Régie du cinéma.

Figure 10-3

Revenus bruts déclarés par les distributeurs de films selon la catégorie de permis et le marché, Québec, 2015



1. Titulaire d'un permis spécial : le titulaire d'un permis spécial de distributeur est délivré au producteur du film ou au détenteur des droits mondiaux sur le film (L.R.Q., c. C-18.1, articles 103 et 105).

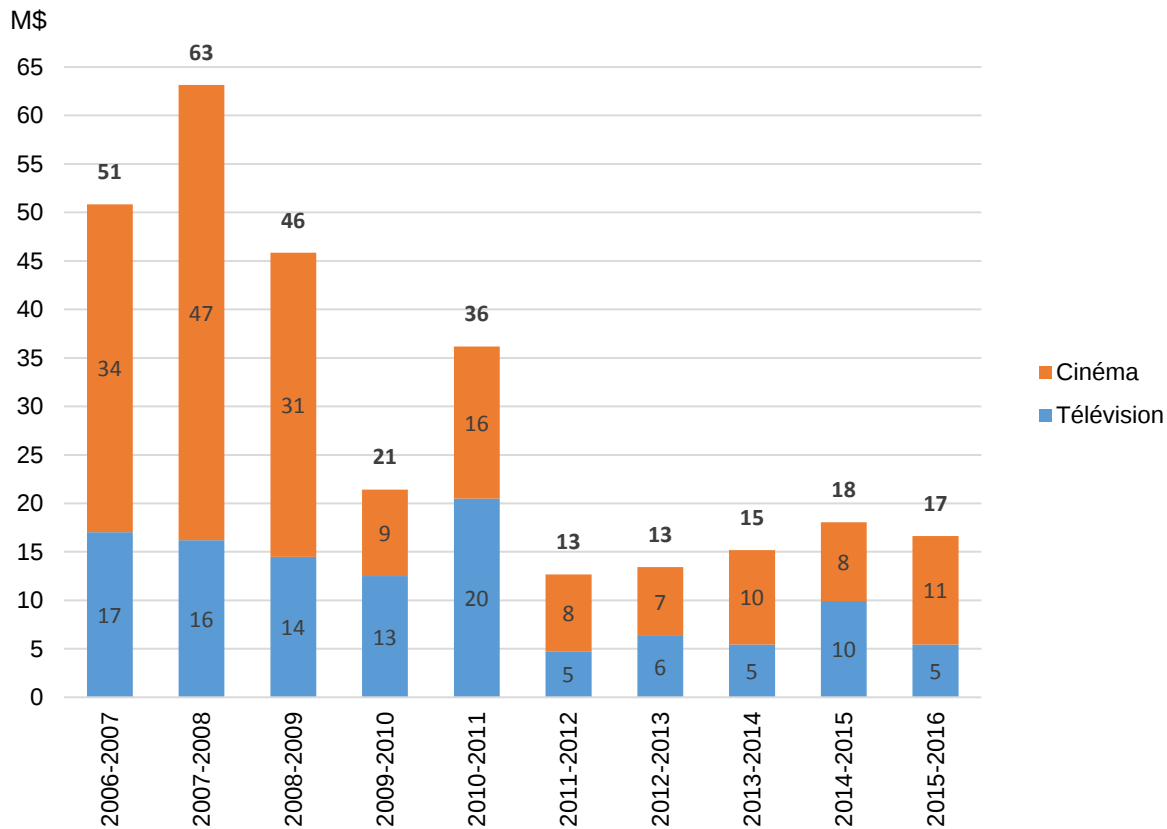
2. Titulaire d'un permis général : le titulaire d'un permis général est un distributeur dont le centre de décision et l'endroit où s'exerce la direction véritable de l'entreprise sont situés au Québec (L.R.Q., c. C-18.1, articles 103 et 104).

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Régie du cinéma.

Figure 10-4

Investissement des distributeurs dans la production cinématographique et télévisuelle québécoise, Québec, 2006-2007 à 2015-2016



Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Société de développement des entreprises culturelles, données provenant du programme québécois de crédit d'impôt.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

11. LA TÉLÉDIFFUSION

Faits saillants de 2015



- Hausse de 11 % des revenus des services de télévision spécialisée en français;
- Hausse de 30 % des dépenses pour l'acquisition de productions indépendantes canadiennes;
- Hausse de 17 % des dépenses pour l'acquisition de productions de maisons de production affiliées;



- Baisse des revenus des télédiffuseurs généralistes et des services payants, sur demande et à la carte;
- Baisse de 9 % des dépenses d'acquisition de productions indépendantes canadiennes des télédiffuseurs généralistes privés;
- Baisse pour une quatrième année consécutive des dépenses des télédiffuseurs spécialisés francophones pour l'acquisition de productions de maisons de production affiliées;



- Les revenus de la télédiffusion s'élèvent à 1,6 G\$ en 2015;
- Les revenus des télédiffuseurs généralistes privés sont à leur plus bas niveau depuis dix ans;
- Les dépenses d'acquisition de productions indépendantes canadiennes s'élèvent à 386 M\$;
- Les dépenses pour l'acquisition de productions de maisons de production affiliées s'élèvent à 58 M\$.

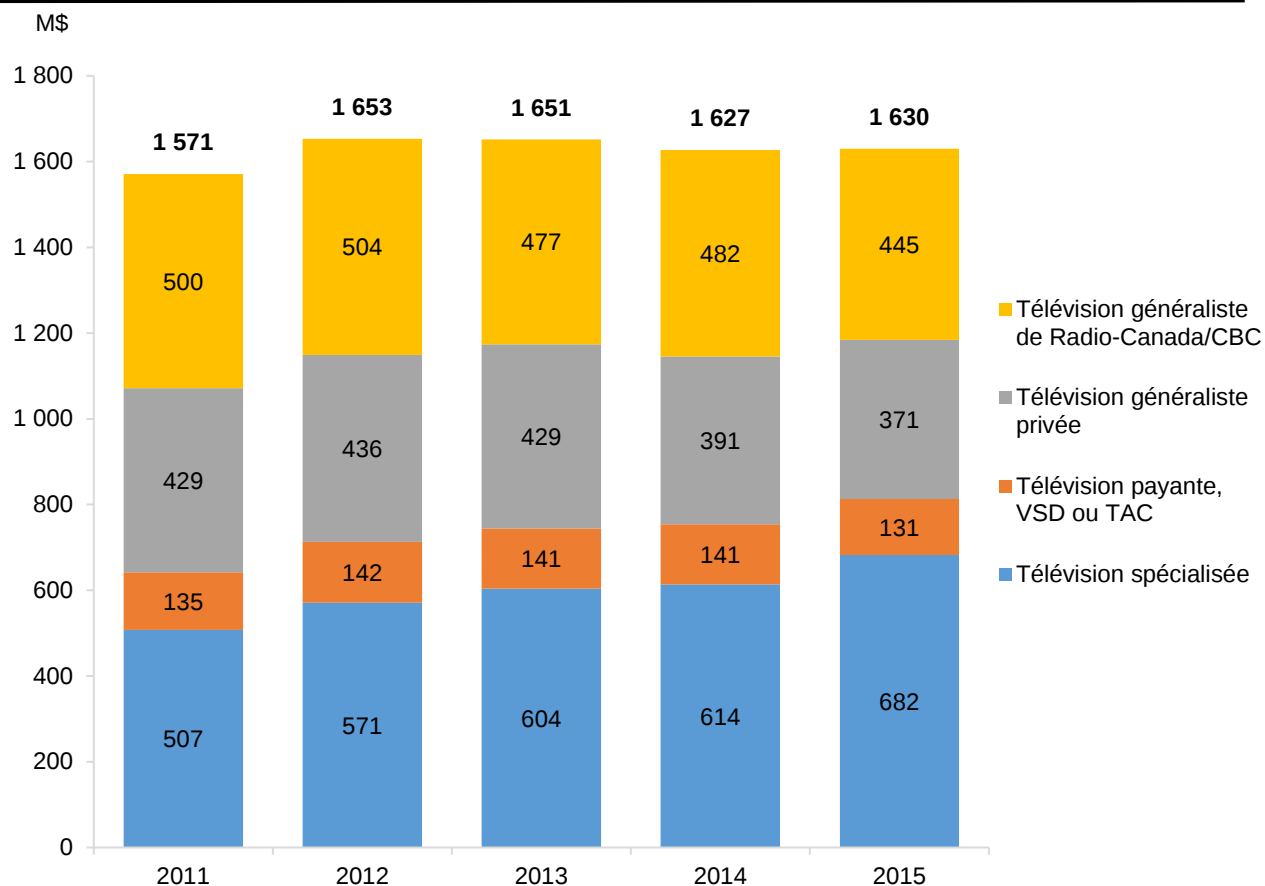
Dans l'ensemble, les revenus des télédiffuseurs au Québec sont relativement stables en 2015 et s'établissent à 1,6 G\$. Cependant, derrière ce résultat se cachent des différences importantes. En particulier, les revenus des services de télévision spécialisée augmentent (+ 11 %) alors que les revenus des autres télédiffuseurs diminuent. La baisse est de 7,5 % pour la SRC/CBC et de 7 % pour les services payants, sur demande et à la carte. Les revenus des services de télévision généraliste privés diminuent de 5 % et ont atteint leur plus bas niveau depuis dix ans.

La baisse des revenus semble avoir eu plus d'incidence sur la production interne que sur les autres types de programmation canadienne, car les dépenses pour l'acquisition de productions indépendantes augmentent chez trois des quatre catégories de télédiffuseurs, les télédiffuseurs généralistes privés faisant figure d'exception. Les dépenses faites par les services de télévision spécialisée en français pour l'acquisition de productions indépendantes ont doublé au cours de la dernière année. L'augmentation dans le cas des services payants, sur demande et à la carte (+ 17 %) et de la SRC/CBC (+ 4,5 %) sont plus modestes en comparaison. Au final, les dépenses pour la production indépendante augmentent de 30 % pour s'élever à 386 M\$. L'augmentation des dépenses de programmation des services spécialisés pourrait être partiellement attribuable aux obligations qui sont imposées par le CRTC à l'égard des avantages tangibles associés au transfert de propriété¹.

Les dépenses pour l'acquisition de productions de maisons de production affiliées augmentent également et s'élèvent à 58 M\$ en 2015. Ces dépenses sont essentiellement dédiées aux émissions de musique, de variétés, de jeux questionnaires et d'intérêt général. L'augmentation est moins grande que celle des dépenses pour la production indépendante (+ 17 % pour la production affiliée et + 30 % pour la production indépendante). Par ailleurs, l'augmentation s'observe uniquement pour les télédiffuseurs généralistes privés (+ 29 %). En fait, ces dépenses diminuent pour une quatrième année consécutive chez les télédiffuseurs spécialisés francophones.

1. Soulignons notamment la transaction de propriété BCE/Astral en 2013 qui a donné lieu à des avantages tangibles d'environ 130 M\$ pour des projets réalisés en langue française. Ces avantages tangibles sont payables sur cinq à sept ans consécutifs de radiodiffusion.

Figure 11-1
Revenus des services des télédiffuseurs¹, Québec, 2011 à 2015



1. Les services de télévision payante, VSD et TAC incluent les services français et les services bilingues Illico sur demande et Sogetel.

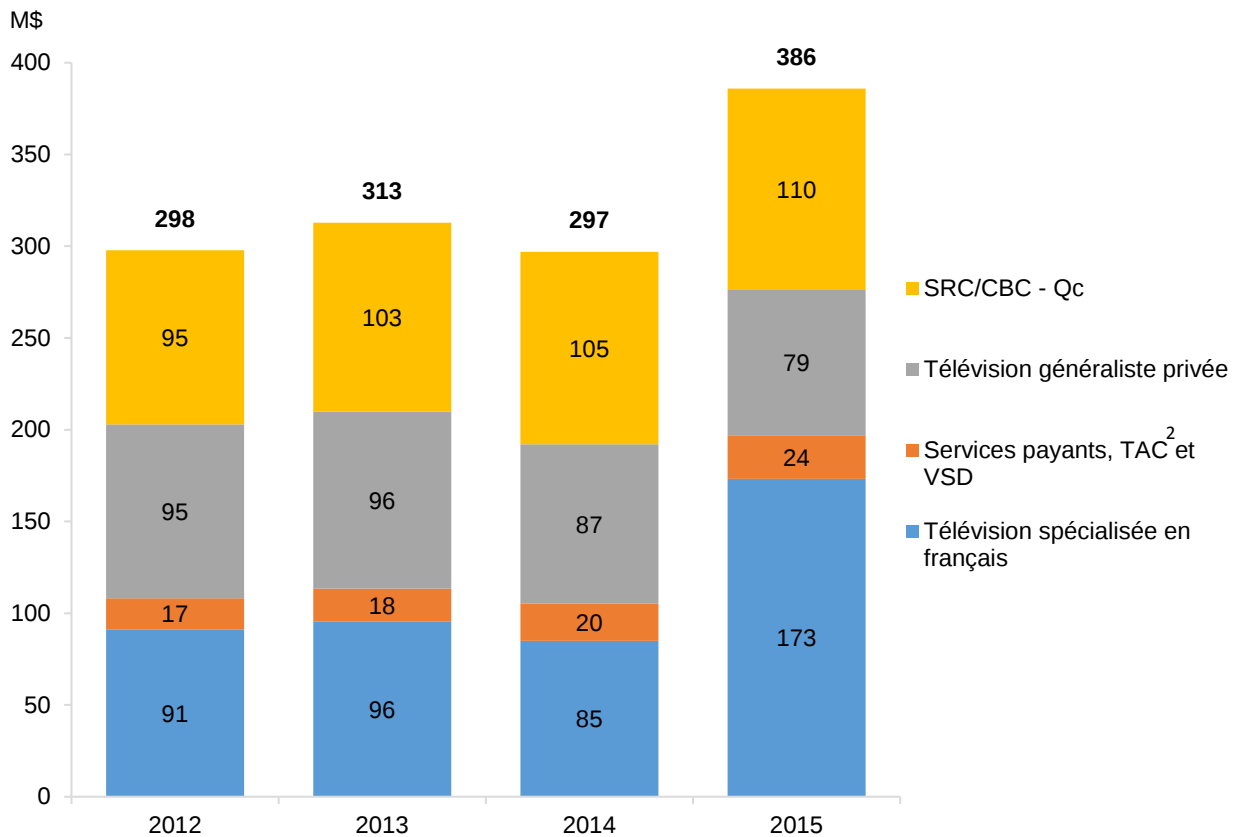
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes,
Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2011-2015.
Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2011-2015.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 11-2

Acquisition¹ de productions indépendantes canadiennes par les télédiffuseurs, Québec, 2012 à 2015



1. Pour la télévision généraliste privée, la télévision spécialisée francophone et la SRC/CBC, il s'agit des dépenses pour émissions acquises de producteurs indépendants. Pour les services payants, la télévision à la carte (TAC) et la vidéo sur demande (VSD), il s'agit des dépenses pour acquisition de droits.

2. Inclut trois services en français et deux services bilingues.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes,
Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2008-2012 à 2011-2015.
Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2008-2012 à 2011-2015.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 11-1

Acquisitions de productions de maisons affiliées aux télédiffuseurs privés¹ selon le genre, Québec, 2012 à 2015

	2012	2013	2014	2015
		M\$		
Information	8,8	8,9	8,3	20,9
Nouvelles	—	—	—	15,4
Documentaires de longue durée	0,5	1,1	0,8	0,3
Autres émissions d'information	8,4	7,8	7,5	5,2
Dramatiques	2,0	2,2	1,4	1,5
Sports	10,7	0,9	0,3	1,5
Intérêt général	17,9	13,1	19,5	18,2
Musique et variétés	5,9	9,0	7,4	1,7
Jeux questionnaire	3,5	8,8	9,4	9,6
Autres	1,5	1,5	3,2	4,4
Total	50,4	44,5	49,5	57,9

1. Stations de télévision traditionnelle privées et services de télévision spécialisée francophones.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Sources : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, *Relevés statistiques et financiers de la télévision traditionnelle 2008-2012 à 2011-2015* et *Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2008-2012 à 2011-2015*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

12. LA PRÉSENTATION EN SALLES

Faits saillants de 2015 et 2016



- Baisse des recettes de la vente de billets en 2016 après une hausse en 2015;
- Baisse de l'assistance en 2016 après la hausse de 2015;
- Baisse des recettes et de la part des recettes obtenues par les films québécois en 2016, après des hausses en 2015;
- Baisse de la part des recettes obtenues par les films états-uniens en 2015;
- Moins de nouveaux films québécois à l'affiche en 2015 par rapport à 2014;



- En 2016, l'assistance dans les établissements cinématographiques au Québec s'établit à 18 M et les recettes à 152 M\$;
- Quatre films québécois et canadiens ont récolté des recettes dépassant plus de 1 M\$ au Québec en 2015;
- Deux films québécois figurent sur la liste des dix films les plus populaires de l'année en 2015;
- La part de marché des films québécois est plus élevée en ce qui concerne les recettes des salles de cinéma que les ventes au détail de vidéogrammes.

Selon Statistique Canada, l'industrie de la présentation en salle a généré des recettes d'exploitation de 289,1 M\$ au Québec en 2014, soit 10 M\$ de moins qu'en 2012. La plus grande part de ces revenus provient des ventes de billets¹.

En fait, les recettes de la vente de billets ont chuté de 13 % en 2014. Or, la perte fut partiellement rattrapée en 2015. Les données préliminaires pour 2016 indiquent encore une faiblesse quant aux recettes en salle (- 5% par rapport aux résultats de 2015).

La part des recettes obtenue par des films états-uniens est encore plus faible en 2015 qu'en 2014, celle-ci étant passée de 84 % à 81 % des recettes, mais elle demeure au-dessus de la moyenne des dix dernières années (79 %). La part des recettes des films québécois s'est améliorée pour s'élever à 7,2 % en 2015.

On dénombre 466 nouveaux films présentés dans les salles au Québec en 2015, soit 4 de moins qu'en 2014. Alors que l'on a présenté autant de nouveaux films états-uniens que l'année précédente, il y a eu moins de films québécois ou canadiens. On observe ainsi que 65 nouveaux films québécois ont été présentés en salle en 2015, soit huit de moins qu'en 2014.

Les recettes des films québécois projetés en français ont augmenté de 27 % en 2015, alors que les recettes de tous les films projetés en français ont augmenté de 7 %. Les recettes des films projetés en d'autres langues ont augmenté, mais ce sont des films ayant une origine autre que québécoise ou canadienne. Bien que 65 nouveaux films québécois aient été présentés en salle en 2015, il y a eu en fait 92 films québécois à l'affiche. Sur le marché des projections en français, les films québécois obtiennent 10 % des recettes au guichet. Sur le marché des projections en d'autres langues, les films québécois n'obtiennent que 0,5 % des recettes. Il faut noter cependant que parmi les films projetés en d'autres langues, il n'y avait que 16 films québécois alors qu'il y avait 427 films d'origine autre que canadienne ou québécoise.

L'assistance aux films québécois augmente en 2015 (+ 24 %), mais demeure plus faible que celle des années antérieures à 2014. La part des films québécois s'accroît également, passant de 6,7 % de l'assistance en 2014 à 7,9 % en 2015. La part des films canadiens tombe à 0,3 % de l'assistance.

Quatre films québécois et canadiens ont récolté des recettes dépassant plus de 1 M\$ en 2015, essentiellement lors de projections en français. Les recettes de ces quatre films représentent 65 % de l'ensemble des recettes obtenues pour les films québécois et canadiens cette année-là. À titre comparatif, mentionnons que sur le marché des projections en d'autres langues que le français, les dix films les plus vus ont tous obtenu des recettes supérieures à 1 M\$. Sur le marché des projections en français, les dix films les plus populaires, toutes origines confondues, ont obtenu plus de 2 M\$ en recettes chacun. En 2015, deux films québécois ont figuré à ce palmarès, soit *La guerre des tuques 3D* et *Le mirage*. Le film québécois ou canadien ayant récolté le plus de recettes en anglais a obtenu 76 k\$.

La part de marché des films québécois vendus sous forme de vidéogrammes augmente à 5,1 % en 2015. Toutefois, comme on le constate au cours des dix dernières années, cette part demeure inférieure à la part de marché qu'obtiennent les films québécois dans les salles de cinéma.

Note

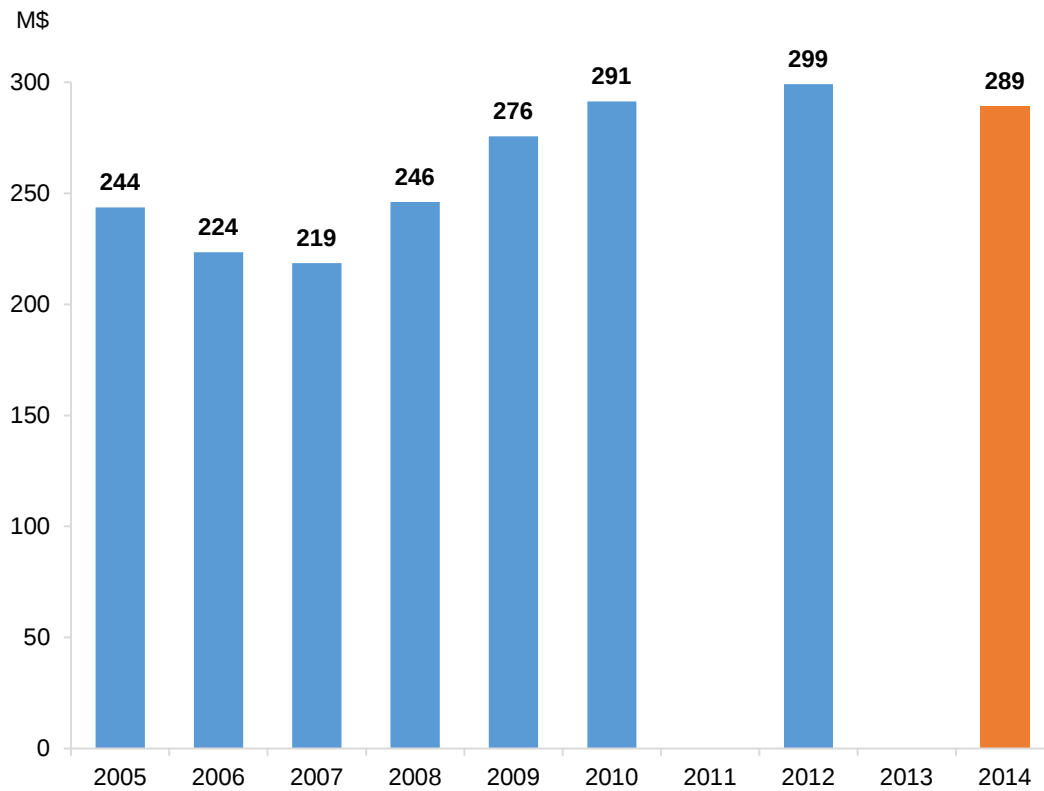
Pour une analyse détaillée des données 2016, voir la publication

[Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante, Tome 1, l'exploitation cinématographique. \[En ligne\]. \[www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/cinema-audiovisuel/stats-industrie-film.html\]](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/cinema-audiovisuel/stats-industrie-film.html)

1. Dans l'ensemble du Canada, 60 % des recettes d'exploitation proviennent de la vente de billets. 32 % proviennent des ventes d'aliments et de boissons. Les autres recettes d'exploitation (8 %) proviennent de la publicité, des jeux électroniques, de la location d'installations et d'autres ventes. Aucune donnée sur la répartition n'est disponible pour le Québec en 2014. Notons qu'en 2012, 65 % des recettes d'exploitation au Québec provenaient de la vente de billets.

Figure 12-1

Revenus d'exploitation des établissements cinématographiques, Québec, 2005 à 2014^{1,2}



1. Aucune donnée n'est disponible pour 2011 et 2013.

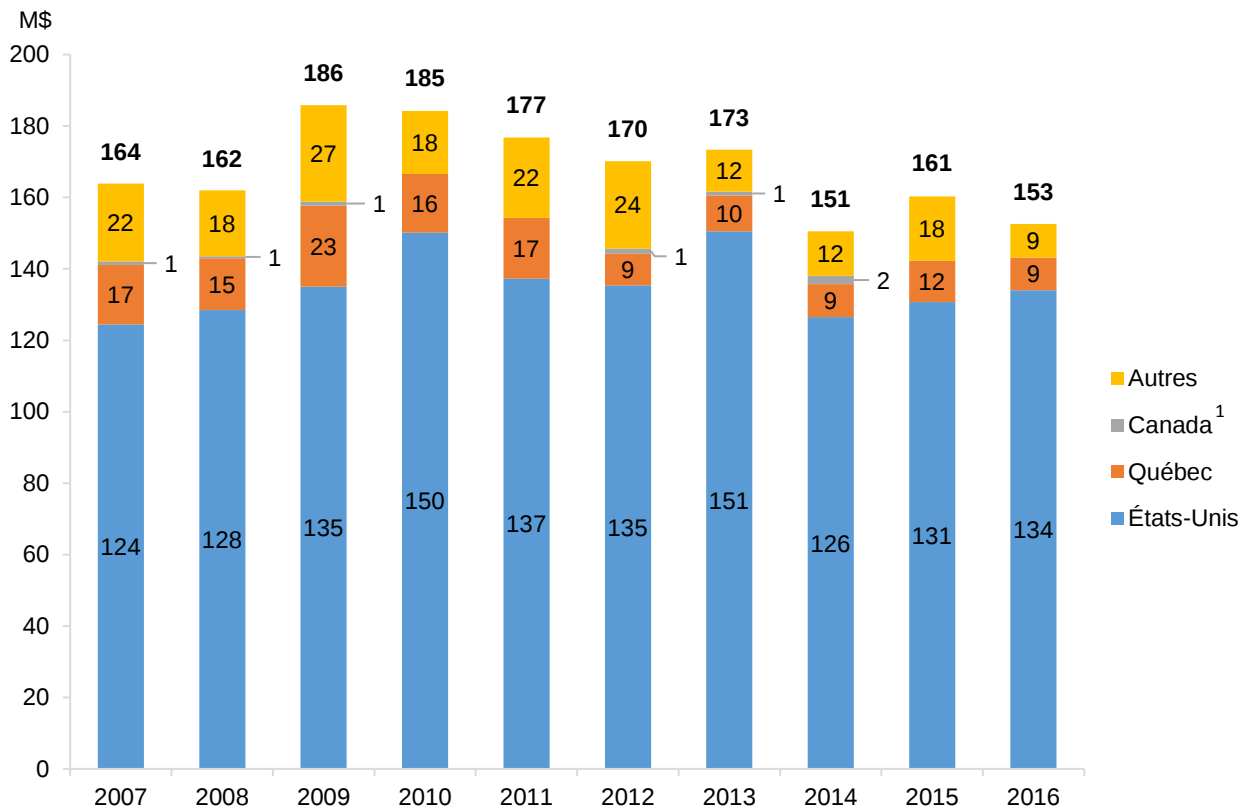
2. Comme la méthodologie de l'enquête a été modifiée, les données de 2014 ne devraient pas être comparées avec celles des années antérieures.

Source : Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, tableaux 361-0012 et 361-0068, [En ligne].
[www.statcan5.gc.ca/cansim/] (consulté le 5 avril 2017).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 12-2

Recettes des établissements cinématographiques, selon la provenance des films, Québec, 2007 à 2016



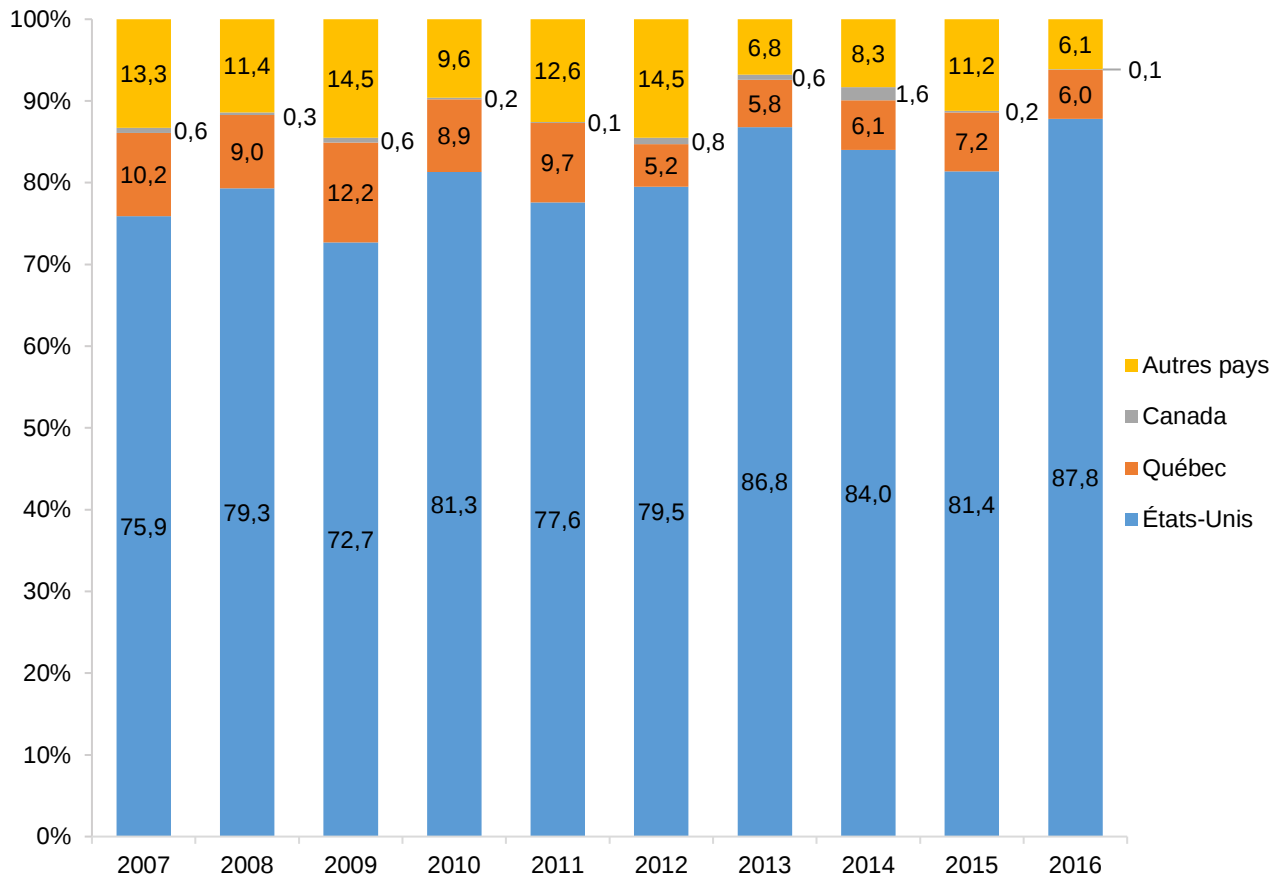
1. Les recettes de films canadiens en 2010, 2011, 2015 et 2016 sont inférieures à 0,5 M\$.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 12-3

Répartition des recettes des établissements cinématographiques selon la provenance des films, Québec, 2007 à 2016

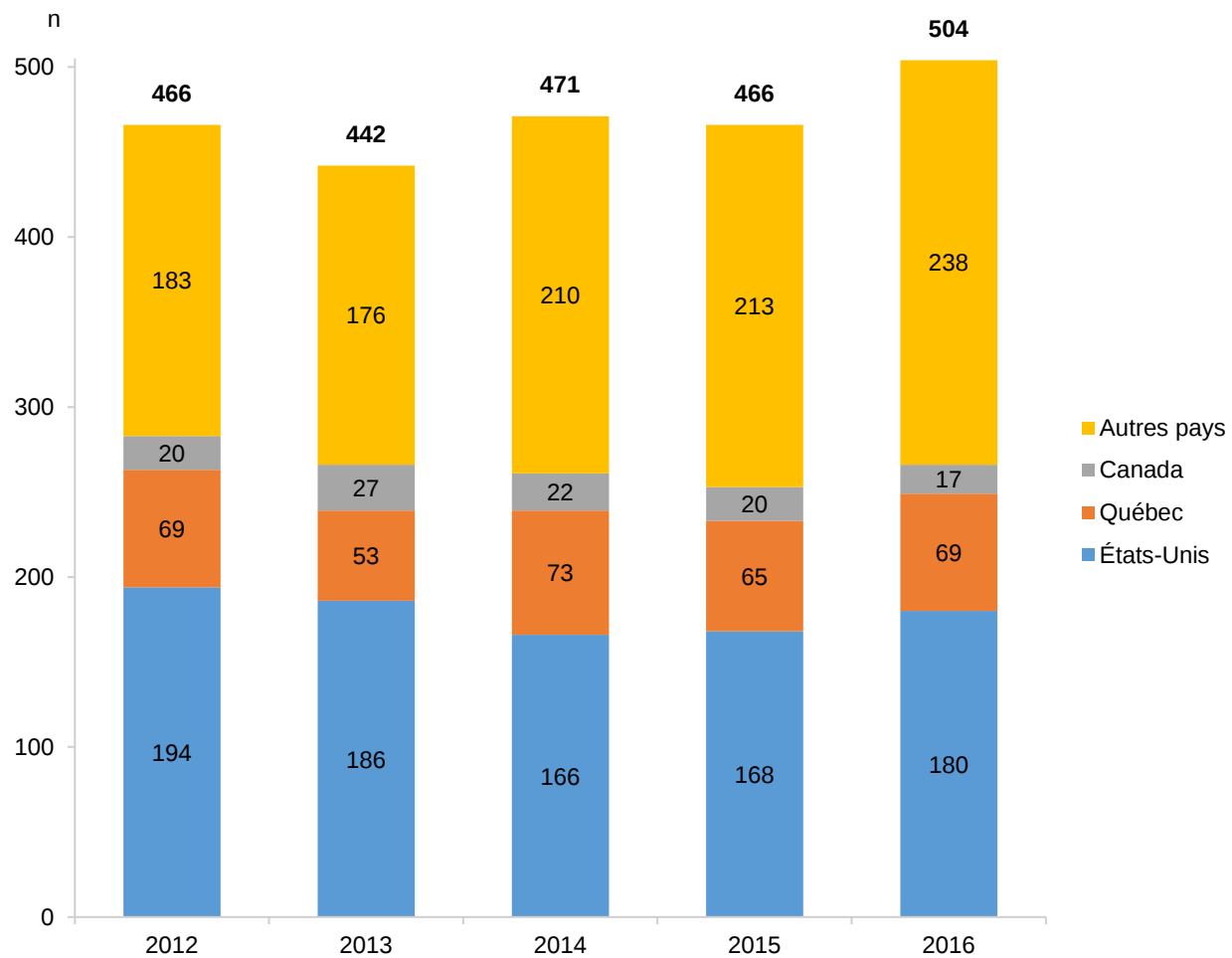


Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 12-4

Provenance des films¹ présentés dans les établissements cinématographiques, Québec, 2012 à 2016



1. Il s'agit du nombre de nouveautés.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2016

Tableau 12-1

Recettes et parts de marché des films¹ selon la langue² et l'origine, Québec, 2007 à 2016

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Langue française											
Recettes-guichet											
Films québécois	k\$	16 539	14 403	22 539	15 546	16 918	8 653	9 994	8 909	11 359	8 628
Films canadiens ³	k\$	742	164	667	235	9	947	712	1 882	157	65
Films d'autres origines	k\$	97 723	95 714	104 317	112 212	110 706	108 566	108 558	91 654	97 672	92 563
Total	k\$	115 004	110 281	127 523	127 992	127 633	118 166	119 264	102 445	109 187	101 256
Part des films québécois	%	14,4	13,1	17,7	12,1	13,3	7,3	8,4	8,7	10,4	8,5
Part des films canadiens ³	%	0,6	0,1	0,5	0,2	—	0,8	0,6	1,8	0,1	0,1
Nombre de films ⁴											
Québécois	n	57	55	77	71	67	82	79	94	92	93
Canadiens ³	n	5	10	13	6	2	10	6	7	7	8
Autres origines	n	289	289	297	328	283	344	318	296	262	283
Total	n	351	354	387	405	352	436	403	397	361	384
Films d'autres origines par rapport aux films québécois ⁵	ratio	5,07	5,25	3,86	4,62	4,22	4,20	4,03	3,15	2,85	3,04
Autres langues que le français											
Recettes-guichet											
Films québécois	k\$	148	165	121	925	176	272	24	303	240	507
Films canadiens ³	k\$	295	388	517	172	109	486	355	478	235	120
Films d'autres origines	k\$	48 421	51 140	57 669	55 513	48 965	51 248	53 751	47 320	51 001	50 845
Total	k\$	48 864	51 693	58 307	56 610	49 250	52 006	54 129	48 101	51 476	51 473
Part des films québécois	%	0,3	0,3	0,2	1,6	0,4	0,5	—	0,6	0,5	1,0
Part des films canadiens ³	%	0,6	0,3	0,9	0,3	0,2	0,9	0,7	1,0	0,5	0,2
Nombre de films ⁴											
Québécois	n	16	8	14	13	15	23	4	16	16	15
Canadiens ³	n	22	26	22	22	12	20	28	27	20	19
Autres origines	n	363	407	398	405	395	523	429	430	427	468
Total	n	401	441	434	440	422	566	461	473	463	502
Films d'autres origines par rapport aux films québécois ⁵	ratio	22,7	50,9	28,4	31,2	26,3	22,7	107,3	26,9	26,7	31,2

1. Les films de sexualité explicite sont exclus.

2. Il s'agit de la langue de projection.

3. Excluant les films québécois.

4. Le nombre total de films projetés en salle, toutes langues confondues, n'est pas égal à la somme du nombre de films diffusés en français et du nombre de films diffusés en d'autres langues, car un film peut être diffusé en français et en anglais. Par exemple, 662 films ont été diffusés dans les salles au Québec en 2015.

5. Les films d'autres origines utilisés dans le numérateur excluent les films canadiens.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12-2

Assistance et parts de marché des films¹ selon la langue² et l'origine, Québec, 2007 à 2016

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Langue française											
Assistance-guichet											
Films québécois	k	2 536	2 136	3 269	2 222	2 345	1 195	1 346	1 229	1 548	1 156
Films canadiens ³	k	114	26	102	33	1	97	90	225	22	9
Films d'autres origines	k	15 031	13 967	14 782	14 963	14 043	13 691	13 407	11 662	12 419	11 609
Total	k	17 681	16 129	18 153	17 218	16 389	14 982	14 842	13 117	13 989	12 774
Part des films québécois	%	14,3	13,2	18,0	12,9	14,3	8,0	9,1	9,4	11,1	9,1
Part des films canadiens ³	%	0,6	0,2	0,6	0,2	—	0,6	0,6	1,7	0,2	0,1
Autres langues que le français											
Assistance-guichet											
Films québécois	k	22	24	15	70	22	35	4	41	29	66
Films canadiens ³	k	41	51	64	23	12	56	40	58	29	16
Films d'autres origines	k	6 529	6 408	7 209	6 640	5 828	6 070	6 272	5 645	6 013	5 802
Total	k	6 591	6 482	7 287	6 733	5 862	6 160	6 316	5 744	6 071	5 884
Part des films québécois	%	0,3	0,4	0,2	1,0	0,4	0,6	0,1	0,7	0,5	1,1
Part des films canadiens ³	%	0,6	0,8	0,9	0,3	0,2	0,9	0,6	1,0	0,5	0,3

1. Les films de sexualité explicite sont exclus.

2. Il s'agit de la langue de projection.

3. Excluant les films québécois.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12-3

Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2015

Titre	Assistance	Recettes	Provenance	Langue de la version originale
	n	k\$		
1. Brooklyn	8 647	75,8	Québec	Anglais
2. Room / Room : Le monde de Jack	7 636	66,9	Canada	Anglais
3. Remember / Souviens-toi	7 568	52,8	Canada	Anglais
4. Elephant Song / La chanson de l'éléphant	5 961	50,1	Québec	Anglais
5. The Price We Pay / Le prix à payer	5 666	48,0	Canada	Anglais
6. Turbo Kid	4 567	39,5	Québec	Anglais
7. The Amina Profile / Le profil Amina	3 271	26,4	Québec	Français
8. Hyena Road / Hyena Road : Le chemin du combat	3 001	27,0	Canada	Anglais
9. Lions de Cannes 2015 / Cannes Lions Édition 2015 - Le meilleur de la pub	2 695	22,9	Canada	Multilingue
10. Gurov and Anna / Gurov et Anna	2 638	19,0	Québec	Anglais

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12-4

Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2016

Titre	Assistance	Recettes	Provenance	Langue de la version originale
	n	k\$		
1. Brooklyn	37 315	292,6	Québec	Anglais
2. Race / 10 secondes de liberté	11 981	92,1	Canada	Anglais
3. The Girl King / La reine-garçon	7 904	53,3	Québec	Anglais
4. Room / Room : Le monde de Jack	7 464	55,5	Canada	Anglais
5. Two lovers and a bear / Un ours et deux amants	2 274	17,1	Québec	Anglais
5. I Am the Blues	1 427	9,3	Canada	Anglais
7. Volver a Cuba / Retour à Cuba	1 381	11,5	Québec	Espagnol
8. Gun Runners	1 202	5,6	Canada	Anglais
9. Perfect / Parfaites	1 175	10,3	Québec	Français
10. Mean Dreams / Rêves noirs	936	3,7	Canada	Anglais

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12-5

Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections de langue française, Québec, 2015

Titre	Assistance	Recettes	Provenance	Langue de la version originale
	n	k\$		
1. La guerre des tuques 3D	350 351	2 786,9	Québec	Français
2. Le mirage	326 240	2 371,1	Québec	Français
3. La passion d'Augustine	224 630	1 561,2	Québec	Français
4. Paul à Québec	146 346	1 056,8	Québec	Français
5. Ego Trip	105 133	751,5	Québec	Français
6. Aurélie Laflamme - Les pieds sur terre	84 586	595,8	Québec	Français
7. Guibord s'en va-t-en guerre	71 779	517,2	Québec	Français
8. Félix et Meira	24 534	188,9	Québec	Français
9. Le journal d'un vieil homme	23 028	157,2	Québec	Français
10. La chanson de l'éléphant	22 855	158,8	Québec	Anglais

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12-6

Films québécois et canadiens les plus populaires parmi les projections de langue française, Québec, 2016

Titre	Assistance	Recettes	Provenance	Langue de la version originale
	n	k\$		
1. Les 3 p'tits cochons 2	306 399	2 315,9	Québec	Français
2. Votez Bougon	150 832	1 093,7	Québec	Français
3. 1:54	127 421	955,5	Québec	Français
4. Juste la fin du monde	87 204	694,9	Québec	Français
5. Brooklyn	75 918	534,3	Québec	Anglais
6. Les mauvaises herbes	60 862	442,8	Québec	Français
7. Chasse-Galerie : La légende	59 201	412,5	Québec	Français
8. Nitro Rush	55 959	435,2	Québec	Français
9. 10 secondes de liberté	40 634	295,3	Canada	Anglais
10. La guerre des tuques 3D	37 373	262,0	Québec	Français

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12-7

Films les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2015

Titre	Assistance	Recettes	Provenance
	n	k\$	
1. Star Wars - The Force Awakens / Star Wars : Le réveil de la force	345 232	3 711,5	États-Unis
2. Jurassic World / Monde jurassique	265 977	2 572,9	États-Unis
3. Spectre / 007 Spectre	245 537	2 122,8	États-Unis
4. Avengers - Age of Ultron / Avengers : L'ère d'Ultron	225 484	2 138,1	États-Unis
5. Furious 7 / Dangereux 7	180 738	1 571,4	États-Unis
6. Mission : Impossible Rogue Nation / Mission : Impossible - La Nation Rogue	163 208	1 386,6	États-Unis
7. Minions / Les Minions	156 297	1 234,8	États-Unis
8. The Hunger Games : Mockingjay - Part 2 / Hunger Games : La Révolte - Dernière partie	139 712	1 227,4	États-Unis
9. The Martian / Seul sur Mars	137 795	1 366,1	États-Unis
10. Inside Out / Sens dessus dessous	125 408	1 008,8	États-Unis

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12-8

Films les plus populaires parmi les projections en d'autres langues que le français, Québec, 2016

Titre	Assistance	Recettes	Provenance
	n	k\$	
1. Deadpool	259 260	2 377,5	États-Unis
2. Rogue One : A Star Wars Story / Rogue One : Une histoire de Star Wars	197 174	2 116,4	États-Unis
3. Captain America : Civil War / Capitaine America : La guerre civile	188 517	1 880,7	États-Unis
4. Star Wars : The Force Awakens / Star Wars : Le réveil de la force	182 292	1 849,5	États-Unis
5. Suicide squad / L'escadron suicide	180 405	1 763,9	États-Unis
6. Batman v Superman : Dawn of Justice / Batman vs Superman : L'aube de la justice	164 302	1 665,4	États-Unis
7. Finding Dory / Trouver Doris	158 586	1 344,6	États-Unis
8. The Jungle Book / Le livre de la jungle	148 822	1 358,2	États-Unis
9. Doctor Strange / Docteur Strange	147 171	1 546,3	États-Unis
10. The Revenant / Le revenant	128 743	1 130,7	États-Unis

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12-9

Films les plus populaires parmi les projections de langue française, Québec, 2015

Titre	Assistance	Recettes	Provenance
	n	k\$	
1. Les Minions	689 913	5 320,1	États-Unis
2. Monde jurassique	550 463	4 997,3	États-Unis
3. Star Wars : Le réveil de la force	505 626	4 783,1	États-Unis
4. Dangereux 7	455 186	3 696,4	États-Unis
5. Sens dessus dessous	360 371	2 697,0	États-Unis
6. 007 Spectre	359 709	2 861,8	États-Unis
7. La guerre des tuques 3D	350 351	2 786,9	Québec
8. Avengers : L'ère d'Ultron	347 047	3 043,1	États-Unis
9. Hunger Games : La Révolte - Dernière partie	331 563	2 617,5	États-Unis
10. Le mirage	326 240	2 371,1	Québec

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 12-10

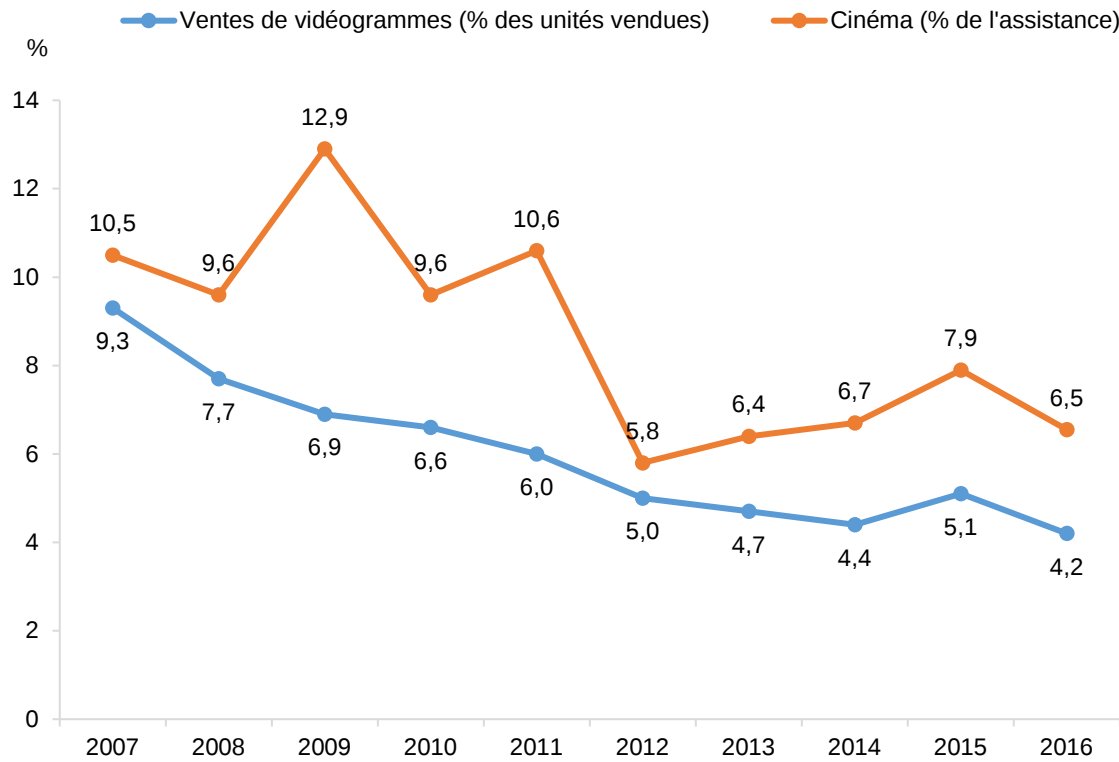
Films les plus populaires parmi les projections de langue française, Québec, 2016

Titre	Assistance	Recettes	Provenance
	n	k\$	
1. Comme des bêtes	438 777	3 419,8	États-Unis
2. Zootopia	343 454	2 706,8	États-Unis
3. Le revenant	322 946	2 500,8	États-Unis
4. Star Wars : Le réveil de la force	311 822	2 855,9	États-Unis
5. Les 3 p'tits cochons 2	306 399	2 315,9	Québec
6. Le livre de la jungle	304 562	2 619,3	États-Unis
7. Trouver Doris	299 631	2 314,8	États-Unis
8. Deadpool	284 558	2 302,1	États-Unis
9. Rogue One : Une histoire de Star Wars	246 612	2 321,6	États-Unis
10. Les animaux fantastiques	241 576	2 190,8	États-Unis

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 12-5

Part de marché des longs métrages québécois selon les entrées en salle et les ventes de vidéogrammes, Québec, 2007 à 2016



Sources :

Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

NPD VideoScan de Nielsen. Tous droits réservés.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

13. LES ENTREPRISES DE DISTRIBUTION DE RADIODIFFUSION

Faits saillants de 2015



- Hausse des revenus des télédistributeurs par câble et télévision sur protocole Internet (TVPI);



- Baisse des dépenses annuelles moyennes des ménages québécois pour les services de télédistribution;
- Baisse de la proportion des ménages québécois abonnés à un service de télédistribution;
- Baisse des contributions des entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) terrestre à la programmation télévisuelle canadienne.

La grande majorité des ménages québécois s'abonne toujours à des services de télédistribution pour regarder des émissions de télévision. La proportion des ménages abonnés a cependant diminué de 89 % en 2014 à 88 % en 2015. Cette proportion demeure plus élevée que dans l'ensemble du Canada et la baisse de 2015 est moins grande au Québec que dans l'ensemble du Canada. En 2015, 81 % des ménages canadiens étaient abonnés à un service de télédistribution, une réduction par rapport à 2014 où la proportion était de 85 % (figure 13-1).

Les revenus totaux des télédistributeurs par fil au Québec continuent leur progression observée depuis les dix dernières années. Une partie de cette hausse provient des abonnements aux services de télévision par protocole Internet, aux dépens des câblodistributeurs et des services par satellite, mais nous ne sommes pas en mesure de connaître l'ampleur de ce déplacement au Québec.

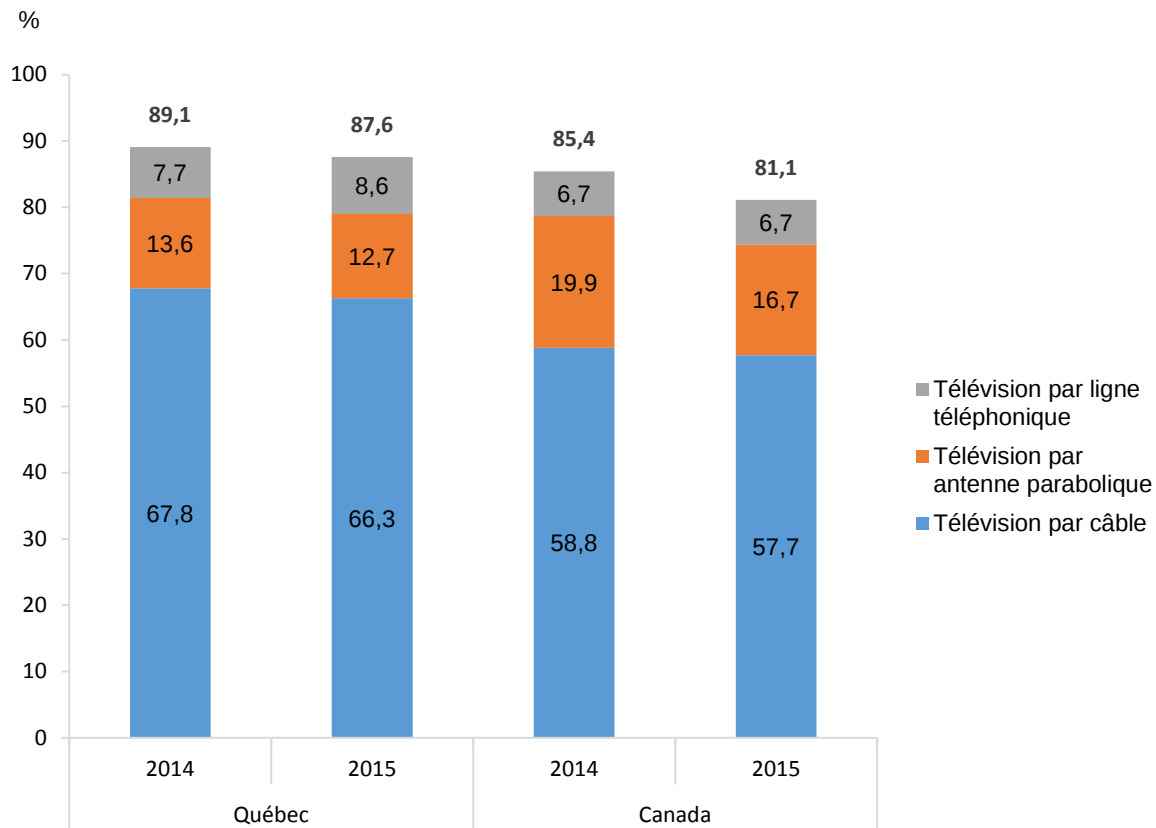
En 2015, les ménages québécois dépensent 6 \$ de moins qu'en 2014 pour leur service de télédistribution (câble, TVPI et satellite). La dépense annuelle moyenne s'élève à 558 \$ en 2015 (figure 13-3). La baisse n'est pas forcément attribuable à une réduction des coûts de la télédistribution. Puisque la dépense moyenne des ménages de la figure 13-3 est celle de tous les ménages québécois, incluant ceux qui ne sont pas abonnés à un service de télédistribution, la baisse peut être due à la plus faible proportion de ménages abonnés. En fait, le revenu mensuel moyen par abonné des télédistributeurs par câble et TVPI est légèrement plus élevé en 2015 qu'en 2014.

Les contributions des entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) terrestre (câble et TVPI) au Québec à la programmation canadienne diminuent pour une deuxième année consécutive. Elles s'établissent à 80 M\$ en 2015, une réduction de 4 % par rapport à 2014. Cette baisse est attribuable à l'abolition du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL)². En fait, on a noté de légères hausses (3 M\$ au total) dans les autres catégories de contributions.

1. Le taux du FAPL a été réduit pour 2013-2014 et aboli en septembre 2014.

Figure 13-1

Pourcentage des ménages déclarants ayant des services de télévision selon le type d'équipement, Québec et Canada, 2014 et 2015



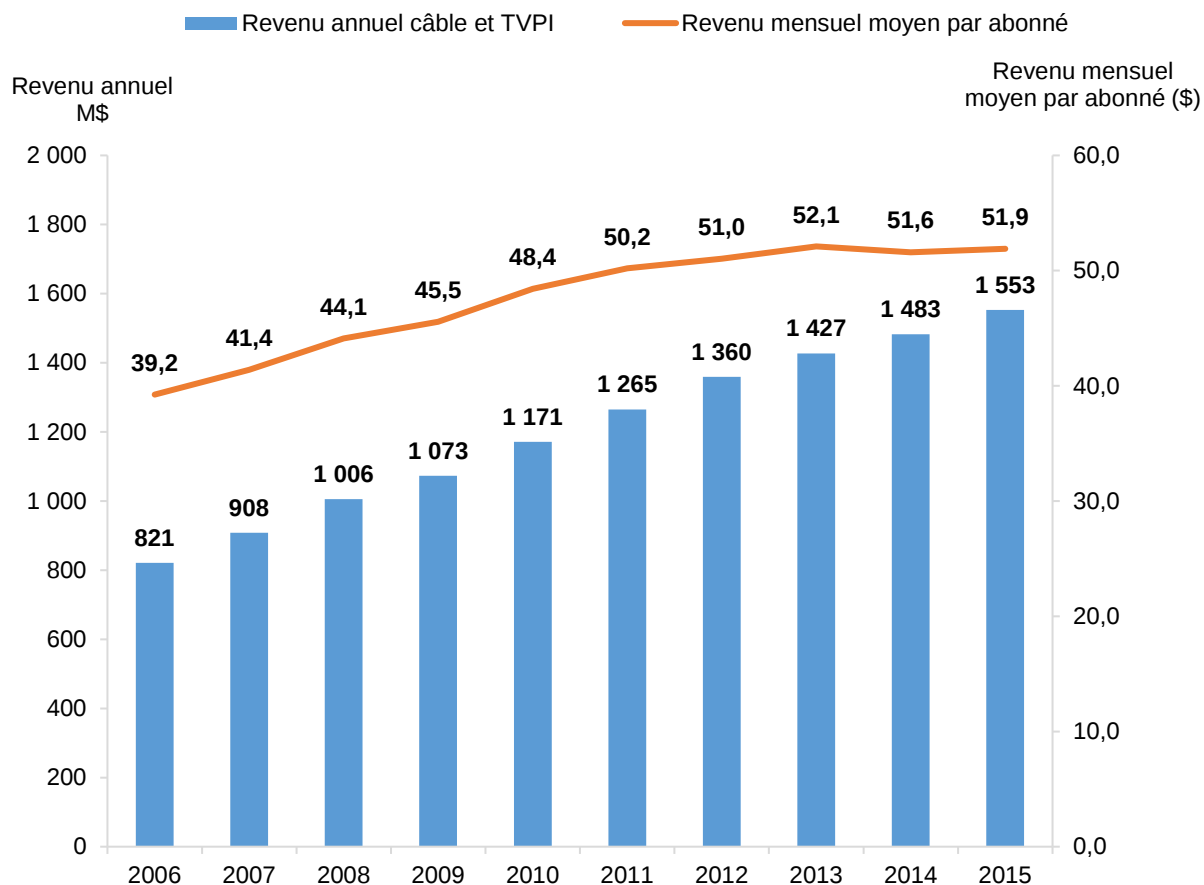
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, tableau 203-0027, [En ligne].
[www5.statcan.gc.ca/cansim/] (consulté le 12 avril 2017).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 13-2

Revenus des services de câblodistribution et télévision par protocole Internet, Québec, 2006 à 2015

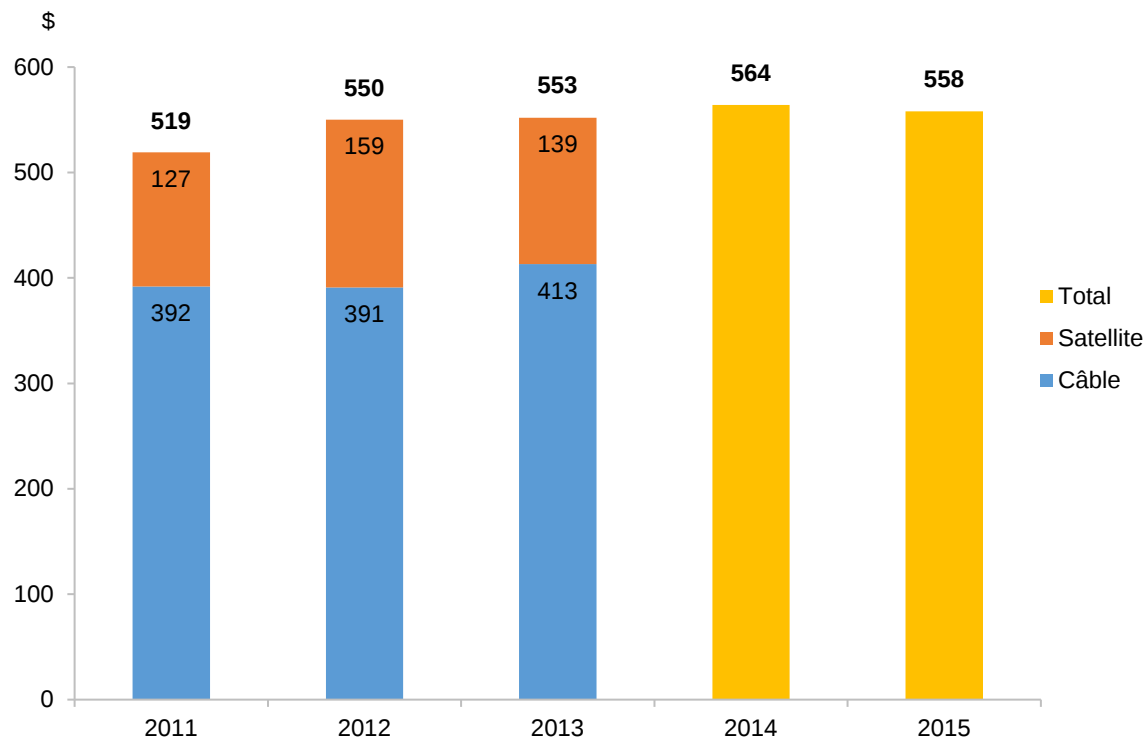


Source : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, *Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, systèmes de distribution multipoint (SDM) et satellite de radiodiffusion directe (SRD), 2005-2009 à 2011-2015.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 13-3

Dépense annuelle moyenne par ménage¹, location de télédistribution selon le type de fournisseur, Québec, 2011 à 2015²



1. Il s'agit de la dépense moyenne de tous les ménages québécois, incluant ceux qui ne sont pas abonnés à un service de télédistribution.

2. Pour 2014 et 2015, le total est disponible, mais pas la répartition.

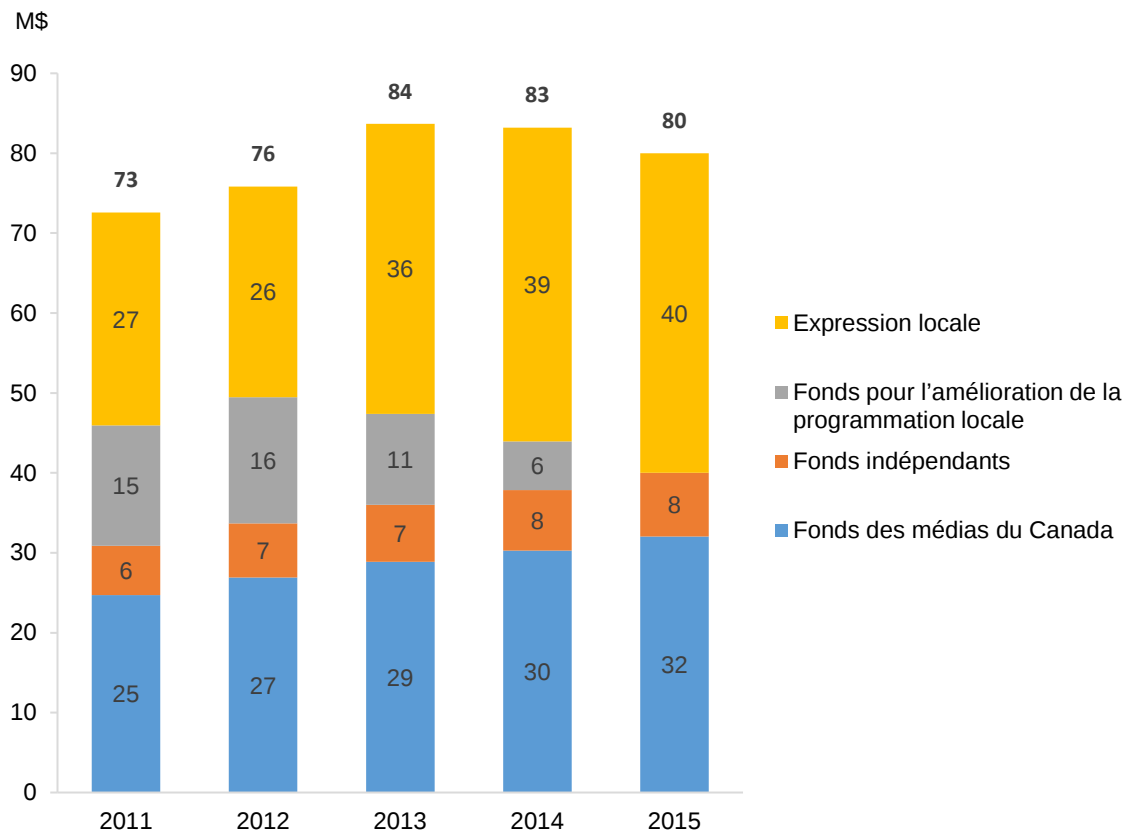
Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, tableau 203-0021, [En ligne]. [www5.statcan.gc.ca/cansim/] (consulté le 5 avril 2017).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 13-4

Contributions des EDR terrestres à la programmation canadienne, Québec, 2011 à 2015¹



1. Pour les données de chaque période, l'année de radiodiffusion se termine le 31 août.

Source : Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, *Relevés statistiques et financiers, Câblodistribution, systèmes de distribution multipoint (SDM) et satellite de radiodiffusion directe (SRD)*, 2008-2012 à 2011-2015.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

ANNEXES

Annexe A

Production cinématographique et télévisuelle au Québec selon les données du *Profil* canadien

Les figures de cette section (annexe A) sont basées sur les données de la production régionale publiées dans le *Profil* canadien. On constate des différences entre les données présentées dans les tableaux et figures du présent rapport et celles du *Profil* canadien (tableau A1).

Production cinématographique : Les différences sont significatives d'une année à l'autre, mais les valeurs s'équilibrent plus ou moins sur plusieurs années (écart de moyen à faible sur cinq ans). Les différences sont peut-être dues à l'attribution des productions à une période ou une autre dans la compilation. Notez aussi que les données des longs métrages d'animation (qui demeurent peu nombreux) ne sont pas disponibles séparément des autres œuvres d'animation et sont incluses avec les productions télévisuelles.

Production étrangère et services de production : L'écart est élevé en 2014-2015. Si on utilisait la valeur selon l'année de tournage, l'écart serait plus faible (- 24 M\$) pour 2014, mais plus élevé pour les autres années. La difficulté d'obtenir des données fiables et constantes sur cette production est mentionnée au chapitre 7. Par ailleurs, les données de ce Profil pour le Québec incluent des projets québécois et canadiens qui ont demandé le crédit d'impôt pour les services de production au lieu du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise. Des variations dans la valeur et dans le nombre de ces projets peuvent être à l'origine des différentes tendances observée entre ces données et celles du Profil canadien.

Production interne : L'écart dans les données présentées dans ce rapport est élevé. Cela s'explique par l'inclusion de toutes les catégories de genres d'émissions dans la production de la SRC/CBC, et pas seulement les sports et les nouvelles.

Production télévisuelle : Les différences constatées sont significatives. Les données du présent rapport sont presque toujours plus faibles que celles du Profil canadien. Parmi les facteurs qui peuvent contribuer à ces différences, il y a la source des données et les éléments pris en compte dans le calcul. Ainsi, le Profil canadien se base sur les données du Bureau de la certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et sur une estimation de la production télévisuelle certifiée par le CRTC, alors que les données contenues dans ce rapport sont fondées sur le crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique et télévisuelle québécoise (CIRQ) administré par la SODEC. Il n'y a pas d'estimation pour des productions télévisuelles québécoises qui ne seraient pas certifiées par la SODEC. Il est indiqué dans les notes du Profil canadien que « Les recherches effectuées par Nordicité et Patrimoine canadien en 2009 ont indiqué que ces œuvres équivalaient à quelque 13,5 % de l'ensemble de la production télévisuelle canadienne ». Ce taux est utilisé dans les estimations de Nordicité, mais on ignore comment il est établi et s'il est toujours aussi pertinent. La production des entreprises affiliées aux télédiffuseurs est aussi en cause, car elle semble être prise en compte dans l'estimation des œuvres certifiées par le CRTC. Ces productions ne sont pas incluses dans les données de la SODEC. Selon les données du CRTC présentées dans le tableau 11-3, les dépenses des télédiffuseurs québécois à ce chapitre représentent environ 50 M\$ par année et concernent surtout des productions de genres, comme des émissions d'intérêt général. Toutefois, ces données sont partielles et n'ont pas été ajoutées à la valeur de la production télévisuelle québécoise.

Tableau A1

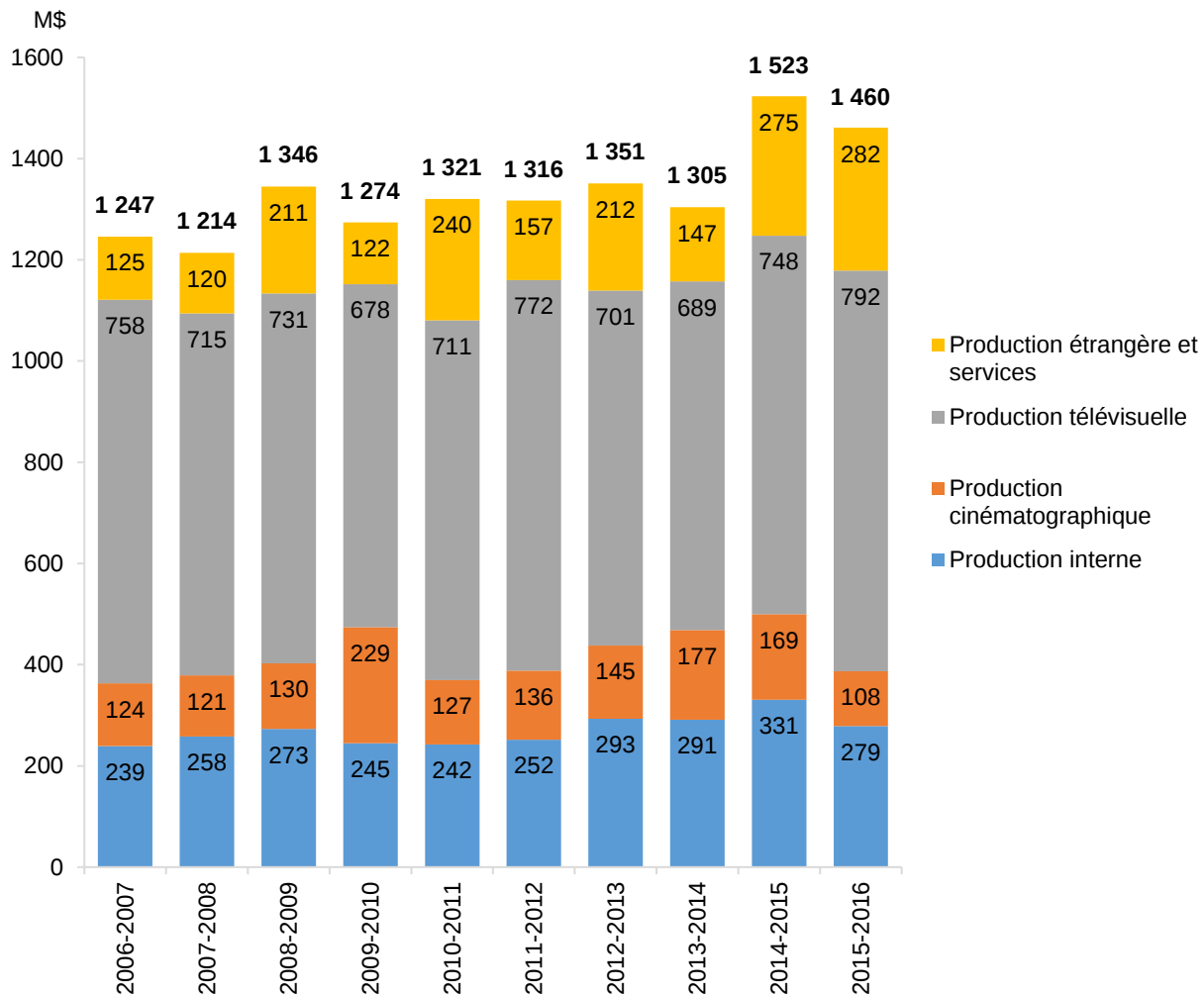
Comparaison des données pour le Québec du *Profil* canadien et du *Profil* Québec, 2011-2012 à 2015-2016

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Moyenne
	M\$					
Production cinématographique						
<i>Profil</i> Québec	142	183	204	174	172	175
<i>Profil</i> canadien	136	145	177	169	108	147
Écart	6	38	27	5	64	28
Production étrangère et services de production						
<i>Profil</i> Québec	163	212	164	407	380	265
<i>Profil</i> canadien	157	212	147	275	282	215
Écart	6	0	17	132	98	51
Production interne						
<i>Profil</i> Québec	341	391	372	401	340	369
<i>Profil</i> canadien	252	293	291	331	279	289
Écart	89	98	80	70	61	80
Production télévisuelle						
<i>Profil</i> Québec	489	555	527	612	651	567
<i>Profil</i> canadien	772	701	689	748	792	740
Écart	-283	-146	-162	-136	-141	-174
Total						
<i>Profil</i> Québec	1 135	1 341	1 267	1 594	1 543	1 376
<i>Profil</i> canadien	1 316	1 351	1 305	1 523	1 460	1 391
Écart	-181	-10	-38	71	83	-15

Sources : Voir les figures 1-2 et A1.

Figure A1

Production cinématographique et télévisuelle selon le secteur, Québec, 2006-2007 à 2015-2016

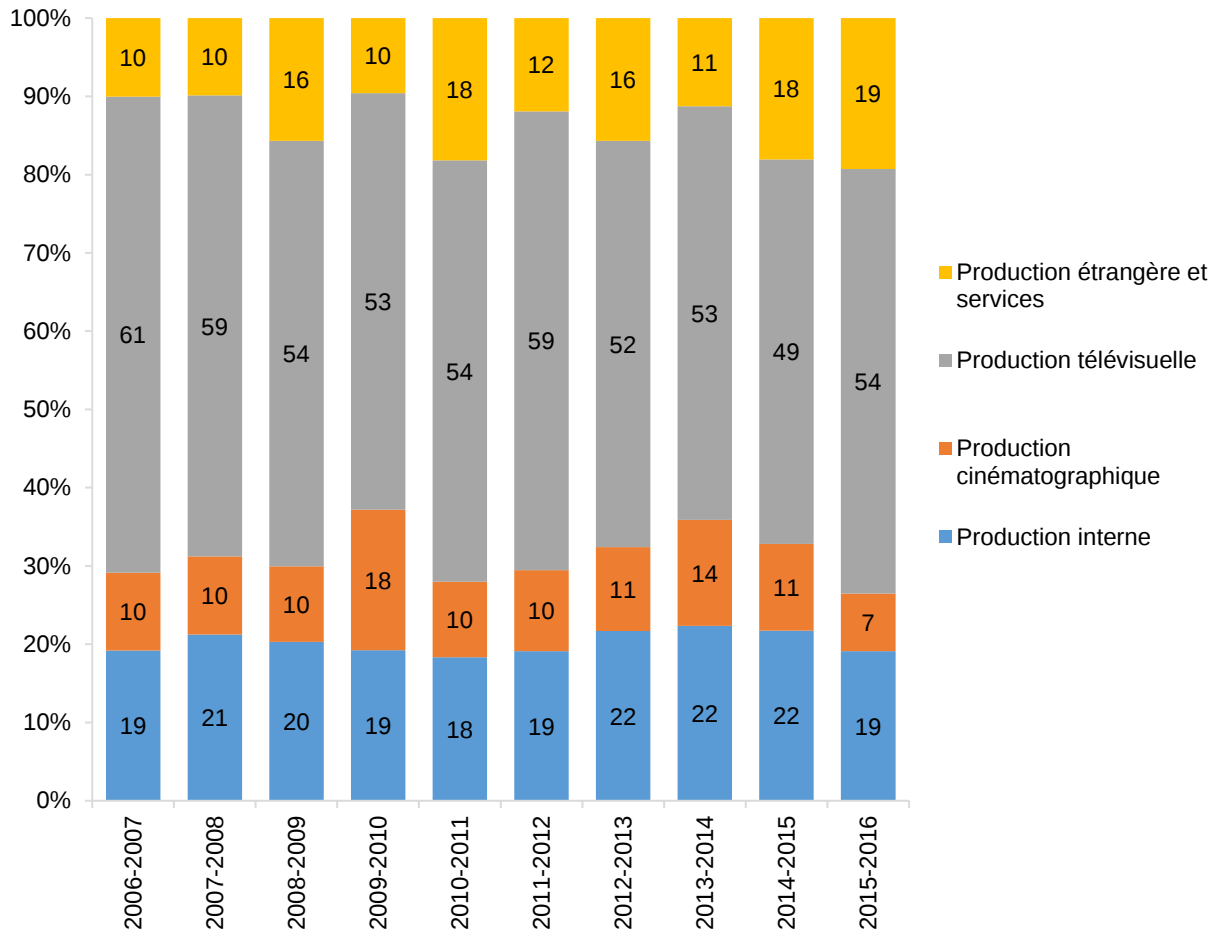


Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Nordicité (2017). *Profil 2016. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figures 4-12, 5-8, 7-4 et 8-3.

Figure A2

Répartition de la production cinématographique et télévisuelle selon le secteur, Québec, 2006-2007 à 2015-2016

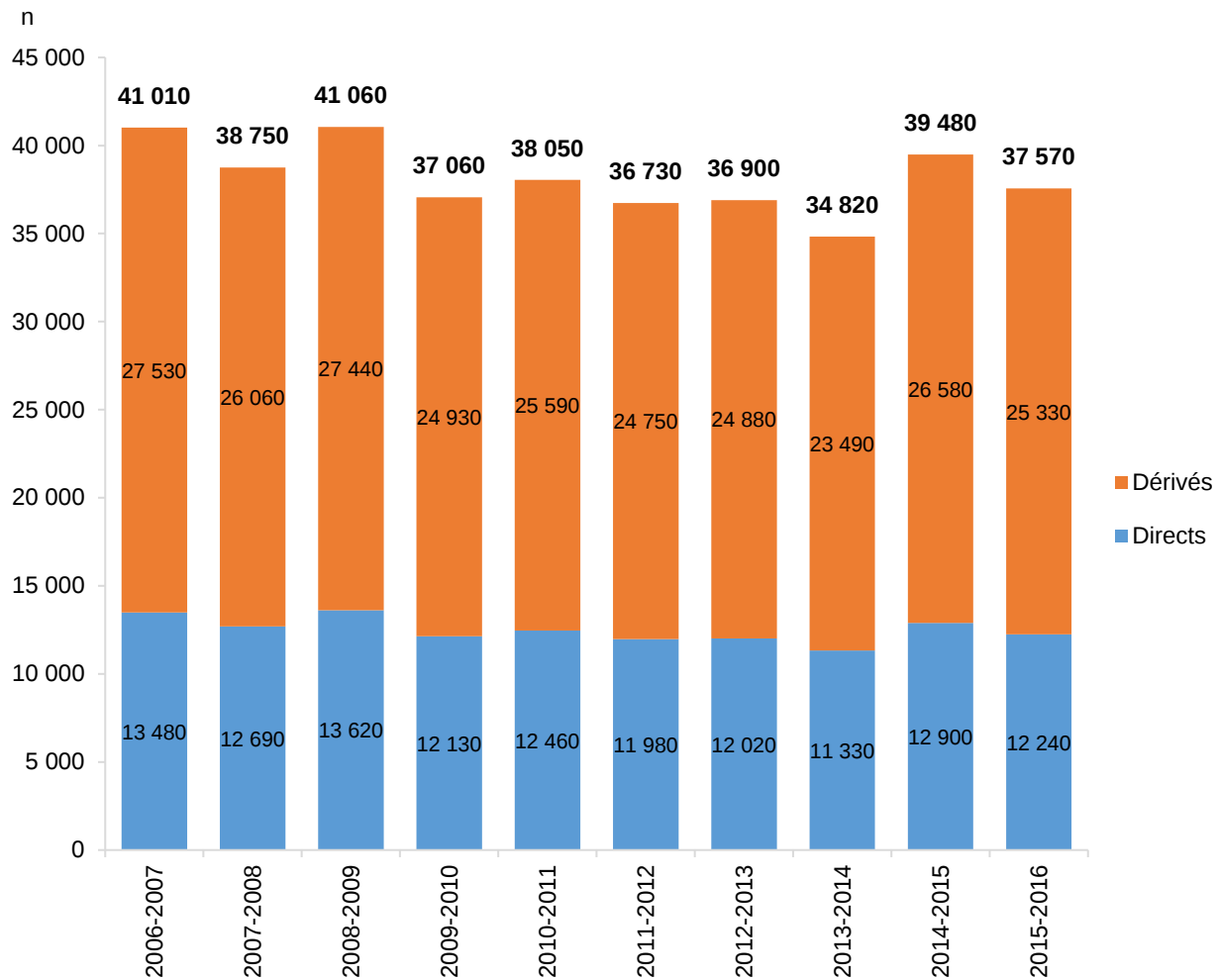


Note: les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Nordicité (2017). *Profil 2016. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figures 4-12, 5-8, 7-4 et 8-3

Figure A3

Emplois ETP attribuables à la production cinématographique et télévisuelle, Québec, 2006-2007 à 2015-2016



Source : Nordicité (2017), *Profil 2016. Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, figures 2-2 et 2-3.

Annexe B

Notes méthodologiques concernant le calcul de l'incidence économique

Une note méthodologique s'impose concernant le calcul de l'incidence économique de la production cinématographique et télévisuelle au Québec selon la méthodologie décrite dans *Profil 2016, rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada* (appelé le *Profil* canadien ci-après). Les résultats de ce calcul sont présentés au chapitre 2.

On retrouve dans le *Profil* canadien des estimations du produit intérieur brut (PIB), du revenu de travail et des emplois directs et indirects attribuables aux différentes catégories de production de contenu sur écran pour le Canada. Pour le Québec, on y trouve seulement des estimations des emplois.

Le *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2015* offrait un tableau de comparaison des estimations selon la méthode du *Profil* canadien et les autres données disponibles. Nous invitons les lecteurs à y référer au besoin.

Méthodologie

Les estimations des incidences économiques dans le *Profil* canadien sont calculées proportionnellement au volume de production. En général, cette proportion est établie en fonction des éléments suivants :

- la proportion estimée du budget de production qui est versée en rémunération (50 %);
- la rémunération ETP moyenne en production¹ (basée sur les données du Recensement 2006 de Statistique Canada et ajustée annuellement sur la base des données de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH));
- des facteurs de rajustement de la rémunération ETP provinciale moyenne (basée sur des données de l'EERH);
- des multiplicateurs pour les emplois dérivés (indirects et induits), qui sont appliqués au nombre estimé d'emplois directs;
- des multiplicateurs pour la contribution (directe et indirecte) au PIB, qui sont appliqués sur le revenu de travail estimé.

Plus précisément, les calculs sont établis comme suit :

Revenu de travail des emplois directs = 50 % du budget de production. Pour le budget de production, on a utilisé la valeur de la production (le devis) pour chaque secteur, telle qu'on la retrouve à la figure 1-3.

Emplois directs = revenu de travail divisé par la rémunération ETP moyenne en production multiplié par le facteur de rajustement provincial.

Emplois indirects = emplois directs multipliés par 1,17. Ceci est le multiplicateur utilisé pour les estimations à l'échelle canadienne. Pour les estimations provinciales, Nordicité s'est basé sur « les multiplicateurs dont se sert Statistique Canada pour des calculs comparables » (p.138), mais ne publie pas la valeur de ces multiplicateurs.

Emplois induits = (emplois directs plus emplois indirects) multipliés par 0,17. Ceci est le multiplicateur utilisé pour les estimations à l'échelle canadienne. Les estimations provinciales sont calculées en répartissant proportionnellement l'écart entre la somme des estimations de l'emploi indirect obtenus pour les provinces et l'emploi dérivé pour l'ensemble du pays. La proportion pour chaque province correspond à sa part des emplois créés indirectement.

Emplois dérivés = emplois indirects plus emplois induits.

Revenus de travail des emplois dérivés = nombre d'emplois dérivés multiplié par la rémunération ETP pour toutes les industries (39 000 \$).

Contribution au produit intérieur brut de la production (sauf la production interne) = (revenu de travail des emplois directs multiplié par 1,13) plus (revenu de travail des emplois dérivés multiplié par 1,49). Il n'y a pas d'estimation de la contribution au PIB provincial dans le *Profil* canadien.

Contribution au produit intérieur brut de la production interne = (revenu de travail des emplois directs multiplié par 1,17) plus (revenu de travail des emplois dérivés multiplié par 1,49). Selon Nordicité (2017, p.138), le taux de 1,17 « rend mieux compte de la rentabilité de la télédiffusion canadienne ». Il n'y a pas d'estimation de la contribution au PIB provincial dans le *Profil* canadien.

1. La rémunération moyenne d'un emploi équivalent temps plein (ETP) utilisée est 60 552 \$ pour 2014 -2015 et 61 168 \$ pour 2015-2016. Le facteur d'ajustement est 0,975.

Notes de calcul

Selon le *Profil* canadien, il y a 37 570 emplois ETP attribuables à la production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2015-2016, alors que dans la présente édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*, on trouve un équivalent de 30 769 emplois. La différence s'explique par deux facteurs : les estimations divergentes du volume de production et l'utilisation de plus petits multiplicateurs.

Les estimations de l'incidence économique se fondent essentiellement sur le volume de production. Le volume de production estimé ici pour 2015-2016 étant plus élevé que dans le *Profil* canadien, on pourrait s'attendre un nombre d'emplois plus élevé. C'est le cas des emplois directs dans le *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2016*, mais pas de emplois indirects.

Précisons que les valeurs exactes des multiplicateurs pour les emplois indirects dans chaque province ne sont pas publiées dans le *Profil* canadien. Seuls le nombre d'emplois directs et le nombre d'emplois dérivés sont publiés pour chaque province. Ces chiffres suggèrent que pour chaque emploi direct en production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2015-2016, il y aurait 2,07 emplois dérivés. Dans l'ensemble du Canada, le ratio est de 1,54.

Il n'y a pas de statistique permettant de valider les résultats de ces estimations, mais quelques comparaisons sont intéressantes. Notamment, la somme des emplois salariés dans les industries du film et de la vidéo (tableau C1) et le nombre des effectifs totaux de la télévision privée, de la SRC/CBC et de la télédistribution par câble et TVPI au Québec et les effectifs totaux des services de télévision spécialisés francophones (tableau B1) est de 22 144 personnes. Or, on ne peut pas affirmer que ces emplois sont attribuables à la production cinématographique et télévisuelle québécoise. De plus, une étude d'impact économique du ministère de la Culture et des Communications (MCC, 2012) estime à 13 831 le nombre d'emplois directs et indirects dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel en 2009 (tableau B2). Si on ajoute la télévision et la télédistribution, le nombre s'élève à 33 973 emplois directs et indirects. L'estimation de Nordicité du nombre d'emplois directs et dérivés attribuables à la production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2009-2010 est plus élevée, soit 37 060. Ainsi, le facteur 2,07 emplois dérivés par emploi direct nous semble élevé. Les valeurs dans le tableau 2-1 sont basées sur la valeur nationale de 1,54.

Tableau B1

Effectifs totaux de la télédiffusion et de la télédistribution par câble et TVPI¹, Québec, 2011 à 2015

	2011	2012	2013	2014	2015
	n				
SRC/CBC	2 715	2 667	2 552	2 425	2 160
Télévision privée	1 680	1 683	1 628	1 556	1 458
Télévision spécialisée francophone	1 343	1 440	1 423	1 314	1 347
Câble et TVPI	6 681	7 419	7 663	7 939	7 270
Total	12 418	13 210	13 266	13 234	12 235

1. TVPI : télévision sur protocole Internet

Sources:

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

Relevés statistiques et financiers de la distribution de radiodiffusion 2011-2015.
Relevés statistiques et financiers des services spécialisés, payants, à la carte et de vidéo sur demande 2009-2013 et 2011-2015.
Relevés statistiques de la télévision traditionnelle 2009-2013 et 2011-2015.

Tableau B2

Estimation de l'impact économique de certains domaines associés à l'audiovisuel, Québec, 2009

	indirects	Produit intérieur brut
	n	M\$
Cinéma et audiovisuel	13 831	926
Télévision	10 354	1 091
Télédistribution	9 788	1 161
Total	33 973	3 178

Source: Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (2012). « Impact économique du secteur de la culture et des communications au Québec pour l'année 2009 », *Survol*, [En ligne], n° 20, mars, 8 p. [www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/Survol20-mars2012.pdf] (consulté le 4 avril 2012).

Annexe C

Apport économique

Cette annexe offre des données alternatives concernant l'apport économique de l'industrie audiovisuelle au Québec. Les données présentées ici ne sont pas comparables à celles que l'on retrouve au chapitre 2, puisque les sources, les méthodologies et les univers couverts sont différents, et ce, de manière significative. Ces données sont cependant basées sur des enquêtes plus précises et des approches (cadre conceptuel et méthodologie) plus complètes que celles du *Profil* canadien. Elles sont donc considérées comme étant plus fiables.

Faits saillants de 2014, 2015 et 2016

- Augmentation du produit intérieur brut (PIB) de la culture dans le domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs entre 2010 et 2014;
- Baisse du nombre d'emplois liés à la culture dans le domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs entre 2010 et 2014;

En 2016, il y avait 10 429 emplois salariés dans les industries du film et de la vidéo au Québec, soit une hausse de 5 % par rapport à 2015. Cela n'inclut pas les emplois associés à la production interne ni les emplois de travailleurs non-salariés comme les travailleurs autonomes. De plus, il existe des emplois associés à la production de biens et services audiovisuels dans d'autres industries.

Statistique Canada estime qu'il y avait 23 758 emplois liés à la culture dans les industries appartenant au domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs en 2014. Ce chiffre représente une diminution de 7 % par rapport à 2010. Or, il y a des emplois associés à la production de biens et services audiovisuels dans d'autres industries. Statistique Canada estime que la production de biens et de services du domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs a permis d'offrir 31 332 emplois en 2014, soit 21 % des emplois liés à la culture au Québec. Le nombre d'emplois, selon cette perspective a diminué de 9 % depuis 2010.

En même temps, le PIB dans les industries appartenant au domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs est passé de 2,5 G\$ à 2,8 G\$ entre 2010 et 2014, soit une augmentation de 15 %. Dans une perspective de produit, cependant, le PIB associé à la production de biens et services du domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs est passé de 3,5 G\$ à 4,0 G\$ (+ 17 %) entre 2010 et 2014.

Notons qu'avec la méthode conventionnelle de mesure du PIB (figure 2-1), on constate également une croissance de celui-ci dans les industries du film et de la vidéo dans leur ensemble pour la même période (soit + 19 % entre 2010 et 2014) ainsi qu'une hausse de 4 % en 2015. Ce que l'on constate pour l'ensemble des industries ne se vérifie toutefois pas pour chaque composante puisque le PIB de la présentation de films et vidéos a diminué de 4 % entre 2014 et 2015.

Tableau C1

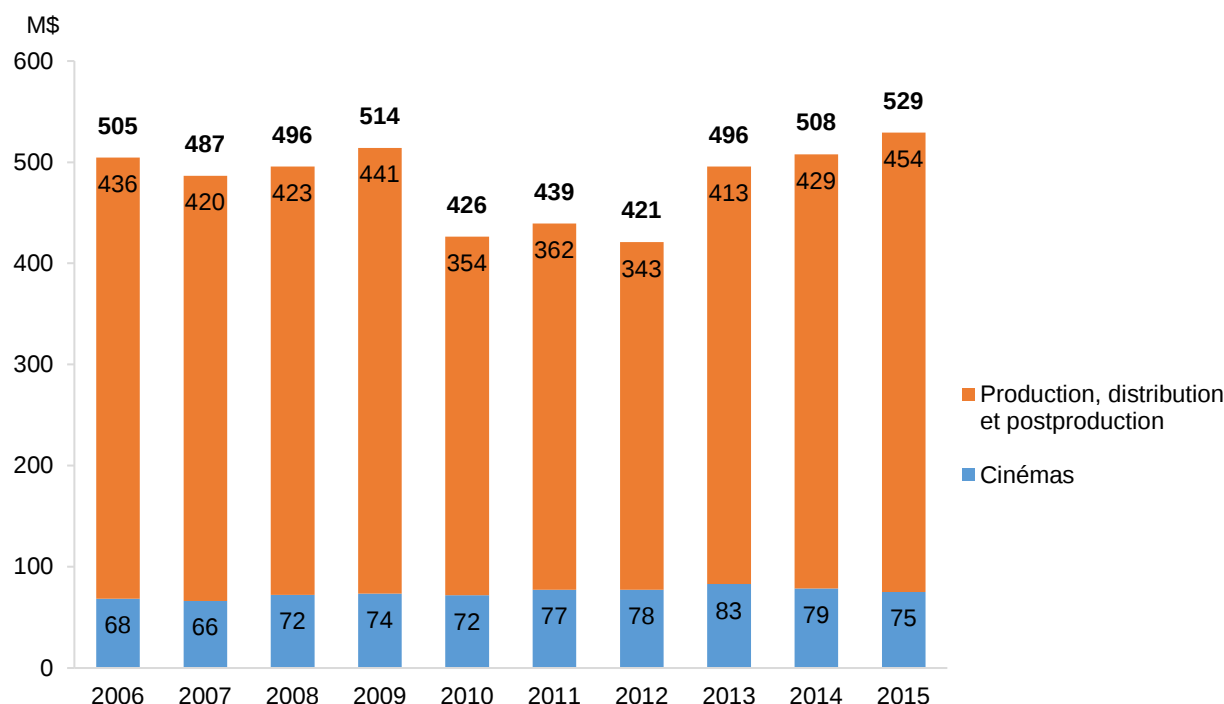
Emplois salariés dans certaines industries de l'audiovisuel, Québec, 2007 à 2016

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	n									
Radiodiffusion et télédiffusion	11 240	11 416	10 692	10 524	x	10 297	x	9 501	9 481	x
Télévision payante et spécialisée	945	1 014	998	1 072	x	1 161	x	814	1 173	x
Industries du film et de la vidéo ¹	9 592	9 710	9 321	8 891	9 205	9 658	8 995	9 259	9 909	10 429

1. Inclut les industries appartenant au SCIAN 5121: production, distribution et présentation de films et de vidéos et postproduction et autres industries du film et de la vidéo.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), adapté par l'Institut de la statistique du Québec. [En ligne]. [<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/emplois-remuneration/emploi.htm>] (consulté le 7 avril 2017).

Figure C1

Produit intérieur brut^{1,2} des industries du film et de la vidéo³, Québec, 2006 à 2015


1. Aux prix de base, dollars enchaînés (2007).

2. Dans cette figure, la méthodologie pour calculer le PIB diffère de celle utilisée pour le compte satellite de la culture et pour les indicateurs provinciaux et territoriaux de la culture présentés dans les tableaux C2 et C3.

3. Les industries du film et de la vidéo (sauf présentation) regroupent les industries de la production de films et de vidéos (SCIAN 51211), de la distribution de films et de vidéos (SCIAN 51212), de la postproduction et autres industries du film et de la vidéo (SCIAN 51219), et de la présentation de films et de vidéos (SCIAN 51213, qui comprend notamment les salles de cinéma.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des parties, en raison de l'arrondissement des données.

Source : Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, tableau 379-0030, [En ligne]. [www5.statcan.gc.ca/cansim/] (consulté le 10 avril 2017).

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau C2

Emplois¹ liés à la culture, domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs², Québec et Canada, 2010 à 2014

	2010	2011	2012	2013	2014
n					
Québec					
Audiovisuel et médias interactifs					
Perspective du produit ³	33 758	34 850	33 759	31 865	31 332
Perspective de l'industrie ⁴	26 173	26 538	25 996	24 327	23 758
Total de la culture					
Perspective du produit ³	153 711	154 548	150 517	150 995	150 749
Perspective de l'industrie ⁴	172 969	175 854	174 764	175 388	175 905
Canada					
Audiovisuel et médias interactifs					
Perspective du produit ³	124 860	132 888	134 269	137 965	134 611
Perspective de l'industrie ⁴	99 283	105 242	105 706	108 855	105 003
Total de la culture					
Perspective du produit ³	625 206	632 288	628 663	635 870	630 483
Perspective de l'industrie ⁴	685 394	697 143	692 774	702 997	700 120

1. « Il s'agit du nombre d'emplois occupés par les travailleurs autonomes, les salariés et les travailleurs familiaux non rémunérés. Il convient de souligner qu'un emploi qui n'existe que pendant une partie de l'année (p. ex., 4 mois) ne compte que comme une fraction d'un emploi seulement (1/3 d'un emploi) pour l'année en question. Il faut aussi souligner qu'un emploi à temps partiel de 10 heures par semaine compte autant qu'un emploi à temps plein de 50 heures par semaine » (Statistique Canada (2015), *Compte satellite de la culture provinciale et territoriale*, 2010, No 13-604-M, p. 57).

2. Inclut les sous-domaines du film et de la vidéo, de la radiotélédiffusion et des médias interactifs, dont les jeux vidéo.

3. La perspective du produit mesure le PIB et l'emploi associés à la production de produits culturels du domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs, peu importe qu'ils proviennent d'établissements des industries de la culture ou d'industries qui n'y sont pas liées.

4. La perspective de l'industrie mesure le PIB et l'emploi des établissements appartenant aux industries de l'audiovisuel et des médias interactifs. Ces estimations englobent la production de produits culturels et de produits non liés à la culture.

Source: : Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, tableau 387-0012 et 387-0013, [En ligne].
[www5.statcan.gc.ca/cansim/] (consulté le 7 avril 2017).

Tableau C3

Produit intérieur brut¹ de la culture, domaine de l'audiovisuel et des médias interactifs², Québec et Canada, 2010 à 2014

	2010	2011	2012	2013	2014
	M\$				
Québec					
Audiovisuel et médias interactifs					
Perspective du produit ³	3 492	3 612	3 669	3 909	4 071
Perspective de l'industrie ⁴	2 474	2 527	2 596	2 733	2 838
Total de la culture					
Perspective du produit ³	10 709	10 939	11 165	11 609	11 888
Perspective de l'industrie ⁴	12 564	12 957	13 448	14 084	14 538
Canada					
Audiovisuel et médias interactifs					
Perspective du produit ³	14 696	15 897	16 499	17 579	18 411
Perspective de l'industrie ⁴	10 908	11 754	12 105	12 775	13 400
Total de la culture					
Perspective du produit ³	47 384	49 343	50 926	53 107	54 615
Perspective de l'industrie ⁴	52 980	55 185	57 087	59 575	61 665

1. Aux prix de base.

2. Inclut les sous-domaines du film et de la vidéo, de la radiotélédiffusion et des médias interactifs, dont les jeux vidéo.

3. La perspective du produit mesure le PIB et l'emploi associés à la production de produits culturels du domaine du film et de la vidéo, de la radiotélédiffusion et des médias interactifs, peu importe qu'ils proviennent d'établissements d'industries de la culture ou des industries qui n'y sont pas liées.

4. La perspective de l'industrie mesure le PIB et l'emploi des établissements appartenant aux industries du film et de la vidéo, de la radiotélédiffusion et des médias interactifs. Ces estimations englobent la production de produits culturels et de produits non liés à la culture.

Source: Adapté de la base de données CANSIM de Statistique Canada, tableau 387-0012 et 387-0013, [En ligne].
[www5.statcan.gc.ca/cansim/] (consulté le 7 avril 2017).

L'Observatoire de la culture et des communications, à la demande de l'Association québécoise de la production médiatique (AQPM) et en partenariat avec l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ), la Guilde canadienne des réalisateurs – Conseil du Québec (DGC), la Société des auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC) et l'Union des artistes (UDA), présente cette deuxième édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*. La présentation des figures et tableaux de ce document est inspirée de la structure employée par le *Profil: Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*. Le but étant, notamment, de faciliter une comparaison des tendances québécoises avec les tendances canadiennes.

La première partie présente un portrait global de la production sur écran au Québec et des industries de l'audiovisuel. L'information est détaillée dans onze sections additionnelles, parmi lesquelles sept portent sur la production (la production québécoise indépendante, la production télévisuelle indépendante, la production cinématographique, les coproductions, la production étrangère et les services de production, la production interne des télédiffuseurs et la production pour médias numériques convergents). À cela s'ajoutent ensuite des statistiques sur la distribution, la télédiffusion, l'exploitation en salle ainsi que les entreprises de distribution de la radiodiffusion.

Avis de révision

Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2016

Document révisé le 19 septembre 2017

1. À la page 17, utiliser la note suivante au bas de la figure 1-1 :

Emplois et contribution au produit intérieur brut (PIB) pour le Québec: Il s'agit du nombre d'emplois et du PIB calculés selon la méthodologie du Profil canadien sur la base des estimations de la production globale présentées à la figure 1-3. Voir aussi la note méthodologique à l'annexe B (p.156).

2. À la page 156, changer les paragraphes par ceux-ci :

Selon le *Profil* canadien, il y a 37 570 emplois ETP attribuables à la production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2015-2016, alors que dans la présente édition du *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec*, on trouve un équivalent de 32 367 emplois. La différence s'explique par deux facteurs: les estimations divergentes du volume de production et l'utilisation de plus petits multiplicateurs.

Les estimations de l'incidence économique se fondent essentiellement sur le volume de production. Le volume de production estimé ici pour 2015-2016 étant plus élevé que dans le Profil canadien, on pourrait s'attendre à un nombre d'emplois plus élevé. C'est le cas des emplois directs dans le *Profil de l'industrie audiovisuelle au Québec en 2016*, mais pas des emplois indirects.

Précisons que les valeurs exactes des multiplicateurs pour les emplois indirects dans chaque province ne sont pas publiées dans le *Profil* canadien. Seuls le nombre d'emplois directs et le nombre d'emplois dérivés sont publiés pour chaque province. Ces chiffres laissent supposer que pour chaque emploi direct en production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2015-2016, il y aurait 2,07 emplois dérivés. Dans l'ensemble du Canada, le ratio est de 1,54.

Il n'y a pas de statistique permettant de valider les résultats de ces estimations, mais quelques comparaisons sont intéressantes. Notamment, la somme des emplois salariés dans les industries du film et de la vidéo (tableau C1) et des effectifs totaux de la télévision privée, de la SRC/CBC, de la télédistribution par câble et TVPI et des services de télévision spécialisée francophone au Québec (tableau B1) est de 22 144 personnes. Or, on ne peut pas affirmer que ces emplois sont attribuables à la production cinématographique et télévisuelle québécoise. De plus, une étude d'impact économique du ministère de la Culture et des Communications (MCC, 2012) estime à 13 831 le nombre d'emplois directs et indirects dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel en 2009 (tableau B2). Si l'on ajoute la télévision et la télédistribution, le nombre s'élève à 33 973 emplois directs et indirects. L'estimation de Nordicité du nombre d'emplois directs et dérivés attribuables à la production cinématographique et télévisuelle au Québec en 2009-2010 est plus élevée, soit 37 060. Ainsi, le facteur de 2,07 emplois dérivés par emploi direct nous semble élevé. Les valeurs dans le tableau 2-1 sont basées sur la valeur nationale de 1,54.

3. À la page 157, changer le tableau par celui-ci :

Tableau B2

Estimation de l'impact économique de certains domaines associés à l'audiovisuel, Québec, 2009

	Emplois directs et indirects	Produit intérieur brut
	n	M\$
Cinéma et audiovisuel	13 831	926
Télévision	10 354	1 091
Télédistribution	9 788	1 161
Total	33 973	3 178

Source: Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (2012). « Impact économique du secteur de la culture et des communications au Québec pour l'année 2009 », *Survol*, [En ligne], n° 20, mars, 8 p. [www.mcc.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/Survol20-mars2012.pdf] (consulté le 4 avril 2012).